



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

Localisation des Objectifs de Développement Durable

Région Boeny

Rapport de consultation locale - Septembre 2021





Localisation des Objectifs de Développement Durable Région Boeny

Rapport de consultation locale - Septembre 2021



Tous droits réservés,

© Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation / PNUD - 2019

Photo de couverture : le pont suspendu de la Kamoro sur la RN 4, enjambant le fleuve Betsiboka, septembre 2021

Ce document a été élaboré, édité et publié avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'Appui à la Décentralisation et la Résilience Communautaire (PADRC) mis en oeuvre en partenariat avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation pour la période 2015-2019. Ce programme visait à appuyer la mise en oeuvre du processus de décentralisation, promouvoir le développement local inclusif et créer des conditions favorables au renforcement des capacités de résilience des communautés.

Pour plus de détails, contactez



Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
Immeuble Patte d'Éléphant
Anosy
101 - Antananarivo, Madagascar
www.mid.gov.mg



Programme des Nations Unies pour le Développement
Maison Commune des Nations Unies
Zone Galaxy Andraharo - Rue Dr Raseta, BP 1348
101 - Antananarivo - Madagascar
www.undp.org/madagascar

Supervision Générale

Claire RAHASINIRINA
Heriniaina Onja RAKOTO
Lalaina RAKOTOZANDRY
Adamson RASOLOFO

Coordination Technique

Heriniaina Onja RAKOTO
Adamson RASOLOFO
Fara ROBSON

Équipe de rédaction

Noroseheno RAHARINJATOVO
Louis Joseph RAJOHNSON

Équipe d'appui

Nirina Haja ANDRIANJAKA
Priscilla MANOEL
Hajamalala RAKOTOSALAMA
Eric Norbert RAMILISON
Karl Johnny RANDRIANAIVOSON
Natacha Fenolalaina RANDRIANASOLO
Jean Christian RAZAFIARISON
Abdou SALAME

Institutions parties prenantes

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
Ministère de l'Économie et des Finances
Région Boeny
FNUAP - PNUD

Design et mise en page

M.V. Rafanjaharisoa



Sommaire

Préface.....	5
Avant-propos.....	7
Sigles et acronymes.....	8
Liste des tableaux et des figures.....	9
Résumé exécutif.....	10
Introduction.....	11
Section 1.	
Contexte de développement de la Région Boeny.....	13
1.1. Contexte socio-économique de développement.....	14
1.2. Les contraintes de développement de la Région Boeny.....	17
Section 2.	
Alignement des plans stratégiques régionaux sur les ODD.....	21
2.1. Méthodologie d'analyse de l'alignement.....	22
2.2. Résultat de l'alignement.....	22
Section 3.	
Priorisation des cibles ODD au niveau de la Région.....	31
3.1. Méthodologie de la priorisation.....	32
3.2. Résultat de la priorisation.....	33
Section 4.	
Mapping des sources et suivi des progrès.....	43
Section 5.	
Perspectives.....	55
5.1. Méthodologie de constitution des paquets d'interventions.....	56
5.2. Résultats de la constitution des paquets d'interventions.....	57
5.3. Mécanisme de financement.....	78
Conclusion.....	79
Annexes.....	81
Annexe 1. Termes de référence de la mission de localisation des objectifs de développement durable (ODD).....	82
Annexe 2. Méthodologie de réalisation de l'alignement des stratégies de développement régional aux ODD.....	85
Annexe 3. Méthodologie de réalisation de la priorisation au niveau régional/local.....	88
Annexe 4. Méthodologie de constitution des paquets intégrés de cibles et d'interventions.....	93
Annexe 5. Liste des acteurs régionaux.....	97

Préface

Madagascar, au même titre que les 192 autres États membres des Nations Unies, a adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé Agenda 2030 qui se décline en 17 objectifs de développement durable à atteindre. Le nouveau défi auquel s'est convenu le concert des Nations était de mettre en œuvre un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et pour les partenariats, selon un principe phare de « ne laisser personne de côté » et de pouvoir affirmer d'ici dix ans que notre génération aurait réussi à mettre fin à l'extrême pauvreté, lutter contre les inégalités et les injustices et régler le problème du changement climatique.

La réalisation des ODD dépend de la capacité des gouvernements régionaux et locaux à s'appropriier entièrement l'Agenda 2030, d'en être les portes-flambeaux en assumant un leadership local, mais surtout de le mettre en œuvre à travers tous les outils, stratégies, et documents de planification du développement local.

Nous félicitons l'engagement du Gouvernement de Madagascar, des collectivités locales, et de l'ensemble des acteurs de développement du pays à s'intégrer dans cette dynamique. En effet, Madagascar s'est appropriée l'agenda 2030 en ayant déjà identifié en 2017 les ODD prioritaires pour le pays avec des cibles et indicateurs liés aux priorités nationales. La localisation des ODD est la continuité de cette démarche pour que le développement territorial soit intégré, inclusif et durable, et que les acteurs de développement puissent disposer d'outils pour développer des cadres, politiques et stratégies cohérents, répondant aux priorités locales, pour relever les multiples défis de la réduction de la pauvreté, de la promotion de la bonne gouvernance, et de la protection de l'environnement.

Je suis fière et honorée de vous présenter ces rapports régionaux de priorisation des ODD pour les Régions Androy, Anòsy, Atsimo Andrefana, Menabe, Amoron'Imania, Analamanga, Atsinanana, Boeny, Ihorombe et SAVA. Le PNUD est honoré d'avoir accompagné leur élaboration sous le leadership conjoint du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et du Ministère de l'Economie et des Finances. Nous reconnaissons les efforts fournis par les acteurs régionaux et locaux, les Ministères sectoriels à travers les services techniques déconcentrés et les collègues des agences du Système des Nations Unies comme la FAO, l'OIT, le PAM, l'UNFPA et l'UNICEF, qui se sont engagés dans ce processus. Ils ont mis leurs connaissances et leurs compétences au ser-

vice d'un exercice participatif qui a conduit à un auto-diagnostic des défis, des potentialités, des enjeux de développement pour aboutir au choix des cibles prioritaires pour chacune des Régions ciblées par cet accompagnement du PNUD. Les paquets d'interventions ou projets prioritaires sont définis avec des indicateurs clairs pour que l'effet transformateur de l'Agenda 2030 devienne une réalité pour Madagascar. La disponibilité de ces rapports régionaux de priorisation des ODD nous invite à considérer le changement de paradigme dans la planification du développement en considérant la base, la population tout en nous appelant à revisiter nos modes opératoires pour plus de synergie, de complémentarité, de rationalisation, notamment dans un contexte de relèvement post COVID-19.

Ce rapport interpelle également toutes les parties prenantes du développement, notamment les Partenaires Techniques et Financiers, à unir nos efforts dans l'esprit de la Déclaration de Paris, en matière d'alignement, d'harmonisation et de partage de responsabilité, pour l'atteinte des objectifs de développement durable au niveau régional.

Par ailleurs, il nous faudra contribuer à la mise en place des cadres, outils, ressources permettant une gestion axée sur les résultats de développement pour le suivi et l'évaluation des indicateurs de performance et mesurer nos progrès communs dans l'atteinte des ODD dans les Régions.

Je vous remercie de vous joindre à nous dans l'appropriation et la mise en œuvre des rapports régionaux de localisation des ODD. Le PNUD pour sa part reste engagé à soutenir les efforts pour atteindre ces objectifs, tant au niveau national que régional.



Natasha van Rijn

Natasha van Rijn
Représentante Résidente
PNUD Madagascar



Avant-propos

En septembre 2015, sous l'égide des Nations Unies, la communauté internationale a adopté un nouvel agenda international pour le développement, « l'Agenda 2030 pour le développement durable ». Il pose le cadre de transformation de notre monde, visant à éradiquer la pauvreté et à assurer sa transition vers un développement durable. A cet effet, les 193 États membres des Nations Unies ont adopté un programme de mise en œuvre de l'Agenda 2030 avec les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) assortis de 169 cibles. Les ODD visent à mettre fin à l'extrême pauvreté, combattre les inégalités et les discriminations, protéger la planète et ses ressources, et créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, dans un monde plus équitable, prospère et paisible.

Le Système des Nations Unies à Madagascar, à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement, a accompagné dès 2016 les initiatives de l'État malgache, et plus particulièrement celles du Ministère de l'Économie et des Finances, dans la mise en œuvre des ODD. Plusieurs consultations nationales et régionales ont été réalisées en vue d'intégrer les Objectifs de Développement Durable dans les documents nationaux et régionaux de planification de Madagascar, dont le PND (Plan National de Développement), la SIDGS (Stratégie Intégrée de Développement du Grand Sud), le PRGS (Plan de Relèvement et de résilience Communautaire du Grand Sud), et le Plan d'Émergence de Madagascar en cours d'élaboration.

Ces consultations ont abouti à l'adoption de 64 cibles prioritaires des ODD, assorties de 85 indicateurs, consignés dans le Rapport national de priorisation des ODD de Madagascar, adopté avec toutes les parties, les cadres et techniciens des départements ministériels, les représentants de la société civile malagasy, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers. La priorisation des ODD tient compte des spécificités du pays, de ses contraintes, et de ses priorités en matière de développement. Les populations ont été associées à cet exercice de planification à travers plusieurs ateliers de sensibilisation et d'échanges sur les ODD.

Le principe fondamental de l'Agenda 2030 pour le développement durable est « de ne laisser personne pour compte ». Notre devoir est de transcrire ce principe dans nos actions à tous les niveaux, national, régional, local et dans tous les domaines. Les cibles retenues doivent donc être déclinées en actions qui tiennent compte de ce

principe.

L'Agenda 2030 aura un effet transformateur uniquement s'il est mis en œuvre et entièrement réalisé au niveau local. Par conséquent, la localisation de l'Agenda est la seule façon d'obtenir des impacts concrets et positifs sur la vie des personnes. Cela implique l'ancrage des ODD dans les pratiques au niveau local, ainsi que la reconnaissance et la valorisation du leadership local pour encourager le changement.

Contrairement aux OMD, les ODD sont conçus pour maximiser l'appropriation locale, les ODD partent du principe de « ne laisser personne pour compte » et engagent ainsi les dirigeants à donner la priorité aux politiques et aux approches qui accélèrent les projets pour les plus défavorisés.

L'atteinte de l'Agenda 2030 n'est possible qu'à condition que les acteurs de développement locaux puissent adopter de nouvelles approches, analyser et ajuster leurs initiatives jusqu'à ce qu'elles donnent les résultats voulus. La réalisation des ODD dépend plus que jamais de la capacité des gouvernements locaux et régionaux à promouvoir un développement territorial intégré, inclusif et durable qui nécessite de nombreux investissements aux niveaux infranational et local mis en œuvre par les autorités locales elles-mêmes.

L'exercice de localisation des ODD mené à Madagascar dans dix Régions pour commencer, est une étape fondamentale pour ancrer l'appropriation des ODD au niveau de toutes les parties prenantes dans les Régions et véritablement lancer un processus de transformation de la planification locale du développement autour des principes d'universalité, d'inclusion, de durabilité, de respect des droits humains qui sous-tendent l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Ce rapport de priorisation des ODD de la Région Boeny est issu de ce processus qui a pour ambition d'accoucher une dynamique de transformation locale avec un impact concret et positif sur la vie des populations, notamment les plus vulnérables.

L'action du Gouvernement, des autorités régionales, des communautés locales, des partenaires au développement et de toutes les parties prenantes doit maintenant se focaliser sur l'atteinte des cibles retenues. Il est venu maintenant le temps de l'action pour que l'espoir suscité par l'Agenda 2030 soit réalisé.



Sigles et acronymes

AQUALMA	: Aquaculture de la Mahajamba
AQUAMAS	: Aquaculture de la Mahajamba et de Soalala
SNU BCR	: Système des Nations Unies, Bureau de Coordination Régional
CEG	: Collège d'Enseignement Général
CRENA	: Centre de Récupération Nutritionnel Ambulatoire
CRENI	: Centre de Récupération Nutritionnel Intensif (pour les enfants atteints de malnutrition sévère)
CSB	: Centre de Santé de Base
EDBM	: Economic Development Board of Madagascar
EPP	: Ecole Primaire Publique
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
INSTAT	: Institut National des Statistiques de Madagascar
GSM	: General Services de Mahajanga
GIZ	: Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, société de coopération technique allemande
MAPS	: Mainstreamings Accelerating and Policy Support
MEF	: Ministère de l'Économie et des Finances
MID	: Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MICS	: Multiple Indicator Cluster Survey
MNP	: Madagascar National Park
M2PATE	: Ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement
NTIC	: Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
ODD	: Objectif de Développement Durable
OG	: Objectif Global
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
ONE	: Office National pour l'Environnement
ONN	: Office National de la Nutrition
ONUDI	: Programme de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PADRC	: Programme d'Appui à la Décentralisation et la Résilience Communautaire
PN	: Parc National
PDSPE	: Programme de Développement du Secteur Pauvreté et Emploi
PMM	: Pêcherie de Menabe et de Melaky
PECHEXPORT	: Pêcherie et Exportation
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP)
PRD	: Plan Régional de Développement
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
RIA	: Rapid Integrated Assessment
SITAM	: Société Internationale Tabacs Malagasy
SEM FAMAMA	: Société d'Etat Mixte – Famokarana Mahabibo Malagasy
SOMAJEX	: Société Majungaise d'Exportation
SOMAPECHE	: Société Malagasy des Pêcheries
SOMAQUA	: Société Malagasy d'Aquaculture
SRAT	: Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
TBE	: Tableau de Bord Environnemental
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
WASH	: Water Sanitation and Hygiene

Liste des tableaux et figures

Tableaux

Tableau 1 : Données générales sur la Région	14
Tableau 2 : Population de la Région Boeny par District	14
Tableau 3 : Effectif du cheptel bovin, porcin, caprin et volailles en 2015	16
Tableau 4 : Les Entreprises industrielles de Boeny en 2016.....	17
Tableau 5 : Répartition des exploitations minières par District.....	18
Tableau 6 : Domaines/secteurs régionaux de Boeny	23
Tableau 7 : Récapitulatif de l'effectif des cibles alignées par ODD.....	24
Tableau 8 : Récapitulatif de l'effectif des cibles alignées par thématique	24
Tableau 9 : Cartographie des cibles prioritaires pour la Région	34
Tableau 10 : Récapitulatif de l'effectif des cibles retenues par domaine	35
Tableau 11 : Les cibles globales prioritaires	35
Tableau 12 : Les cibles prioritaires dans le domaine de la gouvernance	36
Tableau 13 : Les cibles prioritaires dans le domaine de l'économie.....	37
Tableau 14 : Pauvreté multidimensionnelle.....	38
Tableau 15 : Cibles prioritaires dans le domaine social.....	39
Tableau 16 : Sibles prioritaires dans le domaine du capital naturel	40
Tableau 17 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 1	44
Tableau 18 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 2.....	44
Tableau 19 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 3.....	45
Tableau 20 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 4.....	45
Tableau 21 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 5.....	46
Tableau 22 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 6.....	47
Tableau 23 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 7.....	47
Tableau 24 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 8.....	47
Tableau 25 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 9.....	48
Tableau 26 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 10.....	48
Tableau 27 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 11.....	49
Tableau 28 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 12.....	49
Tableau 29 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 13.....	50
Tableau 30 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 14.....	50
Tableau 31 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 15.....	50
Tableau 32 : Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 16.....	52
Tableau 33 : Résumé de l'effectif des axes, des programmes et des interventions par paquet.....	57

Figures

Figure 1 : La Région Boeny	14
Figure 2 : Récapitulatif de l'effectif des cibles alignées par thématique	25

Résumé exécutif

Le processus de localisation des ODD au niveau infranational est une suite logique de la démarche nationale de priorisation. C'est le processus de prise en compte des contextes régionaux et locaux dans la réalisation de l'Agenda 2030, en partant de la fixation d'objectifs et de cibles, jusqu'à la détermination des moyens de mise en œuvre et à l'utilisation d'indicateurs pour mesurer et suivre les progrès. Les trois grands aspects du processus de localisation des ODD ont été pris en compte ; déclinaison territoriale de la priorisation nationale des cibles des ODD, la définition des paquets d'interventions pour la mise en œuvre des ODD dans la Région et la réalisation du mapping des sources de données pour les indicateurs de suivi.

Dans un processus largement participatif et inclusif, les travaux de localisation des ODD ont permis de (i) passer en revue les documents de planification régionale pour évaluer leur degré d'alignement sur les ODD, (ii) définir pour la Région un ensemble de cibles à retenir comme prioritaires, (iii) retenir les paquets d'interventions à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre des ODD dans la Région, et (iv) retenir les indicateurs devant servir au suivi des progrès de la mise en œuvre.

La localisation des ODD a permis de retenir un ensemble de soixante-deux (62) cibles prioritaires pour la Région Boeny, hormis les quarante-trois (43) cibles de mise en œuvre et les dix-neuf (19) cibles de l'ODD 17 sur le partenariat pour la réalisation de l'Agenda. En ce qui concerne la mise en œuvre effective des ODD dans la Région Boeny, 274 interventions ont été retenues et 83 indicateurs ont été préconisés au niveau régional.

Dans le domaine social, 24 cibles sur les 26 prioritaires au niveau national sont alignées dans le PRD Boeny. La Région Boeny a priorisé durant l'atelier de priorisation 62 cibles ainsi que les cibles 1.4 sur l'accès aux ressources, 16.9

sur l'état civil qui ne sont pas prises en compte dans les cibles prioritaires nationales. Seules les cibles 1.1. sur l'élimination de l'extrême pauvreté et 8.1 sur l'augmentation des PIB n'ont pas été retenues. Boeny entend malgré cela contribuer à l'amélioration des indicateurs de ces deux cibles, d'ailleurs des finales résultantes des autres cibles retenues.

Dans le domaine économique, l'analyse des documents de planification de la Région a permis de constater que 100% des cibles prioritaires nationales ont été planifiées pour être mise en œuvre dans la Région Boeny.

La cible 8.7, se rapportant à l'exploitation des enfants, la traite, au travail forcé, aux pires formes de travail est retenue. Néanmoins, les participants, quoique partants dans la lutte contre le travail domestique, ont émis la circonspection qu'il faut une étude plus approfondie pour ne pas créer d'autres problèmes.

En ce qui concerne le capital naturel, les quatorze (14) cibles prioritaires nationales ont été prises en compte dans les documents de planification régionale.

Dans le domaine de la gouvernance, 8 cibles ont été retenues pour la mise en œuvre sur les 7 cibles prioritaires au niveau national et régional. Les participants ont ressenti la nécessité de renforcer l'enregistrement des naissances pour toute la Région même si la discussion portait de la situation des migrants.

L'Agenda 2030 aura un effet transformateur avec des impacts concrets et positifs sur la vie des personnes vulnérables, notamment les jeunes et les femmes si les collectivités locales et les acteurs au développement de la Région Boeny œuvrent pour la réalisation effective des interventions retenues lors de ces travaux de localisation des ODD.

Introduction

Madagascar vient de sortir d'une décennie de crises politiques cycliques accentuées par la pandémie depuis 2019 qui ont fortement accentué la paupérisation des populations de la Grande Ile et entravé tous les efforts de développement entrepris. L'Agenda 2030 constitue une opportunité devant servir de catalyseur à l'émergence et au développement du pays. Toutefois, la réussite de cet agenda dépend largement de son degré d'appropriation par les acteurs au développement et de la manière dont chaque Région le mettra en œuvre. En effet, l'une des causes des résultats mitigés des OMD est l'approche descendante (top-down) utilisée dans sa définition et sa mise en œuvre. Cette approche a entraîné une appropriation et un alignement tardifs des OMD sur la planification des pays. Les Nations Unies ont capitalisé cette leçon apprise des OMD et ont adopté la démarche ascendante (bottom-up) pour la définition et la mise en œuvre des ODD.

L'Agenda 2030 aura davantage d'effets transformateurs uniquement s'il est mis en œuvre et entièrement réalisé au niveau local. La localisation de l'Agenda reste donc la seule façon d'obtenir des résultats concrets et positifs sur la vie des personnes. Les ODD fournissent un cadre de politique de développement autour duquel les

gouvernements locaux et régionaux et d'autres acteurs du développement (organisations internationales, sociétés civiles et universitaires) peuvent soutenir la réalisation des objectifs régionaux. C'est dans cette optique que le PNUD a accompagné le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministère de l'Economie et des Finances dans l'organisation d'ateliers de localisation des cibles des ODD dans huit Régions cibles de Madagascar, dont la Région Boeny.

Dans un processus participatif et inclusif, l'atelier de localisation des cibles des ODD a permis de (i) passer en revue les documents de planification régionale pour évaluer leur degré d'alignement sur les ODD, (ii) définir pour la Région un ensemble de 62 cibles prioritaires, et (iii) retenir les indicateurs devant servir au suivi des progrès de la mise en œuvre. Le présent rapport présente les résultats de ce processus de priorisation des ODD au niveau de la Région Boeny. Il est structuré en cinq sections qui présentent, successivement, le contexte de développement de la Région, les résultats de l'alignement des plans stratégiques régionaux sur les ODD, les résultats de la priorisation des cibles des ODD au niveau de la Région, le mapping des sources pour le suivi des progrès et les perspectives.



Section 1.

Contexte de développement
de la Région Boeny



1.1. Contexte de développement

Située dans la partie Nord Ouest de Madagascar, la Région Boeny est délimitée au Nord-Est par la Région Sofia, au Sud-Ouest par la Région Melaky, au Sud par la Région Betsiboka, et limitée au Nord-Ouest par le Canal de Mozambique.

Sur une superficie de 29.826 km², la Région de Boeny compte 6 Districts, 46 Communes et 502 Fokontany.

La population de la Région se chiffre à 929.312 habitants dont 333.096 urbaines et 596.216 rurales.

Figure 1. La Région Boeny

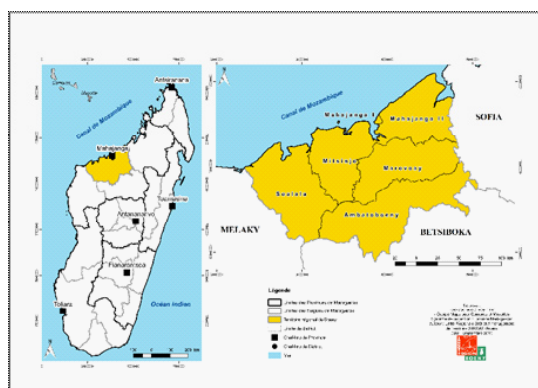


Tableau 1. Données générales sur la Région Boeny

District	Superficie (km ²)	Nb de communes	Nombre Fokontany	Population (hab)
Mahajanga I	57	01	26	246 022
Mahajanga II	4 721	09	75	95 523
Marovoay	5 629	13	161	298 820
Ambato-boeny	8 028	12	143	287 731
Mitsinjo	4 601	07	58	135 552
Soalala	6 790	04	59	106 134
Région Boeny	29 826	46	522	929 312

Source : RGPH 3, Tome 1, 2018 et M2PATE- Région Boeny : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (Atlas et diagnostic du territoire) Août 2016

Situation démographique

Effectif et densité de la population par District

La population de la Région Boeny compte 929.312 habitants avec une densité moyenne de 29,7hab/km², un chiffre largement inférieur par rapport au national (43, 4hab/km²). Le Tableau 2 présente l'inégale répartition spatiale de la population de Boeny par District.

Croissance démographique

Entre 1993 et 2018, le taux d'accroissement annuel moyen de la population de Boeny est de 3,53% un peu élevé par rapport à la valeur nationale qui est de 3,01%². L'évolution de la population au niveau du grand centre urbain pendant la même période est de 3,10% si pour l'ensemble du pays, cet indicateur est de 2,67%.

Tableau 2. Données générales sur la Région Boeny

District	Effectif (hab)	Densité (hab/km ²)	Part de la Pop fém. (%)
Mahajanga I	246 022	48,2	52,5
Mahajanga II	95 523	20,4	50,1
Mitsinjo	42 896	18,1	50,9
Marovoay	197 756	35,3	50,8
Soalala	41 684	5,4	50,3
Ambato Boeny	264 170	31,0	49,9
Boeny	929 312	29,7	50,9

Source : INSTAT : RGPH3 2018

¹RGPH 3

²Source : MDG - INSTAT - RGPH 2018

Migration

Selon les calculs effectués à partir des données régionales et des projections effectuées par l'INSTAT, le taux annuel de migration nette de la Région Boeny est de 1,36%³. En termes de migration interne, Boeny fait partie des Régions d'accueil des grands projets miniers, avec Alaotra Mangoro et Anosy qui sont devenus des destinations de la majorité des migrants des autres Régions. Toutefois, certains migrants s'installent à Boeny pour des activités agricoles et/ou agropastorales (Marovoay, Ankarafantsika)⁴, avec des impacts fortement négatifs préoccupants.

1.1.1. Contexte social

Santé

Eau et assainissement

Sur 2.483 ménages de la Région Boeny, 43%⁵ utilisent de l'eau de source non améliorée, dont puits non protégés, source non protégée et eau de surface. Ce taux est le même que celui du niveau national. Le temps consacré par 49% des ménages de la Région Boeny pour la collecte d'eau par jour est de 30 minutes. Pour 20,4% d'entre eux, cette durée atteint plus de 3 heures. Concernant l'utilisation des services d'assainissement de base, 66,1%⁶ des ménages pratiquent la défécation à l'air libre. 13,1% utilisent des installations partagées entre 5 ménages au moins. Les ménages qui ne partagent pas les installations sanitaires avec d'autres ménages représentent 10%.

Infrastructures sanitaires

En 2008, la Région Boeny dispose de 68 CSB II et de 21 CSB I. En moyenne, chaque commune dispose d'au moins un CSB II. Globalement, chaque formation sanitaire (CSB I ou CSB II) assure l'activité de maternité. Le chef-lieu de la Région, Mahajanga I dispose d'un CHU. Il existe dans chaque District au moins un dispositif de soin dentaire, et toutes les infrastructures sanitaires des communes possèdent des salles d'accouchement.

³ Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Migration à Madagascar - PROFIL NATIONAL 2013

⁴ Ministère de l'Environnement et des Forêts, OIM, défis, enjeux et politiques : migration, environnement et changements climatiques à Madagascar, 2018

⁵ INSTAT- MICS 2018

⁶ Ibid

Accès aux services de la santé

La durée de parcours pour se rendre dans des formations sanitaires varie suivant les districts. Elle peut être inférieure à une heure de temps pour la majorité de la population dans 33,6% des communes, et plus d'une journée dans les 4,6% des communes⁷. La Région de Boeny dispose en totalité⁸ de 35 aide-sanitaires, 62 infirmiers et infirmières, 44 sages-femmes, 57 médecins généralistes et 2 médecins spécialistes. Pourtant, seuls les centres de santé publics dans les districts de Mahajanga I et de Soalala bénéficient chacun d'un médecin spécialiste.

Éducation

Le taux de fréquentation des programmes d'éducation de la petite enfance dans la Région Boeny reste faible 6,5%, si au niveau national ce taux est de 15%. Le taux net de fréquentation scolaire ajusté est de 67,2% au niveau primaire, 23,4% au premier cycle du secondaire et 11,8% au second cycle du secondaire.

La question de l'achèvement scolaire reste problématique : 40,6% pour le primaire ; 31,4% achèvent le 1er cycle du secondaire ; et 22,3% arrivent à termes du 2ème cycle du secondaire.

Toutes les communes de la Région Boeny disposent au moins d'une EPP, et d'un ratio moyen de 2,5 salles de classe par EPP. En général, 60,5% des communes ont des CEG. Au total, 4 communes de la Région disposent d'un lycée public d'enseignement général.

Environ 60% des enseignants des lycées travaillent dans le district de Mahajanga I, et le reste se répartit plus ou moins équitablement dans les trois districts disposant de lycée public, à savoir, Ambato-Boeny, Marovoay et Mitsinjo.

1.1.2. Contexte économique

L'économie de la Région Boeny est dominée par le secteur primaire (30% des activités), suivi du secteur du commerce (18%). Les 52% restants englobent les autres services et les unités de transformation. Cependant les 93% des emplois de la Région se trouvent dans le secteur informel, dont 75% au sein d'unités agricoles informelles, et 18% hors de l'agriculture. Par conséquent, il n'existe pas de synergie ni de complémentarité intra sectorielle et intersectorielle, encore moins de concurrence saine entre les acteurs économiques.

⁷ CREAM, Monographie de la Région Boeny, Février 2013

⁸ CREAM, Monographie de la Région Boeny, Février 2013

Situation du secteur primaire

En 2016, les terres cultivées représentent 1.359.868 ha (culture, canne, rizière), soit 38% de la superficie des terres cultivables. La Région est connue pour son fort potentiel en production de riz, notamment avec la plaine de Marovoay qui est historiquement le deuxième grenier à riz de Madagascar. La riziculture occupe la plus grande superficie en 2015 avec 50,7% des superficies cultivées, suivie du maïs (6,7%), de l'arachide (5,6%) et du black eyes (4,7%).

Les impacts du changement climatique et des feux de brousse ont fait diminuer la production rizicole qui est passée de 390.000 t en 2009 à 258.000 t⁹ en 2017.

Situation du Secteur halieutique

La production halieutique de la Région Boeny tient une place importante dans l'économie nationale, notamment au niveau des exportations.

Les communes littorales disposent de près de 630 km de côtes. Les plans d'eau à l'intérieur des terres représentent 2,5% de la superficie de la Région, soit 75.268 ha.

D'après les données statistiques disponibles, la Région Boeny dispose de 63 lieux de pêche, dont 29% se trouve à Marovoay, 27% à Mitsinjo, 17% à Mahajanga II, 16% à Ambato-Boeny et 11% à Soalala.

Secteur Élevage

L'existence de vastes savanes dans la majorité des Districts agricoles de la Région constitue un atout considérable pour l'élevage extensif bovin¹⁰. La température ambiante dans la Région, additionnée à l'abondance des ressources pour la fabrication de provendes, constituent des atouts de la Région dans l'élevage à cycle court tels que le porcin.

Tableau 3. Effectif du cheptel bovin, porcin, caprin et volailles en 2015

Nom de district	Cheptel bovin	%	Cheptel porcin	%	Cheptel caprin	%	Volailles	%
Ambato-Boeny	158 229	40,0%	8 575	34,5%	14 579	55,1%	192 601	56,7%
Mahajanga I	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%
Mahajanga II	57 927	14,7%	842	3,4%	5 813	22,0%	29 956	8,8%
Marovoay	51 804	13,1%	3 150	12,7%	4 645	17,5%	12 178	3,6%
Mitsinjo	66 565	16,8%	11 682	46,9%	874	3,3%	42 017	12,4%
Soalala	60 758	15,4%	637	2,6%	571	2,2%	62 947	18,5%
Région Boeny	395 283	100%	24 886	100%	26 482	100%	339 699	100%

Source : M2PATE - Région Boeny : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (Atlas et diagnostic du territoire), Août 2016

Secteur forestier

Le raphia, le Satrana et les mangroves

Mahajanga est la principale zone productrice de raphia de l'île en représentant 44% (1.464 t pour une superficie de 30.000 ha) de la production de l'île en 2006¹¹, malheureusement, les zones productrices sont souvent dans des parties enclavées du territoire. C'est dans les districts d'Ambato-Boeny (communes de Sitampiky, Ankirihitra et Madirovalo) et de Soalala (plus de 3.400 ha à Andranomavo) que l'on retrouve le plus de raphia même s'il est présent dans toute la Région. Dans les districts de Mitsinjo, il y a également des communes productrices, telles qu'Antseza et Bekipay, de même pour le district de Marovoay, à Ankarabato.

Le raphia constitue l'une des matières premières utilisées dans l'artisanat, notamment la vannerie.

On trouve des produits artisanaux à base de vannerie dans presque toutes les Régions de Madagascar.

Le satrana constitue également un des produits forestiers de Boeny. Ce produit est utilisé dans la vannerie, qui utilise beaucoup de ménage, et pour la toiture des maisons.

Le charbon de bois et le palétuvier : la demande totale en charbon de bois pour la Région de Boeny a été évaluée en 2016 à 149.376 t/an¹², soit l'équivalent de 2.017.616 m³ de bois par an.

Par ailleurs, le palétuvier qui est fortement affectés par le changement climatique (ensablement) et par la pression anthropique, avec un rythme de disparition de près de 9.500 ha/an¹³, par la transformation en bois d'œuvre et/ou en charbon de bois, risque de disparaître rapidement. Cette disparition aurait un effet négatif sur la filière pêche, en effet les mangroves abritent les alevins, les jeunes poissons ainsi que certaines crustacées.

⁹ ONE : vulnérabilité et risques climatiques : informations récentes pour le TBER Boeny, 2019

¹⁰ M2PATE- Région Boeny : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (Atlas et diagnostic du territoire) Août 2016

¹¹ Ibid

¹² GLZ, Plan Régional en Energie de Biomasse Région Boeny, juin 2016

¹³ M2PATE- Région Boeny : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (Atlas et diagnostic du territoire) Août 2016

Secteur formel (industrie, transport et autres services)

Création d'entreprises

L'environnement des affaires dans la Région n'a pas évolué favorablement. En effet, le rythme de croissance de l'effectif des entreprises de la Région est incapable de suivre celui du niveau national. En 1962, la Région abritait environ 14% des entreprises de Madagascar. Actuellement, cette proportion est près de 2%¹⁴. La structure de l'économie formelle est prédominée par les activités tertiaires : commerce (43,7%), transport (21,1%), autres (35,2%).

Concernant les emplois formels, 25,7% se trouvent dans le secteur commerce. Ce taux

est de 16% dans secteur Agricole (Agriculture, Elevage, Pêche). Ceci est dû aux faits que le secteur agricole est un secteur à haute intensité de main d'œuvre, et que le secteur Agricole domine l'économie de la Région.

Les activités de transformation

Les industries de la Région sont en majorité localisées à Mahajanga I. Dans le secteur industriel, on assiste actuellement à la disparition progressive des grandes industries ayant fait la renommée de la Région : le textile (FITIM, SOTEMA), la cimenterie (SANCA), l'huilerie et savonnerie (SIB), etc. Le tableau ci-après fait état des entreprises industrielles de Boeny en 2016.

Tableau 4. Les entreprises industrielles de Boeny en 2016

Dénomination	Filière	Activité principale
Société International Tabacs Malagasy [SITAM]	Transformation et conditionnement des produits agricole	Conditionnement des tabacs
Société d'Etat Mixte – Famokarana Mahabibo Malagasy [SEM FAMAMA]		Fabrication d'amande et de noix de cajou
Ouest Sucre		Fabrication de sucre, rhum et alcool
Paraky Sambatra		Fabrication des Tabacs à chiquer
Société KALFANE		Collecte des produits céréaliers, raphia
Société Malagasy des Pêcheries [SOMAPECHE]	Pêcherie	Pêcherie industrielle de crevette
Pêcherie et Exportation [PECHEXPORT]		Pêcherie industrielle de crevette
Réfrigérateur – Peche [REFRIGPECHE]		Pêcherie industrielle de crevette
Pêcheries des Crustacées [CRUSTAPECHE]		Pêcherie industrielle de crevettes, crabes
Pecherie de Menabe et de Melaky [PMM]		Pêcherie industrielle de crevette
S.A FITIAVANA]		
Savonnerie MANJA		
Aquaculture de la Mahajamba [AQUALMA]	Aquaculture	Elevage, et exportation de crabes et des crevettes
Aquaculture de la Mahajamba et de Soalala [AQUAMAS]		
Société Malagasy d'Aquaculture [SOMAQUA]		
Vital Gaz [VITOGAZ]	Gaz	Fabrication d'oxygène et d'acétylène
Société d'Oxygène et d'Acétylène de Madagascar [SOAM]		Fabrication d'oxygène et d'acétylène
UDKAFOAM]	Matériels et équipements	Fabrication de mousse, matelas
Majunga FOAM	Fabrication de mousse, matelas	Fabrication de mousse, matelas
General Services de Mahajanga [GSM]	Service	Réparation des bateaux, fabrication métallique
[Société Majungaise d'Exportation [SOMAJEX]	Fabrication des matériels et équipements	Fabrication de bouton en cornes
Boulangerie ABAD Boulangerie AUBLE D'OR Boulangerie du BOINA Boulangerie GERBLE	Alimentaire	Boulangerie
Projet Huilerie	Alimentaire	Huilerie

Source : M2PATE - Région Boeny : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (Atlas et diagnostic du territoire), Août 2016

¹⁴INSTAT, Base de données des Entreprises de Madagascar

Secteur mines et pétrole

Mines

L'activité minière est encore peu développée dans la Région. Le secteur est dominé par des petites exploitations et très peu d'unités industrielles (en phase d'exploration, Industries non opérationnelles). Les exploitations artisanales sont beaucoup plus présentes dans le Districts Ambato-Boeny, Marovoay et Mahajanga II ; le premier étant reconnu pour son potentiel par rapport à l'existence de l'or.

Tableau 5. Répartition des exploitations minières par district

District	Exploitation artisanale	Exploitation industrielle
Ambatoboeny	12	-
Mahajanga I	-	-
Mahajanga II	2	1
Marovoay	3	-
Mitsinjo	2	-
Soalala	1	2
Région Boeny	20	3

Source : M2PATE - Région Boeny : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (Atlas et diagnostic du territoire), Août 2016

Secteur du tourisme

Boeny est qualifiée de première destination du tourisme national. Plusieurs sites font la force du secteur tourisme dans la Région, dont les plus connus sont entre autres :

- la station balnéaire de Mahajanga qui attire davantage les touristes nationaux (5 km de plage faisant au total 250.000 m², allant de la jetée Schneider (Village Touristique) à Amborovy ;
- les circuits en ville (Boulevard Marcoz de la corniche, le port aux boutres et visite de vieilles maisons arabes, indiennes du XVIII^e siècle, ...) ;
- le Parc National d'Ankarafantsika exploité par le MNP ;
- le Parc National Baie de Baly (MNP) ;
- le Parc National Tsingy de Namoroka (MNP) ;
- le Complexe Zones Humides Mahavavy - Kinony (CMK) ;
- Antrema NAP ;
- le Secteur Mariarano (chercheurs – forets)
- les patrimoines nationaux Baobab à Majunga-be, Cirque Rouge, Grottes d'Anjohibe et Chute de Mahafanina.

Infrastructures structurantes

Transport maritime

La Région Boeny est bien positionnée comme espace d'échanges par rapport à l'Europe, à l'Afrique orientale et les îles voisines, notamment les Comores et Mayotte par leur proximité. Mais malgré cette proximité, Mayotte n'est pas desservie par la voie maritime via la ville de Mahajanga. La Région Boeny bénéficie également d'une position stratégique par le passage de la grande route maritime qui relie l'Afrique à l'Asie via le canal de Mozambique. En plus, le climat de l'Ouest de Madagascar offre des conditions généralement favorables à la navigation côtière par rapport à l'Est (houle faible ou modérée, action limitée des vents locaux,...).

Transport aérien

L'ouverture territoriale de la Région Boeny est renforcée par l'aéroport international « Philibert Tsiranana » sis à Mahajanga. Des vols réguliers relient la ville de Mahajanga à Mayotte, aux Comores et à l'île de la Réunion et des lignes quotidiennes entre Mahajanga et Antananarivo. Des vols spécifiques entre Mahajanga, Mahajamba et Soalala utilisent respectivement l'aéroport international et les deux aérodromes. L'aéroport Philibert Tsiranana dessert d'autres communes à proximité de la Région Boeny tels Besalampy, Maintirano, Mandritsara, Tambohorano, Analava...

Secteur énergie

La production d'énergie électrique exploitée dans la Région Boeny est assurée par les centrales thermiques. La JIRAMA et l'opérateur privé CASIELEC sont les principaux fournisseurs d'énergies avec respectivement de 32% et 41% des communes électrifiées. D'autres opérateurs privés y sont présents tels que M. FAROUK, EDM AQUALMA, OUEST SUCRE NAMAKIA. La puissance fournie ou installée de la JIRAMA est de l'ordre de 54.305kW en 2009 dont 96 est consacrée à la ville de Mahajanga.

1.2. Les contraintes de développement de la Région Boeny

La Région de Boeny dispose d'une côte attenante au Canal de Mozambique. La pêche marine et autres activités y afférentes constituent ainsi une des plus importantes activités économiques de la Région.

Par ailleurs, Boeny dispose d'énormes potentialités économiques qui font même ses renommées : grenier à riz, première destination touristique nationale, zone minière, zones agricoles fertiles, élevage extensif, etc. Cependant, force est de constater que des obstacles empêchent la Région de trouver un développement socioéconomique correspondant aux richesses dont elle dispose.

Les principales contraintes de développement de la Région Boeny, identifiées lors des ateliers menés dans le cadre de la présente étude localisation des ODD régionale, peuvent être synthétisées dans trois principaux domaines : (i) l'environnement des affaires ne favorisant pas les investissements et la productivité économique ; (ii) les problèmes d'emplois et de l'entrepreneuriat risquant de mitiger la croissance économique ; (iii) la situation sociale et cadre de vie accentuant la pauvreté ; et (iv) les effets néfastes du changement climatique réduisant la résilience et la durabilité de l'économie.

La prédominance du secteur informel, étant une des stratégies de survie de la population lors des crises socio-politiques et sanitaires que le pays a subi ces dernières années. ,

Conséquemment à la faiblesse de l'environnement des affaires, n'ayant pas permis aux entreprises déjà existantes de se développer normalement, il est difficile à la population,

notamment les jeunes et les femmes de trouver de l'emploi, et encore moins de s'orienter dans l'entrepreneuriat. Par ailleurs, les filières potentielles ne sont pas suffisamment structurées et ne créent pas de valeurs ajoutées à l'économie régionale ni de revenus à la population, d'où un maintien de la pauvreté au niveau des ménages vulnérables qui s'adonne à l'emploi des enfants, et à des emplois qualifiés d'indécents.

La migration contribuant à l'accroissement démographique de la Région, difficilement contrôlable et sans amélioration du cadre de vie met la population relativement pauvre dans une situation de plus en plus déplorable et nuisante, aussi bien à leur comportement socio-culturel qu'à leurs capacités économiques. La pauvreté et le cadre de vie dans les quartiers de bidons villes forment un cercle vicieux de plus en plus grand.

Enfin, les effets du changement climatique dans la Région Boeny sont de plus en plus ressentis par la population et impactent leurs modes de vie et leurs modes de production. En effet, la Région Boeny fait actuellement face à la montée du niveau de la mer et au changement des courants marins qui érodent et réduisent les côtes. Par ailleurs, les sources d'eau de surface et les nappes phréatiques se trouvent progressivement asséchés et n'arrivent plus à satisfaire les besoins des productions agricoles, de l'élevage et d'autres activités. Sinon, les fortes pluies torrentielles entraînent les érosions des montagnes et hauteurs dénudées à cause des feux de brousse et des exploitations irrationnelles des arbres, font que les rizières et les champs de culture soient ensablés et inutilisables.





Section 2.

Alignement des plans stratégiques régionaux sur les ODD



2.1. Méthodologie d'analyse de l'alignement

L'alignement est une étape préalable indispensable. Il a pour objectif d'apprécier le degré de prise en compte, d'intégration des 64 cibles prioritaires. L'outil d'Analyse Rapide Intégrée ou Rapid Integrated Assessment (RIA¹⁵), un des outils de la MAPS (Mainstreamings, Accelerating and Policy Support) est utilisé à cet effet.

Le RIA est un outil développé par le PNUD. Il permet d'évaluer le niveau d'alignement des documents de stratégies de développement sur les Objectifs de Développement Durable. Autrement dit, il permet d'évaluer l'intégration des cibles des ODD dans les documents stratégiques de la Région. L'analyse cherche ainsi à réaliser une cartographie des liens entre les objectifs, les politiques et les stratégies de développement régional et les cibles ODD. L'outil RIA se base sur deux matrices : les RIA1 et RIA2.

Le RIA, étant un préalable au processus de consultation régionale et à l'exercice de priorisation, permet aux participants de se mettre au même niveau d'information sur le contexte local, les spécificités régionales, et de débattre sur une même base d'information. Il permet également d'identifier les cibles suffisamment pertinentes, mais non prises en compte dans les politiques de développement local.

Le document de planification stratégique utilisé pour Boeny est le Plan Régional de Développement, mise en œuvre depuis 2019 et qui se terminera en 2029, soit un an avant la fin de l'agenda des ODD, en 2030¹⁶. Le RIA 1, plus pertinent, est développé succinctement en annexe. Il comprend déjà les éléments du RIA 2.

¹⁵Cet outil est développé par le Bureau d'Appui aux Politiques et Programmes du PNUD (BPPS)

¹⁶Le PRD a été mis à jour par Monsieur le Gouverneur et son équipe avant le début des activités de localisation afin de répondre aux orientations de la PGE et les cibles prioritaires au niveau national. Le SRAT a été consulté pour mieux comprendre le PRD, le SRAT vise 2036.

2.2. Résultats de l'alignement

La présente section est consacrée à la présentation de l'analyse RIA. On présentera uniquement l'analyse du RIA1 étant donné qu'il résume la totalité de l'information contenue dans le RIA 2. Dans le but d'évaluer le degré de prise en compte des ODD et de leurs cibles dans le cadre régional de planification de la Région Boeny, l'analyse RIA a porté sur le Plan régional de Développement de la Région (PRD). Ce document est le principal document de référence de développement officiel, stipulé par des lois nationales. Le PRD de Boeny est récent et comporte l'essentiel de ce dont on a besoin pour l'analyse.

L'analyse du RIA 1 consiste à (i) relever le degré de prise en compte des cibles prioritaires de la Région dans ses documents stratégiques, (ii) relever le besoin / la nécessité de coordination intersectorielle pour la mise en œuvre des cibles prises en compte par plusieurs secteurs, et à (iii) faire ressortir les manques de cohérence sectorielle¹⁷ nécessaire pour atteindre les objectifs sectoriels.

Déoulant de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire et du Schéma National d'Aménagement du territoire, le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire ou SRAT (2016-2036) est le document de stratégie de référence en matière d'aménagement du territoire de la Région, et traduit en PRD depuis 2019 pour une période de mise en œuvre de 10 ans.

Concernant le Plan Régional de Développement (PRD), administrativement, c'est une déclinaison régionale du Plan National de Développement, planifié pour une période quinquennale. Le PRD de Boeny apporte une priorisation sur dix (10) ans, couvre ainsi la période de 2019 à 2029, se terminant presque avec la période des ODD.

Le PRD contiennent 22 axes stratégiques répartis sur quatre objectifs généraux.

















¹⁷La cohérence sectorielle est la mise en œuvre de toutes les cibles ODD nécessaires pour atteindre les objectifs d'un secteur et ou d'un axe stratégique dans notre contexte.

Tableau 6. Domaines/secteurs régionaux de Boeny

	Axes stratégiques du PRD	Cibles ODD concernées	Total
#	OG 1 : Instaurer des conditions générales favorables à un développement durable et inclusif		
1	AS 1.1 : Faciliter la circulation des personnes, des biens et des informations	8.9, 9.1, 9.2, 12.8, 13.1, 14.2, 16.6, 16.7	8
2	AS 1.2 : Améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau à usage industriel	3.6, 6.5, 7.1, 7.2, 12.5, 15.2, 15.3, 16.7	8
3	AS 1.3 : Améliorer la gouvernance, l'accessibilité et l'efficacité des administrations et renforcer la participation citoyenne	2.3, 4.7, 9.1, 9.2, 11.2, 12.8, 14.2, 15.1, 15.2	9
4	AS 1.4 : Coordonner l'aménagement du territoire régional	2.3, 8.3, 9.2, 13.1, 13.2, 16.6, 16.7	7
5	AS 1.5 : Améliorer la sécurité rurale et urbaine	3.6, 9.1, 16.1, 16.2	4
6	AS 1.6 : Réduire la vulnérabilité et améliorer la gestion de risques et catastrophes naturelles (cyclones) et anthropiques (feux de brousse)	9.1, 9.2, 11.1, 13.1, 13.2	5
	OG 2 : Valoriser les potentialités économiques de la région		
7	AS 2.1 : Améliorer la productivité dans les secteurs agriculture, élevage, pêche et foresterie	4.4, 4.7, 7.2, 8.2, 8.3, 9.2, 9.3, 12.2, 12.8, 13.1, 13.2, 14.2, 14.4, 15.1, 15.2	15
8	AS 2.2 : Inciter à une transformation locale pour un plus de valeur ajoutée	4.3, 4.4, 4.7, 8.2, 9.1, 9.2, 12.8, 13.2, 15.1, 15.2, 15.3	11
9	AS 2.3 : Valoriser les potentialités écologiques par le biais du tourisme	6.5, 8.3, 8.9, 11.4, 13.1	5
10	AS 2.4 : Exploiter les ressources minières de manière responsable	8.2, 9.1, 9.2, 12.8, 13.2, 15.1, 15.3,	7
11	AS 2.5 : Promouvoir le développement du secteur des services	4.4, 8.2, 8.3, 9.1, 9.2, 11.1, 11.2, 11.3	8
12	AS 2.6 : Organiser les services concernés pour mieux accompagner les investisseurs et les acteurs économiques	(7) 8.2, 8.3, 8.9, 9.1, 9.2, 9.3, 13.1, 16.7,	7
	OG 3 : Préserver l'environnement écologique de la région		
13	AS 3.1 : Préserver et valoriser durablement la biodiversité et les ressources naturelles	14.4, 15.1, 15.2, 15.3,	4
14	AS 3.2 : Éviter, minimiser, compenser les dégradations, pollutions et autres impacts négatifs sur l'environnement	6.2, 8.2, 9.1, 11.3, 12.5, 12.8, 15.2, 15.3	8
15	AS 3.3 : Restaurer les paysages et forêts, protéger et réhabiliter les sols	8.2, 15.2, 15.3	3
16	AS 3.4 : Promouvoir la sensibilisation, la bonne gouvernance et le suivi environnementaux	15.2, 15.5	2
	OG 4 : Améliorer les conditions de vie de la population		
17	AS 4.1 : Améliorer l'accès de la population à l'enseignement, à la formation professionnelle et à l'éducation environnementale	2.2, 4.1, 4.3, 4.5, 12.2, 12.5, 12.8	7
18	AS 4.2 : Promouvoir le développement culturel, sportif pour l'épanouissement des jeunes	4.7, 8.9	2
19	AS 4.3 : Améliorer l'accès à l'eau potable, aux services de santé et à la sécurité alimentaire	2.2, 3.1, 3.2, 3.3, 3.7, 3.8, 6.1, 6.2, 6.5, 9.1, 13.1,	11
20	AS 4.4 : Faciliter l'accès à l'habitat et à l'emploi décent	7.2, 8.9, 11.1, 11.2, 11.4, 16.6	6
21	AS 4.5 : Promouvoir l'égalité de tous et toutes	4.1, 4.2, 5.1, 9.1, 10.2, 7.2,	6
22	AS 4.6 : Encadrer l'immigration pour la préservation de l'environnement et de la paix sociale	15.2, 16.7	2



Tableau 7. Récapitulatif de l'effectif des cibles alignées par ODD

ODD	1	2	3	4	5	6	7	Cibles nationales	Cibles PRD	Niveau d'alignement (%)
 1 Élimination de pauvreté	1.1	1.2	1.3	1.5				1	4	25
 2 Faim Zéro	2.1	2.2	2.3	2.4				2	4	50
 3 Bonne santé et bien être	3.1	3.2	3.3	3.4	3.7	3.8		6	6	100
 4 Éducation de qualité	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	4.6	4.7	7	7	100
 5 Égalité entre les sexes	5.1	5.2	5.3		5.5			3	4	75
 6 Eau propre et assainissement	6.1	6.2			6.5			3	3	100
 7 Énergie propre et à un coût abordable	7.1	7.2	7.3					2	3	66
 8 Travail décent et croissance économique	8.2	8.3	8.1	8.7	8.5	8.9		4	6	66
 9 Industrie Innovation et Infrastructure	9.1	9.2	9.3					3	3	100
 10 Inégalités réduites	10.2							1	1	100
 11 Villes et communautés durables	11.1	11.2	11.3	11.4				4	4	100
 12 Consommation et production responsable	12.2	12.5	12.8					3	3	100
 13 Lutte contre les changements climatiques	13.1	13.2						2	2	100
 14 Vie aquatique	14.1	14.2		14.4				2	3	66
 15 Vie terrestre	15.1	15.2	15.3		15.5			4	4	100
 16 Paix, justice et institutions efficaces	16.1	16.2	16.3	16.4	16.5	16.6	16.7	6	7	85
Total								53	64	83

Source : Analyse Rapid Integrated Assessment (RIA) du PRD de la Région Boeny

Tableau 8. Récapitulatif de l'effectif des cibles alignées par thématique

	National	Boeny	Pourcentage
Objectifs globaux	4	1	25,00%
Gouvernance	7	6	85,71%
Économie	13	12	92,31%
Social	26	22	84,62%
Capital naturel	14	12	85,71%
Total	64	53	82,81%



Dans le domaine social : L'atteinte de 22 cibles parmi les 26 priorit es au niveau national est programm e dans le PRD de Boeny.

Dans le domaine économique, parmi les treize (13) cibles prioritaires au niveau national, une cible n'a pas été prise en compte dans le PRD. Il s'agit de la contribution à l'amélioration de l'efficacité énergétique au niveau mondial, la 7.3.

Dans le domaine du capital naturel, deux (2) cibles sur les quatorze (14) retenues au niveau national n'ont pas été programm es dans le PRD, la cible 14.1 et 1.5.

Dans le domaine de la gouvernance : l'atteinte de 6 cibles parmi les 7 priorit es au niveau national est programm e dans le PRD Boeny. La cible 16.4 sur le trafic financier et arme n'a pas été align e, mais par contre priorité lors de l'atelier. En fait,

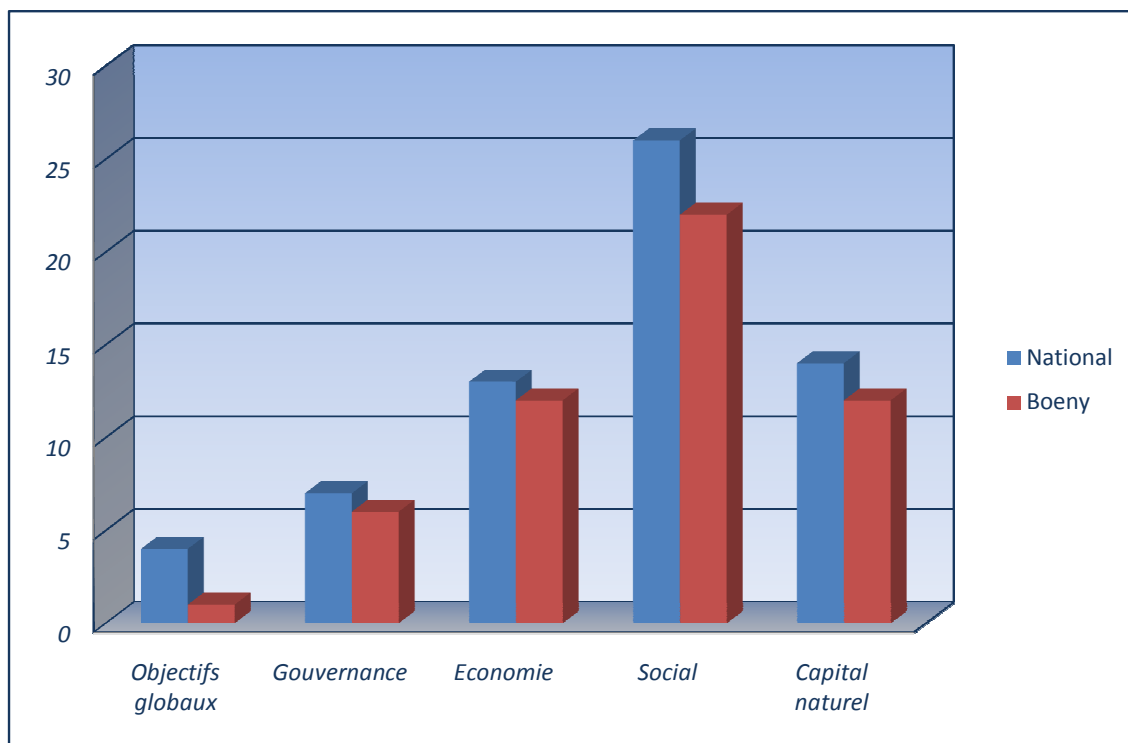
c'est un sujet délicat sans une forte implication au niveau national.

Quant aux objectifs globaux, une cible sur trois, la cible 1.3 relative à la mise en place de systèmes de protection sociale est à la fois align e et priorité. En fait cette cible finale relève du social.

Nous constatons que l'axe stratégique 8 sur l'accès à l'eau présente une forte intersectorialité dans le domaine social. Et beaucoup de liens entre les cibles des ODD 7   ODD 15, montrant que les problématiques centrales de Boeny se situent dans l'économie li e au capital naturel.

Quant à la gouvernance, Boeny se focalise pour des institutions efficaces et la promotion de la participation citoyenne pour assurer le développement durable du territoire (cibles 16.6 et 16.7).

Figure 2. Récapitulatif de l'effectif des cibles align es par thématique



2.2.1. RIA 1 – Partie 1 : ODD 1 – ODD 6

	1. Travail décent			2. Eau propre et assainissement			3. Santé et bien-être						4. Énergie propre et coût abordable						5. Équité de genre						6. Développement durable			
	1.1	1.2	1.3	2.1	2.2	2.3	3.1	3.2	3.3	3.4	3.6	3.7	3.8	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	4.6	4.7	5.1	5.2	5.3	5.5	6.1	6.2	6.5	
Axes stratégiques																												
1 Coordination de l'aménagement du territoire																												
2 Facilitation de la bonne circulation des personnes, des biens et des informations																												
3 Amélioration de l'accès à l'énergie et à l'eau en réduisant les impacts négatifs sur l'environnement																												
4 Amélioration de la sécurité rurale et urbaine (5)																												
5 Amélioration de la gouvernance, de l'accessibilité et de l'efficacité des administrations et renforcement de la participation citoyenne																												
6 Amélioration de la réduction de la vulnérabilité et amélioration de la gestion de risques et catastrophes naturelles et anthropiques																												
7 Promotion de l'entrepreneuriat et des investissements ainsi que professionnalisation des acteurs économiques locaux																												
8 Valorisation durable des potentialités minières en compatibilité avec l'environnement																												
9 Promotion du tourisme comme levier essentiel de l'économie																												
10 Augmentation de la productivité et de la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie																												
11 Promotion de la reprise et l'essor du secteur transformation																												
12 Promotion du développement du secteur des services																												
13 Préservation et valorisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles																												
14 Éviter, minimiser, compenser environnementale des dégradations, pollution et autres impacts négatifs sur l'environnement																												
15 Restauration des paysages et forêts ainsi que protection et réhabilitation des sols																												
16 Promotion de la sensibilisation, la bonne gouvernance et le suivi environnementaux																												
17 Amélioration de l'accès de la population à l'enseignement et à la formation professionnelle																												
18 Amélioration de l'accès à l'eau, aux services de santé et à la sécurité alimentaire																												
19 Protection et promotion des femmes, enfants, jeunes, handicapés, âgés et couches vulnérables																												
20 Amélioration de l'accès de la population à la culture et aux sports et promotion de l'épanouissement des jeunes																												
21 Facilitation de l'accès à l'habitat et à l'emploi décent																												
22 Encadrement de l'immigration pour la préservation et la paix sociale																												





La lettre « P » indique que cet axe prend en compte une cible des ODD, les pages détaillées sont en annexe.

2.2.2. Partie II : ODD 7 – ODD 11

#	Axes stratégiques	7. Énergie propre et abordable					8. Industrie, innovation et infrastructure					9. Industrie, innovation et infrastructure					10. Énergie propre et abordable			
		7.1	7.2	7.3	8.1	8.2	8.3	8.5	8.7	8.9	9.1	9.2	9.3	10.2	11.1	11.2	11.3	11.4		
1.	Coordination de l'aménagement du territoire																			
2.	Facilitation de la bonne circulation des personnes, des biens et des informations																			
3.	Amélioration de l'accès à l'énergie et à l'eau en réduisant les impacts négatifs sur l'environnement																			
4.	Amélioration de la sécurité rurale et urbaine	P	P																	
5.	Amélioration de la gouvernance, de l'accessibilité et de l'efficacité des administrations et renforcement de la participation citoyenne																			
6.	Amélioration réduction de la vulnérabilité et amélioration de la gestion de risques et catastrophes naturelles et anthropiques																			
7.	Promotion de l'entreprenariat et des investissements ainsi que professionnalisation des acteurs économiques locaux																			
8.	Valorisation durable des potentialités minières en compatibilité avec l'environnement																			
9.	Promotion du tourisme comme levier essentiel de l'économie																			
10.	Augmentation de la productivité et de la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie																			
11	Promotion de la reprise et l'essor du secteur transformation																			
12	Promotion du développement du secteur des services																			
13	Préservation et valorisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles																			
14	Évitement, minimisation, compensation environnementale des dégradations, pollution et autres impacts négatifs sur l'environnement																			
15	Restauration des paysages et forêts ainsi que protection et réhabilitation des sols																			
16	Promotion de la sensibilisation, la bonne gouvernance et le suivi environnementaux																			
17	Amélioration de l'accès de la population à l'enseignement et à la formation professionnelle																			
18	Amélioration de l'accès à l'eau, aux services de santé et à la sécurité alimentaire																			
19	Protection et promotion des femmes, enfants, jeunes, handicapés, âgés et couches vulnérables																			
20	Amélioration de l'accès de la population à la culture et aux sports et promotion de l'épanouissement des jeunes																			
21	Facilitation de l'accès à l'habitat et à l'emploi décent																			
22	Encadrement de l'immigration pour la préservation et la paix sociale																			







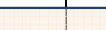

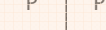

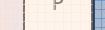


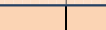







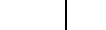

















La lettre « P » indique que cet axe prend en compte une cible des ODD, les pages détaillées sont en annexe.

2.2.3. Partie III : ODD 12 – ODD 15

#	Domaine/Secteur stratégique	12 			13 		14 			15 			
		12.2	12.5	12.8	13.1	13.2	14.1	14.2	14.4	15.1	15.2	15.3	15.5
1.	Coordination de l'aménagement du territoire				P	P							
2.	Facilitation de la bonne circulation des personnes, des biens et des informations			P	P			P					
3.	Amélioration de l'accès à l'énergie et à l'eau en réduisant les impacts négatifs sur l'environnement	P									P	P	
4.	Amélioration de la sécurité rurale et urbaine												
5.	Amélioration de la gouvernance, de l'accessibilité et de l'efficacité des administrations et renforcement de la participation citoyenne		P					P		P	P		
6.	Amélioration réduction de la vulnérabilité et amélioration de la gestion de risques et catastrophes naturelles et anthropiques				P	P							
7.	Promotion de l'entrepreneuriat et des investissements ainsi que professionnalisation des acteurs économiques locaux				P								
8.	Valorisation durable des potentialités minières en compatibilité avec l'environnement		P			P				P	P	P	
9.	Promotion du tourisme comme levier essentiel de l'économie				P								
10.	Augmentation de la productivité et de la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie	P		P	P	P		P	P	P	P	P	
11.	Promotion de la reprise et l'essor du secteur transformation	P							P	P	P	P	
12.	Promotion du développement du secteur des services												
13.	Préservation et valorisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles								P	P	P	P	
14.	Évitement, minimisation, compensation environnementale des dégradations, pollution et autres impacts négatifs sur l'environnement	P	P								P	P	
15.	Restauration des paysages et forêts ainsi que protection et réhabilitation des sols										P	P	
16.	Promotion de la sensibilisation, la bonne gouvernance et le suivi environnementaux										P		P
17.	Amélioration de l'accès de la population à l'enseignement et à la formation professionnelle	P	P	P									
18.	Amélioration de l'accès à l'eau, aux services de santé et à la sécurité alimentaire				P								
19.	Protection et promotion des femmes, enfants, jeunes, handicapés, âgés et couches vulnérables												
20.	Amélioration de l'accès de la population à la culture et aux sports et promotion de l'épanouissement des jeunes												
21.	Facilitation de l'accès à l'habitat et à l'emploi décent												
22.	Encadrement de l'immigration pour la préservation et la paix sociale										P		

La lettre « P » indique que cet axe prend en compte une cible des ODD, les pages détaillées sont en annexe.

2.2.4. Partie IV : ODD 16 – ODD17

#	Axes stratégiques							
		16.1	16.2	16.3	16.4	16.5	16.6	16.7
1.	Coordination de l'aménagement du territoire						P	P
2.	Facilitation de la bonne circulation des personnes, des biens et des informations						P	P
3.	Amélioration de l'accès à l'énergie et à l'eau en réduisant les impacts négatifs sur l'environnement							P
4.	Amélioration de la sécurité rurale et urbaine	P	P					
5.	Amélioration de la gouvernance, de l'accessibilité et de l'efficacité des administrations et renforcement de la participation citoyenne		P	P		P	P	P
6.	Amélioration réduction de la vulnérabilité et amélioration de la gestion de risques et catastrophes naturelles et anthropiques							
7.	Promotion de l'entrepreneuriat et des investissements ainsi que professionnalisation des acteurs économiques locaux							P
8.	Valorisation durable des potentialités minières en compatibilité avec l'environnement							
9.	Promotion du tourisme comme levier essentiel de l'économie							
10.	Augmentation de la productivité et de la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie							
11	Promotion de la reprise et l'essor du secteur transformation						P	
12	Promotion du développement du secteur des services							
13	Préservation et valorisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles							
14	Évitement, minimisation, compensation environnementale des dégradations, pollution et autres impacts négatifs sur l'environnement							
15	Restauration des paysages et forêts ainsi que protection et réhabilitation des sols							
16	Promotion de la sensibilisation, la bonne gouvernance et le suivi environnementaux						P	P
17	Amélioration de l'accès de la population à l'enseignement et à la formation professionnelle							
18	Amélioration de l'accès à l'eau, aux services de santé et à la sécurité alimentaire							
19	Protection et promotion des femmes, enfants, jeunes, handicapés, âgés et couches vulnérables	P	P					
20	Amélioration de l'accès de la population à la culture et aux sports et promotion de l'épanouissement des jeunes							
21	Facilitation de l'accès à l'habitat et à l'emploi décent						P	
22	Encadrement de l'immigration pour la préservation et la paix sociale							P

La lettre « P » indique que cet axe prend en compte une cible des ODD, les pages détaillées sont en annexe.

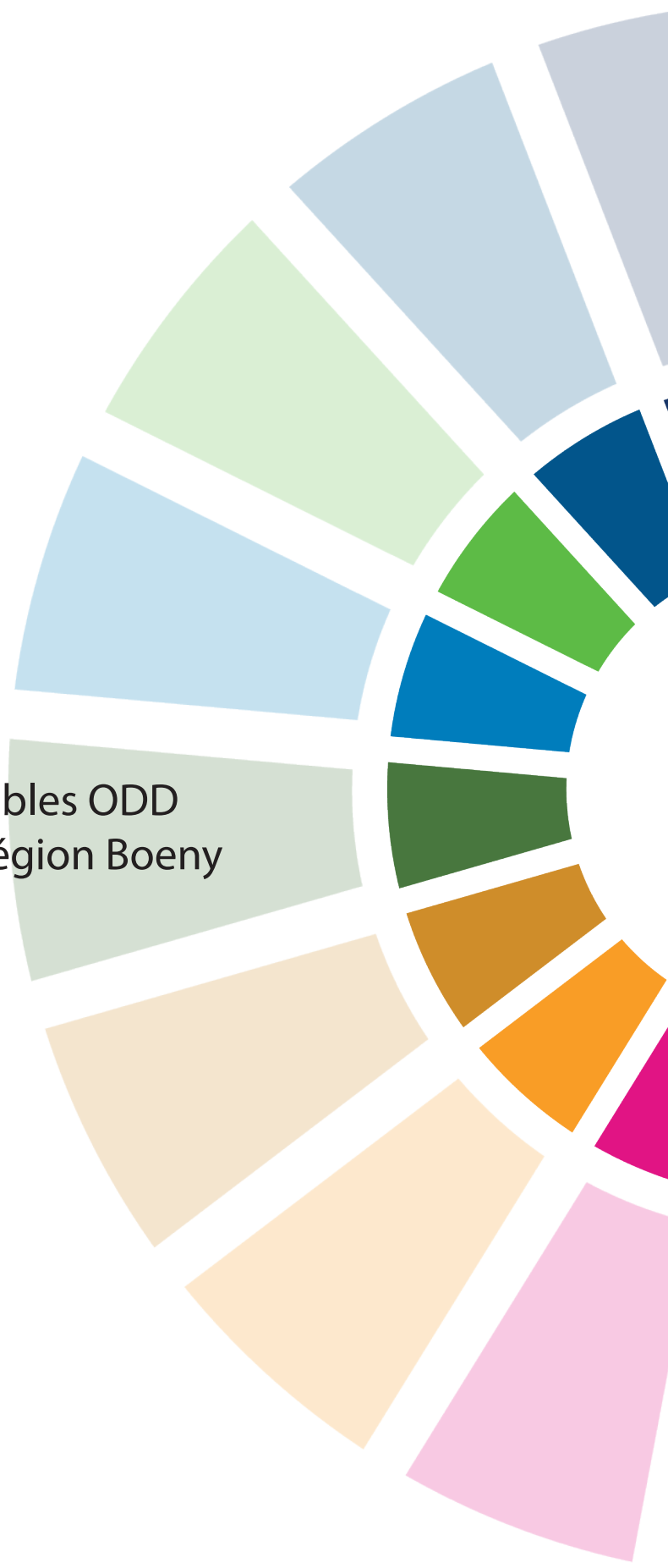


German
AUTOMOBIL

STAG

Section 3.

Priorisation des cibles ODD
au niveau de la Région Boeny



La priorisation des cibles ODD, qui fait suite à l'analyse intégrée rapide, permet de définir des cibles à prioriser dans les 64 cibles retenues comme prioritaires au niveau national. A cet effet, les 64 cibles sont passées sous le prisme de différents critères sélectifs qui définissent les contraintes et les priorités régionales au regard du niveau d'alignement/intégration de la cible, de la pertinence de la cible pour la Région et de la qualité statistique des indicateurs de mesures disponibles au niveau de la Région pour le suivi de la mise en œuvre de la cible.

3.1. Méthodologie de la priorisation

Les travaux de priorisation ont eu lieu à Mahajanga du 27 au 30 juillet 2021. Une centaine de participants¹⁸ issus des forces de développement de la Région, de ses Districts et Communes y ont participé. Ils viennent des Services Techniques Déconcentrés, des Collectivités Territoriales Décentralisées, de la Société Civile et du Secteur Privé ou encore des PTF opérant à Boeny. Les étapes parcourues sont les suivantes :

3.1.1. Les étapes de la localisation des ODD

Donner un ancrage local aux ODD nécessite une démarche claire dont les étapes sont :

- **La sensibilisation** : Expliquer aux dirigeants locaux et régionaux, et aux citoyens les défis, les enjeux, l'importance et la pertinence des ODD pour les communautés locales.
- **Le plaidoyer** : Promouvoir l'appropriation locale des stratégies nationales de développement intégrant les ODD afin de garantir une approche de la base vers le sommet et en s'assurant de la mise en place d'un environnement propice à la localisation des ODD.
- **La mise en œuvre** : (i) Faire des choix et hiérarchiser les objectifs et les cibles des ODD compte tenu du contexte, des besoins spécifiques et des ressources. (ii) Identifier les paquets d'actions et les ressources nécessaires pour mettre en œuvre les domaines prioritaires des ODD, et (iii) rédiger un plan ad hoc pour leur territoire basé sur les ODD ou harmoniser les plans existants avec les ODD.
- **Le suivi-évaluation et la capitalisation** : Collecter, suivre et analyser les données au niveau

infranational, élaborer des indicateurs locaux, participer au suivi et à l'évaluation des ODD à l'échelle nationale, promouvoir la participation des autres parties prenantes et veiller à ce que les informations collectées soient utilisées dans le suivi et les rapports.

3.1.2. De réelles exigences pour réussir le processus de localisation

Les principes suivants ont été au centre de la démarche :

- **Une approche participative et inclusive** : La société civile, les groupes vulnérables et le secteur privé ont un rôle essentiel à jouer. La prise de décision participative est un préalable pour assurer leurs participations effectives à la mise en œuvre.
- **Ne laisser personne de côté, aider en priorité les plus défavorisés** : Les ODD placent le principe d'égalité au cœur du nouveau programme, dans le but de garantir l'intégration des groupes défavorisés, marginalisés et exclus. De là découle aussi l'importance de la ventilation / classification / clarification / accessibilité des données.
- **Une approche fondée sur les droits humains** : Les ODD aspirent à la liberté de vivre à l'abri de la peur et du besoin, ce qui n'est possible que si les autorités locales respectent, protègent et promeuvent l'ensemble des droits humains.

Travaux de priorisation dans les Régions à travers quatre Groupes de travail

Après avoir été instruits sur le processus de localisation nationale et régionale, les participants à l'atelier de priorisation ont été répartis dans 4 groupes (social, capital naturel, économie et gouvernance). Chaque groupe s'est focalisé sur la priorisation locale des cibles déjà priorisées au niveau national.

Une équipe de facilitateurs composée de cadres des ministères chargés de la décentralisation et de la planification, de cadres des agences des Nations Unies (PNUD, UNICEF, PAM, FAO, UN FPA, ILO)

¹⁸Cf. annexe: liste des participants

et de consultants ont accompagné les groupes. Ils ont assuré la qualité des résultats de priorisation. Il leur revenait d'assurer la prise en compte des cibles transformationnelles (autonomisation des femmes, accès à l'eau, énergie, équité, etc.) par le groupe pour être cohérent avec les priorités nationales. Enfin, ils ont veillé à la prise en compte de l'intersectorialité par chaque groupe.

Application de filtres pour identifier les priorités parmi les cibles

Les cibles ont été appréciées à travers trois différents filtres :

■ Filtre 1 : Evaluer le niveau d'alignement/intégration de la cible

Il s'agit de la prise en compte ou non de la cible dans le PRD ou autres politiques et stratégies sectorielles disponibles dans la Région. Mais aussi d'apprécier la nature multidimensionnelle de la cible ainsi que son effet transformationnel et catalyseur.

■ Filtre 2 : Evaluer la pertinence de la cible pour la Région

Il s'agit de voir la mise en œuvre de la cible par la Région par rapport à son niveau de compétence d'après les textes, d'identifier son avantage comparatif et/ou le potentiel existant pour l'atteinte de cible par rapport à d'autres Régions et aussi de chercher à savoir si l'atteinte de la cible est un enjeu et/ou une priorité pour la Région.

■ Filtre 3 : Evaluer la qualité statistique des indicateurs de mesure disponibles au niveau de la Région pour le suivi de la mise en œuvre de la cible

Il s'agit de voir si la cible peut être suivie dans sa mise en œuvre par des indicateurs de mesure disponibles au niveau de la Région (indicateurs qui peuvent être renseignés par des données administratives ou par le SRISE). Si la cible ne dispose pas encore d'indicateurs de mesure disponibles, voire si ces indicateurs peuvent être obtenus à un coût supportable par la Région.

« Ne laisser personne de côté, aider en priorité les plus défavorisés ».

3.2. Résultats de la priorisation

Les cibles définies comme prioritaires de Boeny représentent 93,75% des 64 cibles prioritaires au niveau national. Spécifiquement les cibles 1.4 et 16.9 reviennent très souvent dans les discussions et contribuent fortement à l'atteinte des autres objectifs, même si elles n'ont pas été priorisées au niveau national.



Tableau 9. Cartographie des cibles prioritaires pour la Région

		1	2	3	4	5	6	7	8	9		
	1. Élimination de pauvreté		1.2	1.3	1.4	1.5					4	4
	2. Faim Zéro	2.1	2.2	2.3	2.4						3	4
	3. Bonne santé et bien être	3.1	3.2	3.3	3.4			3.7	3.8		6	6
	4. Éducation de qualité	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	4.6	4.7			7	7
	5. Égalité entre les sexes	5.1	5.2	5.3		5.5					3	4
	6. Eau propre et assainissement	6.1	6.2			6.5					3	3
	7. Énergie propre abordable	7.1	7.2	7.3							3	3
	8. Travail décent et croissance économique		8.2	8.3	8.5			8.7		8.9	5	6
	9. Industrie Innovation et Infrastructure	9.1	9.2	9.3							3	3
	10. Inégalités réduites		10.2								1	1
	11. Villes et communautés durables	11.1	11.2	11.3	11.4						3	4
	12. Consommation et production responsable		12.2			12.5			12.8		3	3
	13. Lutte contre les changements climatiques	13.1	13.2								2	2
	14. Vie aquatique	14.1	14.2		14.4						3	3
	15. Vie terrestre	15.1	15.2	15.3		15.5					4	4
	16. Paix, justice et institutions efficaces	16.1	16.2	16.3	16.4	16.5	16.6	16.7		16.9	8	7
Priorisation à 93,75% avec la cible 16.9 insérée car source de tous droits, notamment avec la migration qui détruit le capital naturel											62	64
1.1	Non priorisée car difficile d'éliminer dans les 8 ans ; non retenue											
8.1	Relève du national et difficile à calculer au niveau régional : non retenue.											
5.1 et 5.5	Présentent une forte réminiscence de la perception culturelle.											
3.4	N'est pas un enjeu majeur pour la région, même si elle est une priorité ; retenue.											
3.8	Retenue avec réserve car difficile à atteindre sans une initiative particulière au niveau national.											
8.7	Retenue avec réserve pour les pires formes de travail des enfants. Le travail des enfants nécessite une étude plus approfondie.											
7.2	Retenue en tant que mise en œuvre de 7.1, 7.3 du point de vue de la biomasse seulement.											
16.4	La lutte contre le trafic d'armes ne peut être atteinte sans la contribution conséquente du national, il y a toutefois des domaines très importants pour la sécurité en général ; retenue.											

Tableau 10. Récapitulatif de l'effectif des cibles retenues par domaine

Rubriques	Cibles prioritisées	Cibles non prioritisées	National
Objectifs Globaux	2	2	4
Social	26 + 1	0	26
Économie	12	-1	13
Capital naturel	14	0	14
Gouvernance	8 + 1	-1	7
Total	62 (+2)	2	64

Source : Travaux de localisation des ODD dans la Région Boeny, août 2021

3.2.1. Domaine transversal

Deux cibles transversales sur les quatre prioritisées au niveau national ont été retenues par la Région Boeny. Il s'agit des cibles 1.2 et 8.5. Conscient du fait que la Région Boeny figure parmi les Régions de Madagascar ayant un ratio de pauvreté le plus élevé (ratio de pauvreté = 84,4 ; intensité de pauvreté = 46,6% alors que pour Madagascar le R.P = 71,5 ; I = 32,8%), les participants à l'atelier n'ont pas laissé passer la cible 1.2 relative à la réduction de moitié la pauvreté sous tous ses aspects.

Par rapport à l'emploi, les acteurs régionaux sont conscients que la vulnérabilité de la population est en partie d'ordre économique et la précarité de leur situation peut être résolue par la promotion d'un emploi décent pour tous et la dotation d'un moyen de subsistance durable (cible 8.5).

En outre, la cible 1.4 - accès aux ressources, s'avère nécessaire pour donner l'opportunité à chacun de réduire fortement la pauvreté ; elle a donc été ajoutée aux cibles prioritisées.

Toutefois, le calcul du PIB est encore difficile à effectuer au niveau de la Région bien qu'elle y contribue (8.1) à travers sa croissance économique et les autres ODD inter reliés.

La cible 1.1 relative à l'élimination de l'extrême pauvreté s'avère difficile à atteindre et donc non retenue comme cible prioritaire de la Région.

Tableau 11. Les cibles globales prioritisées

Libellé	
1.2	D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes
8.5	D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir un travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, et une rémunération égale pour un travail de valeur égale

Source : Travaux de localisation des ODD dans la Région Boeny, août 2021

3.2.2. Domaine de la gouvernance

Les acteurs régionaux sont aussi conscients du fait que la bonne gouvernance constitue l'un des facteurs d'efficacité dans la mise en œuvre de toute initiative de développement. La Région Boeny a retenu les sept et ajouté la 16.9, jugée pertinente au contexte de la Région. La Région entend contribuer fortement à l'amélioration des indicateurs des cibles nationales : elle a ajusté son PRD pour qu'il soit labellisé ODD.

L'impunité et l'inégalité d'accès à la justice sont des phénomènes non négligeables (cible 16.3), compte tenu de l'importance de la corruption à tous les niveaux (cible 16.5).

Enfin, une efficacité dans la coordination régionale du développement et la gestion de l'administration ne pourrait être atteinte que si la gestion des affaires de l'Etat est accomplie de manière responsable et transparente. C'est la raison pour laquelle la cible 16.6 relative à la mise en place des institutions efficaces a été priorisée.

Partant du constat de la pression exercée sur les aires protégées de la part des migrants, force a été de constater que la possession d'extrait d'acte de l'état civil fait défaut, non seulement pour la réinsertion scolaire des migrants mais également de la déperdition scolaire en général surtout en milieu rural. La cible 16.9 a été ainsi priorisée car elle est source de tous droits.

« Sans pour autant contribuer directement au développement de la Région, l'amélioration de la sécurité rurale et urbaine (Axe Stratégique 1.4) adresse les contraintes qui limitent la libre entreprise, réduisent la mobilité et inhibent les initiatives de développement ». Avec l'enclavement, elle compromet aussi la fréquentation scolaire et l'accès aux centres de santé (cibles 16.1, 16.5). La violence basée sur le genre est inscrite dans la thématique 'égalité'

Cette insécurité est préoccupante dans la partie enclavée (Soalala-Marovoay), zone enclavée et de pâturage (cible 16.4).

La difficulté d'accès informationnel sur le flux financiers illicites ne peut être réduite sans la digitalisation des opérations jusqu'au niveau international (cible 16.4).

Tableau 12. Les cibles prioritaires dans le domaine de la gouvernance

Libellé	
16.1	Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.
16.2	Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite, à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.
16.3	Promouvoir l'Etat de Droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité.
16.4	D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée.
16.5	Réduire nettement la corruption et la pratique des pots de vins sous toutes leurs formes
16.6	Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.
16.7	Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décision.
16.9	Garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances.

Source : Travaux de localisation des ODD dans la Région Boeny, août 2021

3.2.3. Domaine de l'Économie

Dans le domaine de l'économie, la Région Boeny a priorisé 7 cibles, dont celle relative à l'accès pour tous à un service énergétique (cible 7.1) ; les cibles 7.2 et 7.3 se présentant comme étant une mise en œuvre de la première. Des treize cibles retenues au niveau national, Boeny a retenu deux cibles relatives à la croissance économique (cibles 8.2 et 8.9), trois cibles sur l'industrie et l'innovation (cibles 9.1, 9.2 et 9.3), une cible relative à la réduction des inégalités (cible 10.2), trois cibles par rapport au cadre de vie (11.1, 11.2, 11.3).

Au niveau de la croissance économique, un fort accroissement de la productivité économique au niveau des secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main d'œuvre (cible 8.2) constitue l'une des cibles catalytiques. Celle-ci permet l'atteinte de plusieurs cibles telles que

la stimulation de tous les secteurs à forte valeur ajoutée (Industrie, tourisme, agriculture, mine, pêche, élevage, etc.), la réduction du chômage par la création d'emploi, et l'accroissement de la productivité agricole pour parvenir à une auto-suffisance alimentaire. L'économie bleue et verte sont les leviers de la croissance respectueux de l'environnement a Boeny ; ce qui justifie le choix des cibles 13.1.

Le tourisme figure parmi les secteurs à haute valeur ajoutée, et porteur de développement pour la Région Boeny ; ce secteur est susceptible de contribuer considérablement à l'atteinte d'une forte croissance économique et d'une réduction non négligeable du taux de chômage. C'est la raison pour laquelle la cible 8.9 liée au développement du tourisme durable a été priorisée.

Par rapport à l'ODD 9, relatif à l'innovation et à l'industrialisation, l'ensemble des trois cibles retenues au niveau national ont été priorisées. Il s'agit en effet des cibles 9.1, 9.2 et 9.3. Cette décision est justifiée par le fait que la Région dispose d'une forte potentialité en matière de développement industriel (notamment dans le secteur agro-alimentaire et le secteur minier et la pêche), et que ce dernier constitue un moyen efficace pour promouvoir le développement durable et inclusif (création d'emploi, réduction de la pauvreté et des inégalités, résilience de la population aux chocs).

La cible 10.2 (relative à la réduction des inégalités) a été priorisée du fait que la réduction des inégalités constitue un des facteurs déterminants de l'inclusivité du développement. C'est en effet un phénomène perceptible dans la Région Boeny, notamment au niveau de l'accès des jeunes et des femmes à un emploi décent. Boeny est une des Régions favorables à la participation des femmes au développement, plus de 46% de femmes accèdent à des postes de décision.

Par ailleurs, la cible 11.1 relative à l'accès à un logement et un service de base adéquat a été priorisée dans la Région. En tant que cible catalytique, elle contribue à l'atteinte de plusieurs autres, dont entre autres, l'accès à l'eau et à l'eau potable, l'accès à l'énergie pour tous, la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, l'amélioration du système de production agricole et la promotion de la croissance économique, à travers une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Choix d'autant plus judicieux que les villes longeant les routes nationales font l'objet d'extension de plus en plus accélérée.

En lien et transversalement, les cibles sur la protection du capital naturel accompagnent celles de l'économie.



Tableau 13. Cibles prioritaires dans le domaine de l'Économie

Libellé	
7.1	D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable.
7.2	D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial.
7.3	D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique.
8.2	Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main d'œuvre.
8.3	Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et encouragent l'officialisation et la croissance de micro entreprises et de petites et moyennes entreprises, y compris par l'accès aux services financiers.
8.9	D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux
9.1	Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable, et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en privilégiant un accès universel, financièrement abordable et équitable.
9.2	Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés.
9.3	Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration au sein des chaînes de valeur et des marchés.
10.2 -	D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.
11.1	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquat et sûr, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis.
11.2	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière étant accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées.
11.3	D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participative, intégré et durable des établissements humains dans tous les pays.

Source : Travaux de localisation des ODD dans la Région Boeny, août 2021

3.2.4. Domaine Social

Dans le domaine social, la Région Boeny a priorisé les 26 cibles priorisées au niveau national qui se répartissent comme suit : deux cibles relatives à la pauvreté, quatre cibles par rapport à l'autosuffisance alimentaire, six cibles au niveau de l'amélioration de la santé, sept cibles dans le secteur éducation, quatre cibles concernant le genre, trois cibles sur l'accès à l'eau, et une cible liée à l'emploi.

La vulnérabilité touche une partie non négligeable de la population de la Région. En 2018, 59,4% vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté¹⁹, 9,3% non pauvres, non vulnérables, 25,1% vulnérables, et 26,5% extrêmement pauvres. Seulement 7,1% de la population bénéficient du socle ou de systèmes de protection sociale²⁰. (cibles 1.3, 2.3, 2.4).

D'après les statistiques de 2018, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est de 34,4%, le taux de malnutrition chronique de 11,3%²¹. La prévalence de la sous-alimentation de 56,6%. Ce qui justifie le choix des cibles 2.1 et 2.2.

Dans le domaine de la santé, trois cibles ont été priorisées (cible 3.1, 3.2 et 3.3). La cible 3.1 relative à la mortalité maternelle, la cible 3.2 sur la mortalité infantile, et la cible 3.3 liée aux maladies épidémiques et aux IST/SIDA. Ces cibles reflètent les principales problématiques de la santé de la Région Boeny. Les causes en sont l'enclavement et la réticence à suivre les Consultations prénatales (CPN).

En 2020, les six districts recensent tous des cas d'enfants victimes de maltraitance prises en charge, de 334 à Mahajanga I, 30 à Mahajanga II, 13 à Mitsinjo, 28 à Ambatoboeny, 32 à Marovoay, 6 à Soalala et 9 venant des Régions Sofia et Betsiboka, soit un total de 452 prises en charge et traitées au niveau des structures/service de protection bénéficiant au moins d'un service de prise en charge sur les 3 accompagnements, à savoir psychosociale, médicale ou juridique sur les 512 cas signalés et référés à ces structures. Ce qui justifie le choix des cibles 16.2, 5.1, 5.2, 5.3.

La violence basée sur le genre ou VBG doit être réduite. Le CECJ Boeny (Centre d'Ecoute et de Conseil Juridique) a apporté un soutien psycho-

¹⁹Rapport baseline ODD 2019

²⁰INSTAT, Indicateurs ODD, social, 2019 – Indicateurs de Pauvreté Multidimensionnelle, p.44

²¹INSTAT, Indicateurs ODD, social ; MICS 2018

social à 34 hommes et 486 femmes victimes de VBG pendant les deux premiers trimestres de l'année 2021. 13 femmes ont dû être référées et prises en charge par le secteur médical. En somme, 293 femmes contre un homme ont été victimes de violence économique, 189 de violence psychologique, et 88 de violence physique (Données du CECJ DCEF Mahajanga). Ces chiffres ont été enregistrés au niveau du CECJ de Boeny à Mahajanga. Ce qui justifie le choix des cibles 5.1, 5.2, 5.3 combinées avec 16.1 et 16.2. Il faudra répartir les CECJ au moins dans les Districts et renforcer les RPE au niveau communal.

Fort de ses avancées sur l'existence de femmes occupant des postes de direction à 43%, Boeny entend renforcer l'initiative dans ce sens (cible 5.5). La non-discrimination en éducation porte ses fruits sur le moyen et le court terme. La perception sur la parité et les chiffres semblent se contredire, les participants statuent que le culturel donne la primauté aux garçons, en termes d'emploi et d'éducation. En tout cas, l'éducation est favorable au changement culturel pour le développement durable (cibles 4.4, 4.7 notamment).

« Pour des Régions comme Ihorombe, Atsimo Atsinanana, Analanjirofo, Boeny, Sofia, Betsiboka, Melaky, Atsimo Andrefana, Androy, Anosy, Menabe et de Diana, c'est plutôt l'achèvement scolaire qui est classé en début de la priorisation des mesures sectorielles. Elle est suivie du renforcement de la compétence en lecture ou de la compétence en mathématique avant la lutte contre la malnutrition.²²». Ce qui justifie la priorisation des cibles 4.1, 4.2, 4.6.

Selon le rapport IPM 2021, « ... ce sont les indicateurs d'achèvement scolaire et de nutrition qui ont les plus fortes contributions à la formation de la pauvreté multidimensionnelle. L'incidence de pauvreté de la population est de 70,4%. ... » (IPM, p.74).

Pendant les discussions, des thèmes tels que l'accès à la terre, la propriété foncière, la pression sur les ressources naturelles reviennent souvent, justifiant la nécessité de la cible 1.4.

Tableau 14. Pauvreté multidimensionnelle

²²IPM, p.84.

Région	Santé			Education				Niveau de vie						Total
	Mortalité des enfants moins de 5 ans	Nutrition	Besoin non satisfait	Fréquentation scolaire des enfants	Achèvement du cycle secondaire ¹	Compétence en lecture	Compétence en mathématiques	Électricité	Assainissement amélioré	Eau améliorée	Logement adéquat	Combustible amélioré	Biens durables et biens de production	
Boeny	1,4	11,3	5,1	6,8	13,8	7,5	8,7	7,4	8,3	7,2	7,7	8,6	1,5	4,7
Sofia	1,6	10,3	8,4	6,2	13,0	10,2	10,5	5,6	7,8	7,4	6,6	8,7	0,3	3,4
Betsiboka	1,8	10,9	5,6	6,1	13,5	8,9	9,4	6,3	8,2	7,0	7,7	8,7	1,7	4,1
Melaky	0,8	9,0	4,7	6,9	13,5	8,6	9,6	7,7	8,6	7,9	8,5	8,6	1,5	4,2
														100%

Source: INSTAT-MDG-MICS6-2018, calculs de l'IPM

Tableau 15. Cibles prioritaires dans le domaine social

Libellé	
1.3	D'ici à 2030, Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficie.
1.4	D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance.
2.2	D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées
2.3	D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de productions, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricole.
2.4	D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols
3.1	D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes
3.2	D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus
3.3	D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles
3.4	D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être
3.7	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et veiller à la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux
3.8	Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels, de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels surs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable
4.1	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile
4.2	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire
4.3	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les femmes et tous les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.
4.4	D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat
4.6	D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter
4.7	D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable
5.1	Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles
5.2	Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et les autres types d'exploitation.
5.3	Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, les mariages précoces ou forcés et la mutilation génitale féminine.
5.5	Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité.
6.1	D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable
6.2	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable
6.5	D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient
8.7	Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, et d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes

Source : Travaux de localisation des ODD dans la Région Boeny, Avril 2019



3.2.5. Domaine du capital naturel

Dans le domaine du capital naturel, la Région Boeny a priorisé 14 cibles parmi les 14 retenues au niveau national. « Pour préserver son environnement écologique, la Région estime nécessaire de mettre l'accent sur la préservation de la biodiversité et les ressources naturelles locales, ainsi que sur leur valorisation durable. En effet, les dégradations de l'environnement constatées jusqu'alors conduisent à la nécessité de renforcer les efforts de protection, ainsi que la rationalisation de la gestion et de l'exploitation des ressources pour permettre leur disponibilité ».

« Mais pour que la population puisse assurer pleinement et efficacement son rôle d'acteur de développement, l'amélioration, notamment en qualité, de l'instruction et de la formation représente un impératif pour la Région. L'épanouissement de la population suppose aussi la promotion de la culture et des sports. C'est ainsi que la Région intègre ces domaines dans sa stratégie de développement. De même, la Région doit faire face de manière plus intensive au problème de l'emploi, et celui de l'habitat. En effet, avec l'accroissement permanent de la population, ces sujets constituent des préoccupations majeures au risque d'hypothéquer son développement économique et environnemental » (PRD, Boeny, p.10).

En 2018, le taux d'urbanisation est de 19,0%, créant des besoins en logements toujours grandissants. La pression sur les ressources dans les périphéries urbaines favorise les implantations sauvages et les logements inadéquats (cible 11.1).

Marovoay est le District le plus vulnérable au changement climatique au sein de la Région Boeny (Source : ONE 2019).

Mahajanga I, Mahajanga II et Marovoay sont les plus exposés au risque du changement climatique.

Tableau 16. Cibles prioritaires dans le domaine du capital naturel

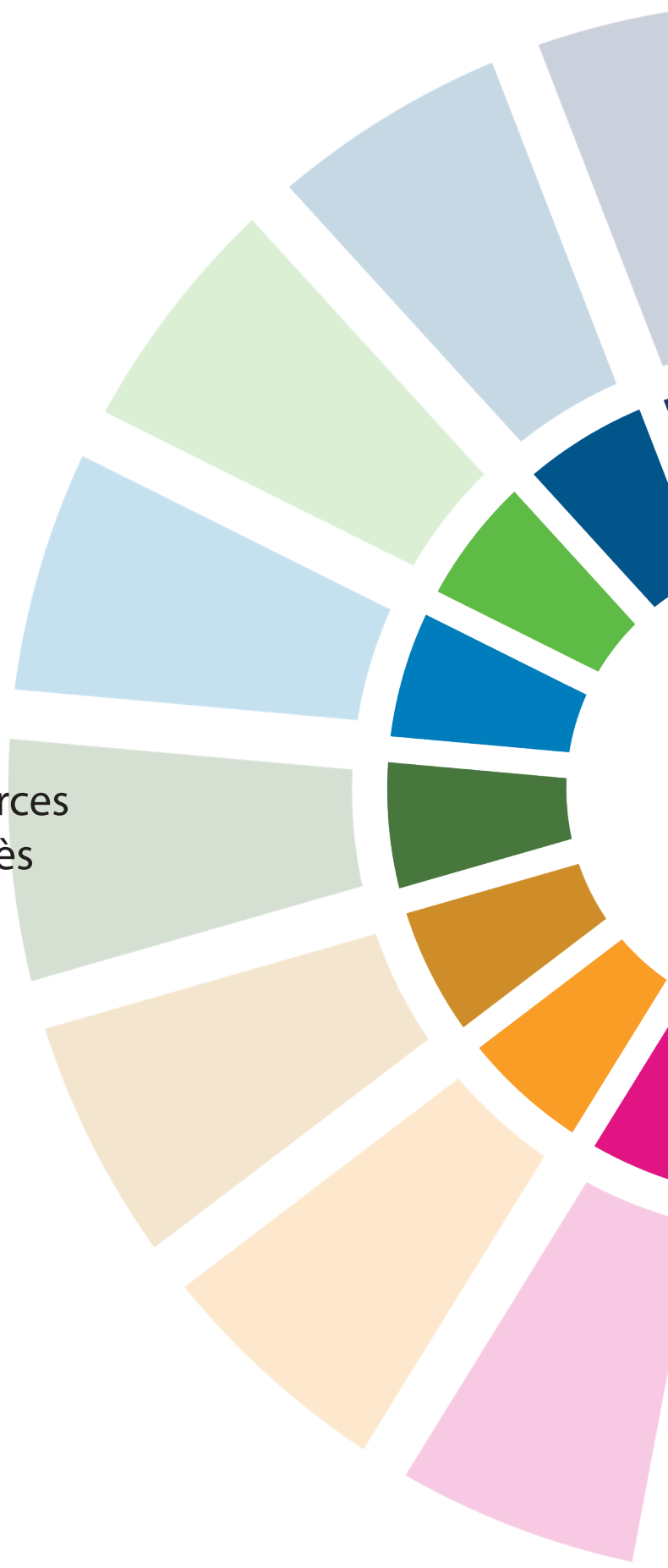
Libellé	
1.5	D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes extrêmes liés au climat et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental.
11.4	Redoubler d'efforts pour protéger et préserver le patrimoine culturel et naturel mondial.
12.2	D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles.
12.5	D'ici à 2030, réduire nettement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation.
12.8	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature.
13.1	Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.
13.2	Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationale.
14.1	D'ici à 2025, prévenir et réduire sensiblement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités, y compris les déchets marins et la pollution des nutriments
14.2	D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience afin d'éviter leur dégradation et les graves conséquences qui pourraient en résulter et prendre des mesures de remise en état pour que les océans soient sains et productifs.
14.4	D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir une production durable maximale compte tenu des caractéristiques biologiques.
15.1	D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.
15.2	D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître nettement le boisement et le reboisement au niveau mondial
15.3	D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres.
15.5	Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction.

Source : Travaux de localisation des ODD dans la Région Boeny, août 2021





Section 4.
Mapping des sources
et suivi des progrès



Pour le suivi des progrès de la mise en œuvre des cibles prioritaires de la Région, on distingue deux catégories d'indicateurs : les indicateurs structurels, nécessitant la réalisation d'une enquête de grande envergure, et les indicateurs périodiques de suivi qui sont essentiellement des données administratives. Les indicateurs périodiques de suivi peuvent être collectés à des coûts raisonnables. En revanche, les indicateurs structurels sont les indicateurs qui nécessitent une mobilisation financière importante. Ils sont essentiellement des indicateurs d'évaluation d'impact en fin de période. Les indicateurs périodiques de suivi permettent de faire un suivi en temps réel de la mise en œuvre ; ils peuvent donc être utilisés dans le cadre du suivi et mesure des résultats.

Dans le cadre de la localisation des ODD, il a été retenu 131 indicateurs pour le suivi des progrès dans la Région Boeny. Seulement 37 de ces indicateurs disposent de niveau de référence, soit un taux de non-renseignement de 71,76%. Il y a donc un énorme défi à relever qui a trait à la collecte de données pour le suivi des progrès de la mise en œuvre des ODD dans cette Région.

En vue de faire un meilleur suivi de la mise en œuvre des ODD à Madagascar et dans la Région Boeny particulièrement, il conviendrait d'effectuer plusieurs enquêtes d'évaluation. Au moins trois enquêtes sont préconisées : une enquête d'évaluation initiale, une à mi-parcours, et une autre pour l'évaluation finale de l'agenda ; à titre indicatif, en 2019, 2024 et 2029. Les tableaux ci-après nous renseignent sur les 133 indicateurs préconisés au niveau régional pour mesurer les progrès dans la mise en œuvre des cibles prioritaires.

Tableau 17. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 1

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire / Disponibilité
1.1	1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international	59,4%	2018	71,5%	Baseline ODD, 2019
	Non pauvre, non vulnérable	9,3%	2018		IPM, 2021
	Vulnérable	25,1%			
	Extrêmement pauvre	26,5%			
1.2	1.2.2 Proportion de la population vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays				
1.3	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant du socle ou de systèmes de protection sociale	7,1%	2018	25	Baseline, 2019 INSTAT, Indicateurs ODD, social
1.5.	Nombre de décès, de disparus et de victimes suite à des catastrophes Victimes		2018	72 cas 29 cas 288.653	Baseline, 2019
	5 indicateurs dont 3 sont renseignés				

Tableau 18. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 2

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/Disponibilité
2.1	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation	58,6%	2012	55,8%	INSTAT, Indicateurs ODD, social
2.2	2.2.1 Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, Réduire à 38% d'ici 2021 le taux de malnutrition chronique	34,4%	2018	41,6%	INSTAT, Indicateurs ODD, social ; MICS 2018
		11,3%			Nutrition IPM, 2021
	2.2.2 Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par forme		MICS 2018	6%	Prévalence Malnutrition (poids /taille)
	Taux de malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans, 12 à 59 mois	1,50%	2017 TBER		
2.3	2.2.3 Taux d'augmentation de la quantité de la production rizicole		TBE 2015	9%	
	2.3.2 Rendement moyen du riz		TBE 2015		(2,63 T/ha en 2009)
	2.3.3 Taux d'augmentation de la quantité de la production rizicole		2018	9%	INSTAT, Indicateurs ODD, social
	2.3.4 Rendement moyen du manioc		TBE 2015		
	2.3.5 Taux de croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture par travailleur agricole				
2.4	2.4.1 Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable				
	9 indicateurs dont 4 sont renseignés				



Tableau 19. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 3

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
3.1	3.1.1 Ratio de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	Moins de 1% (en 2021, DRS Boeny)	2018	426 Pour 100.000	INSTAT, Indicateurs ODD, social taux de mortalité maternelle mondiale - 70 pour 100 000 naissances vivantes
	3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	46,4%	2018	46,1%	INSTAT, Indicateurs ODD, social
	3.1.3 Taux de couverture vaccinale des enfants de 12 à 23 mois			MICS 2018	41%
			MICS 2018	33%	Tous les vaccins
3.2	3.2.1 Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans (infanto-juvénile)	62%	2018	59‰	INSTAT, Indicateurs ODD, social
		1,4%			IPM, 2021
	3.2.2 Taux de mortalité néonatale	‰	MICS 2018	21‰	
	3.2.3 Taux de mortalité due au paludisme pour 1 000 habitants par an				Paludisme alarmante à Mahajanga II
3.2.4 Taux de morbidité du paludisme	3,75	2017		TBER ; alarmante a Mahajanga II	
3.3	3.3.1 Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatifs	253	2018	1329	INSTAT, Indicateurs ODD, social Baseline, 2019 VIH critique à Mahajanga II
		6,55%		2,08%	
	3.3.2 Incidence de la tuberculose pour 1 000 habitants	28%	2016	TBER	Alarmante à Mahajanga II
3.3.3 Taux de mortalité due au paludisme pour 1 000 habitants par an					
3.4	3.4.1 Taux de mortalité spécifique AVC en milieu hospitalier				
	3.4.2 La région dispose d'infrastructures permettant une prise en charge correcte des troubles mentaux				
3.7	3.7.1. Taux de prévalence contraceptive	38%	2018	44,39%	INSTAT, Indicateurs ODD_social
3.8.	3.8.1. Pourcentage de la population couverte par une assurance maladie ou un système de santé publique Moins de 5 ans 5-17 ans Homme Femme	1,8	2018	2,3%	INSTAT, Indicateurs ODD_social Baseline 2019
		0,7		2,5%	
		4,8		4,0%	
		2,7		3,3%	
14 indicateurs dont 9 sont renseignés					

Indice population par structure sanitaire National : 8.181 - Boeny : 7.696, [RGPH, 2018]

Tableau 20. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 4

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité	
4.1	4.1.1 Proportion d'élèves de T6 atteignant le seuil suffisant en lecture		2018	22,1%	Masculin	
			2018	25,5%	Féminin	
		20,5	2018	23,3%	Total	
	Compétence en lecture	7,5			IPM, 2021	
	Fréquentation scolaire des enfants	6,8			IPM, 2021	
	4.1.2 Proportion d'élèves de T6 atteignant le seuil suffisant en mathématiques			2018	4,0%	Masculin
				2018	6,0%	Féminin
5,1%		2018	4,8%	INSTAT		
Compétence en mathématique	8,7			IPM, 2021		



Tableau 20. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 4 (suite)

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
4.1	4.1.3 Taux d'Achèvement (TAch) du primaire de 6A Homme Femme		2018	63,70% 74,80%	INSTAT, Indicateurs ODD_social
		40,09%	2018	56,0%	Total
	4.1.4 Taux d'Achèvement (TAch) du collège	31,4%	2018	26,3%	Second cycle du collège
	Achèvement cycle secondaire 1	13,8			IPM, 2021
	4.1.5 Taux brut de scolarisation (primaire)	40,3%	2018	59,8%	INSTAT, Indicateurs ODD_social
	4.1.6 Taux brut de scolarisation (collège)	23,7%	2018	27,3%	Idem
	4.1.7 Taux brut de scolarisation (lycée)	13,0%	2018	12,8%	idem
4.2	4.2.1 Pourcentage d'enfants de 3 à 5 ans fréquentant un centre préscolaire	6,5%	2018	14,9%	Idem
4.3	4.3.1 Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants, indicateurs d'accès pour les hommes et les femmes				
4.4	4.4.1. Stock d'emplois en fonction du niveau de qualification requis (main d'œuvre hautement qualifiée)				
4.5	4.5.1 Indice de parité (femme/homme)	1,16	2018	1,07 Primaire ajuste TNF	idem
	4.5.2 Indice de parité (hommes/femmes) au secondaire	1,1		1,37 Premier cycle ajuste TNF	Discrimination au détriment des garçons
		1,71		1,24 2eme cycle du secondaire	
	4.5.3 Indice de parité (hommes/femmes) au supérieur / université				
4.6.	4.6.1. Pourcentage de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) numérique fonctionnelle	70% 29,4%	2012 2017	71,6% 27,3% Sans instruction 62,1%	Alphabétisation des adultes TBER Boeny, 2019
4.7.	4.7.1 Pourcentage d'élèves du collège (sc3 EF (?) publiques et privées) ayant acquis les connaissances sur le concept « Education à l'environnement et au développement durable »				
15 indicateurs dont 11 sont renseignés					

Tableau 21. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 5

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
5.1	5.1.1 Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe	7		7	Oui INSTAT, Indicateurs ODD_social
5.2	5.2.1 Pourcentage de femmes qui ont subi des actes de violence sexuelle physique émotionnelle au moins l'un des trois	7,3%	2018	7.1%	[INSTAT, Indicateurs ODD_social]
		9,8%		11,9%	
	5.2.2 Indice de la Condition de la Femme pour la région	7,2%		23,0%	
		39,0%		41,3%	
5.3	5.3.1 Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans ou de 18 ans	9,8%	2018	12,7%	Idem
		39,4%	2018	40,3%	Idem
5.5	5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction dans les administrations locales	43,0%	2018	21,43%	idem
	5.5.3 Proportion de femmes occupant des postes de Chef de Commune dans la Région				
6 indicateurs dont 5 sont renseignés					



Tableau 22. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 6

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
6.1	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	43%	2018 INSTAT	43,0%	% de membres du ménage ayant une source d'eau de boisson améliorée sur place,
	Eau améliorée	7,2%			IPM, 2021
	6.1.2 Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	36%	2017		TBER, 2019
	6.1.3 Taux de desserte en eau potable en milieu rural	22%	2017		TBER 2019
	6.1.4 Taux de desserte en eau potable			43,5%	
6.2	6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité	8,5%	2018	6,4%	INSTAT, Indicateurs ODD_social
	6.2.2 Taux d'utilisation des latrines par la population	11%	MICS 2018	44%	Installation sanitaire non améliorée
	Assainissement amélioré	8,3%			IPM, 2021
6.5	6.5.1 pourcentage de bassins hydriques disposant d'un cadre réglementaire				
	6.5.2 Superficie des bassins versants aménagés				
8 indicateurs dont 5 sont renseignés					

Tableau 23. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 7

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
7.1	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	34,2%	2018	36,9%	Rapport Baseline ODD
	Électricité	7,4			IPM, 2021
	7.1.2 Proportion de la population utilisant principalement des technologies propres pour leurs besoins en énergie de cuisson	0,4%	2018	0,8%	Indicateur ODD_économie
7.2.	7.2.1 Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie		2018	46,00% : Hydroélectricité 1,73% : Énergie solaire 0,07% : hybride	Indicateur ODD_économie
	7.2.2 Part des énergies dans le mix électrique en électrification rurale (en termes de capacités installées) %				
	Combustible amélioré	8,6%			IPM, 2021
7.3.	7.3.1 Intensité énergétique		2015	5,37%	Indicateur ODD_économie
5 indicateurs dont 4 sont renseignés					

Tableau 24. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 8

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
8.1	8.1.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'emploi /ayant un emploi				
8.2	8.2 .1 Indice de productivité industrielle manufacturière			17,7%	
8.3	8.3.1 Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles (par sexe)		2012 2015	84,0% 82,3%	
8.5	8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés				
	8.5.2 Taux de chômage Au sens strict Au sens élargi	1,6% 10,3%	2015	1,6% 8,1%	INSTAT, 2018

Tableau 24. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 8 (suite)

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
8.7	8.7.1 Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent	30,3%	2018	46,9%	INSTAT, Indicateurs ODD_social
8.9	8.9.1 PIB directement tiré du tourisme, rapporté au PIB total	En 2017 : 20.517 touristes Recettes : MGA 96.094.500	2018 2017	6,90% National (2017) : 255.460 touristes 2017 : 482,017 millions DTS	Indicateurs ODD_gouvernance TBER Boeny, 2019

6 indicateurs dont 3 renseignés

Tableau 25. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 9

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
9.1	9.1.1 Taux de désenclavement		TBER Boeny, 2019	42,5%	Majorité Communes accessible 6 à 7 mois par an
	9.1.2 Indice d'état du réseau routier				
	9.1.3 Taux de couverture de la région à internet très haut débit				
	9.1.4 Trafic fret aérien				
	9.1.5 Trafic fret maritime				
9.2	9.2.1 Valeur ajoutée du secteur industriel manufacturier, en proportion du PIB régional		2010 2018	11,8% 17,7%	Indicateurs ODD_économie
9.3.	9.3.1 part des petites entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie (incluant les coopératives)	2017 : 49 sociétés créées, montant total de 15,33 milliards d'Ariary d'investissement 13 coopératives créées 34 petites entreprises rurales sensibilisées (Min Industrie)	2018 2017	82,3% Création d'entreprise par secteur (cumul) 2016: Primaire: 316, Secondaire: 471, Tertiaire 667. En 2017, Taux d'investissement brut (% PIB) : 15,2%	Indicateurs ODD_économie TBER Boeny, 2019
9.5	9.5.1 Dépenses de recherche-développement rapporté au PIB de la région				

8 indicateurs dont 1 renseignés

Tableau 26. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 10

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
10.2	10.2.1 Proportion de personnes vivant avec un revenu inférieur de plus de 50 % au revenu moyen, par âge, sexe et handicap				

Tableau 27. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 11

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
11.1	11.1.1 Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis, des implantations sauvages ou des logements inadéquats Chambre pour dormir	75,7%	2012	88,2%	Baseline, 2019
	1 :	70,1%			MICS, 2018
	2 :	25,7%			
	3 :	3,6%			
	Logement adéquat	7,7			IPM, 2021
	11.1.2 Taux d'urbanisation	20,8% 19,0%	1993 2018	22,9% 19,5%	RGPH, 2018
11.2	11.2.1 Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par groupe d'âge, sexe et type de handicap				
11.3	11.3.2 Proportion de villes dotées d'une structure de participation directe de la société civile à la gestion et à l'aménagement des villes, fonctionnant de façon régulière et démocratique				
11.4	11.4.1 Dépenses totales (publiques et privées) par habitant consacrées à la préservation, à la protection et à la conservation de l'ensemble du patrimoine culturel, naturel et mixte, inscrit au patrimoine mondial, par niveau d'administration (national, régional et local/municipal) et par type de dépense (dépenses de fonctionnement privé, donations en nature, secteur privé à but non lucratif, etc.)				
11.5	11.5.1 Nombre de décès, de disparus et de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	16 1	2016 2018		TBE
	11.5.2 Pertes économiques directement attribuables aux catastrophes par rapport au PIB national, y compris les dommages causés aux infrastructures critiques				
7 indicateurs dont 3 renseignés					

Tableau 28. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 12

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
12.2	12.2.1 Consommation matérielle régionale, consommation matérielle nationale par habitant et consommation matérielle nationale par unité de PIB				
	12.2.2 Nombre de transferts de gestion des ressources naturelles effectués, y compris des plans d'eau	911 92	2017 2018		Rapport Baseline, 2018 selon rapport officiel MEDD/DGRNE
12.5	12.5.1 Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés				
12.8	18.8.1 Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable (comprenant l'éducation au changement climatique) dans a) les politiques nationales d'éducation, b) les programmes d'enseignement, c) la formation des enseignants et d) l'évaluation des étudiants				
4 indicateurs dont 1 renseigné					

Tableau 29. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 13

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
13.1	13.1.1 Proportion des localités adoptant au moins une activité d'adaptation et résilience au changement climatique				
	13.1.2 Nombre de décès suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	2016 : 5 décès 2018 : 1 décès			
	13.1.3 Nombre de disparus suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes				
	13.1.4 Nombre de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes				
	13.1.5 Dégâts pour cultures détruites		2018		TBER
	13.1.6 Dégâts pour animaux décédés				
	13.1.7 Dégâts pour infrastructures détruites				
	13.1.8 Augmentation de la Température moyenne mensuelle (ou annuelle)				
	13.1.9 Fréquence et intensité de chaque type de cyclone				
13.2	13.2.1 Nombre de politiques, plans, programmes et projets sectoriels intégrant la dimension changement climatique				

10 indicateurs dont 1 est renseigné

Tableau 30. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 14

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
14.1	14.1.1 Indicateur du potentiel d'eutrophisation côtière et densité des débris de plastiques flottant en surface des océans				
14.2	14.2.1 Proportion de zones économiques exclusives régionales gérées en utilisant des approches éco systémiques				
14.4	14.4.1 Proportion de stock de poissons se situant à un niveau biologiquement viable				
14.5	14.5.1 Proportion de la surface maritime couverte par des aires marines protégées				
	14.5.2 Superficie des aires marines protégées				

5 indicateurs dont 0 renseigné

Tableau 31. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 15

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
15.1	15.1.1 Surface de zones forestières, en proportion de la surface terrestre	4.948 ha	2018	22.298 ha	INSTAT ODD
	15.1.2 Taux de déforestation Taux annuel	2005 – 2010 : 1,18% 2010 – 2013 : 1,19% 2013-2017 : 2,3 (forêts) 0,5% (mangrove)	TBE 2019	2013-2017 : 1,5%	TBER Boeny, 2019
	15.1.3 Pourcentage de ménages utilisant le bois de chauffe et le charbon pour la cuisson				



Tableau 31. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 15 (suite)

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
15.2	15.2.2 Proportion d'Aires Protégées disposant d'un résultat de suivi écologique		TBE 2019		
	15.2.3 Taux d'endémicité	Flore : 63,73% 16,4% endémicité régionale	2017 TBE, 2019		Source de données: MNP, DWCT, Asity, AP ANtrema, DELC, Université de Majunga
15.3	15.3.1 Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées				
	15.3.2 Couverture des sols				
	15.3.3 Productivité des terres		2015 2010	2011 : 3,5 t/ha	TBER
	15.3.4 Stocks de carbone au-dessous et au-dessus de la surface du sol				
15.5	15.1.1 Indice de la liste rouge				
9 indicateurs dont 3 sont renseignés					

Tableau de bord environnemental, 2018

1	Taux de croissance démographique	
	National 2,8%	Boeny plus de 3%
2	Taux d'accessibilité des Communes	
	La majorité 6 à 7 mois par an	Toute l'année pour les Communes bordant la RN4 et RN6
3	Migration interne	
	Vers Anjiàjia, Tsaramandroso (<i>maïs</i>), Mitsinjo	
4	Indice de perception de la corruption selon Rapport Transparency International 2018 : 25%	
	2016 : 499 doléances brutes, 173 sur la corruption	2017 : 139 doléances sur la corruption
5	Vols de bœufs et banditisme en 2017 : 131 cas	
	Taux de récupération 64% ; taux de criminalité rurale = 5%, urbaine = 1% ; évasion = 36,16%	
6	Taux de couverture en communication et informations	
	Opérateurs téléphoniques : 70%, TVM : 93% ; RNM 100%	
7	Indice de Développement Humain	
	Boeny 2010: 0,455, 2016: 0,470	National : 2010 = 0,492; 2016 = 0,518



Tableau 32. Situation de cibles intermédiaires des indicateurs de l'ODD 16

Cible	Indicateurs contextualisés	Niveau	Année	Référence nationale	Commentaire/ Disponibilité
16.1.	16.1.4 Proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente pas de risques	39,3% 34,2%	2018 Femmes Hommes	46,4% 63,0%	Indicateurs ODD_gouvernance
16.2	16.2.1 Proportion d'enfants âgés de 1 à 17 ans ayant subi un châtement corporel ou une agression psychologique infligée par une personne s'occupant d'eux au cours du mois précédent				
16.3	16.3.1 Proportion de victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus		2018	23,5 % Femmes 24,8 % Hommes	Indicateurs ODD_gouvernance
	16.3.2 Proportion de la population carcérale en instance de jugement	53,96%	2018	53%	Indicateurs ODD_gouvernance
	16.3.3 Niveau de satisfaction du justiciable		2018	31%	
	16.3. Nombre de vindictes populaires enregistrés	4	2018	31	Baseline, 2019
16.4	16.4.1 Valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants (en dollars des États-Unis courants)		2018	\$721,00	Indicateurs ODD_gouvernance
16.5	16.5.1 Indice de perception de la corruption		2018	25%	Indicateurs ODD_gouvernance
16.6	16.6.2 Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante				
16.7	Répartition des postes (par sexe, âge, type de handicap et groupe de population) dans les institutions publiques, services publics, organes législatifs et organes judiciaires aux niveaux local et national				
	Proportion de la population qui estime que la prise de décision est ouverte et réactive (par sexe, âge, type de handicap et groupe de population)				
16.9	16.9.1 Proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistrés par une autorité d'état civil, par âge		MICS 2018	40%	
	16.9.2 Délai moyen de traitement des documents consulaires (actes d'état civil)				
12 indicateurs dont 3 sont renseignés					

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





Section 5.
Perspectives



Les Objectifs de Développement Durables (ODD) et leurs cibles sont interdépendants. Leur mise en œuvre exige de briser les cloisonnements entre les secteurs, d'établir des partenariats multipartites et d'adopter des approches intégrées en vue de bénéficier de leurs effets multiplicateurs. Ainsi, des actions concertées incluant plusieurs secteurs sont fortement recommandées pour accélérer les progrès vers l'atteinte des objectifs. Avant de définir les interventions / projets à exécuté(e)s dans le cadre de la mise en œuvre des ODD, il est donc important d'évaluer les interrelations entre les objectifs et les cibles prioritaires retenues par les Régions.

5.1. Méthodologie de constitution des paquets d'interventions

La méthodologie appliquée pour la définition des paquets intégrés d'interventions s'appuie sur celle proposée par Fall & Kamwendo (2017, UNDP) qui s'appuie sur une input/output des ODD à travers leurs cibles.

L'analyse des interrelations entre les objectifs et leurs cibles permet de dessiner cette approche autour des synergies et équilibres à considérer entre les objectifs, les acteurs et les ressources. Par exemple, éliminer la pauvreté d'ici 2030 (ODD 1) exigera des progrès significatifs dans l'atteinte de certains objectifs (ODD 2 - sécurité alimentaire, ODD 8 - productivité et plein emploi productif; ODD 10 - inégalité ou ODD 13 - Changement climatique et résilience). Réussir dans ces domaines aura un impact positif significatif sur la santé et le bien-être (ODD 3). De même, il y aura des compromis importants qui doivent être pris en compte. Par exemple, une augmentation de l'utilisation des terres pour l'activité agricole pour atteindre l'objectif de la sécurité alimentaire peut avoir des impacts négatifs sur l'ODD 13 (changement climatique) ou l'ODD 14 (biodiversité) ou encore l'ODD 15 (utilisation des terres), ce qui serait contre-productif.

L'analyse croisée des liens entre les différentes cibles des objectifs permet de mettre en relief la dimension multifactorielle d'un objectif. Ainsi, on peut montrer la puissance de l'effet multiplicateur d'un objectif à travers sa capacité à impacter la réalisation d'autres objectifs, mais aussi sa capacité à impliquer la mobilisation de cibles d'autres objectifs pour son atteinte. Aussi, l'analyse qualitative « input-output » permet de mettre en exergue les objectifs qui, d'une part, mobilisent le plus de cibles des autres objectifs pour leur réalisation favorisant ainsi par un effet induit pour la réalisation de ces objectifs, et d'autre part, ont un impact élevé sur le plus de cibles des autres objectifs.

Trois catégories d'objectifs émergent de cette analyse : (i) catégorie 1 : les objectifs « catalyseurs » qui contribuent fortement à la réussite d'autres objectifs à travers les liens de leurs cibles comme input à d'autres cibles ; (ii) les objectifs « accélérateurs » qui reçoivent le plus d'influx (input) des objectifs de la catégorie 1 et ont un impact sur l'atteinte

d'autres ODD avec un grand effet multiplicateur; (iii) les objectifs « de finalités » qui seront finalement atteints principalement par le biais de la réalisation des cibles des autres objectifs.

L'analyse « input » relie certains objectifs (et leurs cibles) à d'autres objectifs (et leurs cibles) comme conditionnelle à leur réalisation tandis que l'analyse « output » considère l'impact de la réalisation de certains objectifs sur d'autres objectifs. Cette analyse permet d'identifier les effets multiplicateurs des ODD qui sont au cœur de l'Agenda 2030.

L'application des résultats de cette analyse input/output a consisté à :

- i. identifier parmi les cibles prioritaires d'une Région, celles qui sont accélératrices au regard de l'analyse "input-output" en contextualisant au mieux l'identificateur des cibles accélératrices par Région ;
- ii. identifier pour chacune des cibles accélératrices des inputs et des outputs parmi le reste des cibles prioritaires de la Région. Le groupe de cibles constitué d'une cible accélératrice, de ses inputs et de ses outputs constitue un paquet de cibles interdépendantes
- iii. pour chaque paquet de cibles interdépendantes, identifier : a) les goulots / obstacles à la mise en œuvre des paquets dans la Région (analyse diagnostique de la problématique), b) les interventions /projets d'investissement à mettre en œuvre pour réaliser le paquet, c) les coûts estimatifs de ces interventions, d) les délais pour la réalisation et e) hiérarchiser les interventions.

Ainsi, un paquet intégré d'interventions est un ensemble constitué d'une part de cibles ODD qui entretiennent entre elles des liens d'interdépendances /effets d'entraînement et d'autres part des projets /programmes qui adressent les préoccupations de l'ensemble de ces cibles.

Cette analyse a pour finalité de mettre en place un plan d'actions de mise en œuvre des ODD par Région. Ce plan d'action sera actualisé à chaque évaluation à mi-parcours des ODD.

Cette analyse a été menée également à travers un processus participatif et inclusif avec toutes les parties prenantes de la Région.



5.2 Résultats de la constitution des paquets d'interventions

Un atelier d'identification des paquets d'interventions a été organisé dans la Région Boeny les 01, 02 et 03 septembre 2021. Les résultats de l'atelier ont permis de mettre en exergue trois (03) paquets d'interventions. Ces trois paquets d'interventions regroupent les interventions antérieurement identifiées dans la Région (PRD) et qui sont porteuses de changement, visant à atteindre les cibles des ODD prioritaires.

Compte tenu de l'approche intégrée et de synergies sectorielles, les paquets d'interventions sont susceptibles d'entretenir des relations d'interdépendance entre eux. L'ensemble des trois paquets forment un tout dont la mise en œuvre devrait permettre à la Région de se développer de manière durable et inclusif.

Les interventions contenues dans les paquets vont faire l'objet de mise en œuvre. Les coûts et les partenaires y afférents sont seulement présentés à titre indicatif à partir de plusieurs sources, tels que les coûts des projets dans d'autres Régions et d'autres pays, et des coûts unitaires standards pour certaines interventions et les coûts existants dans le PRD de Boeny. Des écarts par rapport à la réalité peuvent, en effet, s'infiltrer à travers les coûts estimatifs proposés dans le cadre du présent rapport.

Il s'avère indispensable d'effectuer des études de faisabilité sur le terrain pour avoir des coûts plus fiables et se rapprochant le plus à la réalité. Pour les nouvelles interventions, et à l'endroit des interventions au niveau desquelles on n'a pas pu trouver des éléments de coût fiables, on a préféré mettre « ND » ou « Non disponible » pour ne pas biaiser les éventuelles prises de décision.

Les trois paquets sont structurés autour des 22 Axes de développement de la Région, et 274 interventions.

Tableau 33. Résumé de l'effectif des axes, des programmes et des interventions par paquet

N°	Paquets	OG	Axes stratégiques du PRD touchés	Interventions
1	Economie forte, inclusive et résiliente aux changements climatiques	2 3	AS 1.1, 1.2 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 4.3, 4.4,	151
2	Education, santé et cadre de vie	4	1.5, 1.6, 4.1, 4.2, 4.3, 4.5, 4.6	67
3	Bonne gouvernance, Etat de droit et Promotion des partenariats pour le développement durable		AS 1.3, 1.4, 1.5, 2.6, 3.4,4.6	59

5.2.1

Paquets d'interventions du domaine « Croissance économique »

Paquet 1 : économie durable inclusive et résiliente

Économie à croissance forte, inclusive, durable, et résiliente aux changements climatiques : basée sur l'intégration du secteur privé et la densification du tissu industriel, et mettant en avant l'économie bleue et l'économie verte.

Il combine comme levier 4 ODD catalyseurs : ODD 8, ODD 11, ODD 13. Pour une croissance économique durable profitant à tous, il est nécessaire que la population active ait des compétences professionnelles appropriées (ODD 4) pour les intégrer dans les chaînes de valeur à fort impact (1.4) et à forte croissance économique (ODD 9), respectueuses des écosystèmes (terrestre et marines 13.1-2, 14.1-2) propres à Boeny.

Il faut pour cela un environnement d'affaires favorables afin que chacun ait accès aux ressources (1.4), aux connaissances et compétences professionnelles appropriées aux besoins de l'entrepreneuriat et de l'emploi (4.4, 4.7), un environnement politico juridique et structurel facilitateur tel que l'accès aux finances (ODD 8, 16.6). Les zones économiques et productives bénéficient de l'accès aux initiatives de l'entrepreneuriat.

Boeny possède des chaînes de valeur potentielles compétitives, à fort impact (emploi, revenu, MPME, subsistance, sécurité, ...). Il faut une approche systémique basée sur l'industrie qui améliore le potentiel de croissance des chaînes de valeur avec un grand nombre de petites et grandes entreprises (9.3), qui augmente la contribution des petites entreprises à la croissance des chaînes de valeur et garantit des bénéfices aux petites entreprises, réduisant de ce fait la pauvreté.

Et à forte croissance économique (industrie, technologie 9.2, capital humain ODD 13, 14, 15, production et consommation durable ODD 12).

INPUT	<p>4.4, 4.5, 4.6, 4.7 Éducation technique, professionnelle répondant à l'emploi décent 5.a, 5.b, 5.1, 5.2, 5.5 Égalité et équité de genre 6.1, 6.2, 6.3 Eau, hygiène et assainissement 7.1, 7.2, 7.3 Énergie 9.c, 9.1, 9.2, 9.3, Infrastructures, industrialisation, entrepreneuriat, (11.4) 12.a, 12.b, 12.2, 12.5, 12.8 Gestion des RN 13.1, 13.2 Résilience CC 14.1, 14.2 Écosystèmes marins 15.1, 15.2, 15.3, 15.5 Écosystèmes terrestres 16.1, 16.2, 16.6, 16.9 Sécurité, efficacité et enregistrement 17.14; 17.15, 17.10; 17.11; 17.12 Moyens de mise en œuvre</p>	CATALYSEURS	<p>8.2 Productivité 8.3 Activités productives, emplois décents, MPME 8.5 Emploi productif, décent 8.7 Travail des enfants 8.9 Tourisme 8.a Aide pour le commerce aux pays en développement</p>	OUTPUT	<p>1.a Mobilisation ressources multiples mis en œuvre et politiques programme 1.b Cadre d'action viables 2.3 Productivité agricole 2.a Investissement dans l'infrastructure rurale 2.b Marchés agricoles mondiaux 2.c Denrées alimentaires et produits dérivés 10.a OMC 10.2 Autonomisation</p>
	<p>12.a, 12.c, 12.2, 12.8 Gestion et utilisation RN, infos et connaissances, style de vie DD 14.1; 14.2 Pollution marine, gestion durable écosystèmes marins 15.1; 15.5 Préservation écosystèmes terrestres et d'eau douce 15.a; 15.b Mobiliser ressources financières, mobilisation ressources</p>		<p>13.a Mise en œuvre engagement 13.b Mécanismes de renforcement de capacités 13.1 Résilience et adaptation CC 13.2 Mesures au CC 13.3 Éducation, sensibilisation % CC</p>		<p>1.2 Réduction pauvreté; 1.5 Résilience des pauvres et vulnérables 2.1 Éliminer la faim; 2.3 Productivité agricole, savoir, ressources productives, facteurs de production, services financiers, marchés, emplois. 2.4 Pratiques agricoles résilientes; 4.7 Connaissances DD</p>
	<p>6.1 Eau potable; 6.2 Services d'assainissement et d'hygiène; 6.5 GIRE; 6.a Coopération internationale en WASH, y compris désalinisation, utilisation eaux traitement eaux usées ; 6.b; participation gestion de l'eau et assainissement 7.1; 7.2, 7.3 Services énergétiques 9.1 Cibler les infrastructures: portuaires (appointement), Routes (Problèmes avec les coopératives de transport, difficulté d'accès des nouveaux transporteurs, Politique de transport au niveau CUM 1.4 PLOF non mise à jour : 5000 titres au niveau du District d'Ambato Boeny, Commission de Reconnaissance Locale (CRL) Communes urbaines :Soalala, Ambato Boeny, Marovoay, Majunga I)</p>		<p>11.1 Logements et services de base adéquats 11.2 Systèmes de transport 11.3 Urbanisation durable 11.a Liens économiques, sociaux, et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines, rurales</p>		<p>1.2 Réduction pauvreté 1.4 Égalité d'accès aux droits, ressources, services, propriété foncière, ressources naturelles, technologies, services financiers 2.3 Productivité agricole, savoir, ressources productives, facteurs de production, services financiers, marchés, emplois. 3.3 Maladies transmissibles</p>

5.2.1.1. Problématique de l'Économie de Boeny

L'économie de Boeny est basée sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, le tourisme et l'exploitation minière. Même les entreprises et industries sont liées à ces activités de base. Cette situation peut être une force de l'économie régionale, car il y a déjà une structuration des filières et d'ajout de valeur

aux produits primaires. Par contre la situation peut être défavorable pour l'économie de la Région dans la mesure où Boeny subit actuellement les effets négatifs du changement climatique d'une part, et de l'augmentation des pressions anthropiques sur les ressources naturelles d'autre part. Cette situation impacte sur les activités agricoles de la population suite à l'érosion des versants en amont créant l'ensablement des bas-fonds en aval. Non seulement les rizières sont détruites mais les sites



de mangroves, habitats de nombreuses espèces halieutiques sont également ensablés perturbant la production et les activités de pêche. Il en est de même pour la salinisation des rizières dans les zones côtières due à la montée du niveau de la mer.

Par ailleurs, l'environnement des affaires dans la Région Boeny n'est pas favorable aux investissements ainsi qu'au développement des entreprises et de l'entrepreneuriat. Certains facteurs de production dont, entre autres, la faiblesse des capacités des ressources humaines et la difficulté d'accès au financement et au foncier constituent des conditions défavorables à la croissance économique de la Région Boeny.

Ainsi, le grand défi auquel Boeny fait face est de promouvoir une économie forte et résiliente aux aléas climatiques.

5.2.1.2. Interventions dans le domaine « Économie »

Les interventions du domaine de l'Économie touchent les questions en amont relatives à

l'accroissement de la productivité des filières porteuses de la Région, telles que la mise en place et/ou la réfection des infrastructures de base, des périmètres irrigués, la mise à disposition des intrants, des équipements, des capacités, d'organisations, etc.

L'Industrialisation et la promotion de l'Entrepreneuriat sont les actions à mettre en œuvre pour avoir une croissance forte et inclusive, à partir de la valorisation des produits, la densification du tissu économique et la création d'emplois. La mise en place d'un environnement favorable à cet effet est de mise, dont entre autres, la disponibilité des zones industrielles, de guichet unique pour la création d'entreprises, d'informations sur les innovations (CATI) etc, de financements adéquats, sans oublier l'Énergie et l'eau à usage industriel. Toutefois, cette croissance doit être durable en respectant l'environnement et en gérant rationnellement les ressources à sa disposition. Elle se doit ainsi d'être résiliente face aux aléas climatiques dont les impacts font de plus en plus de dégâts sur les conditions socioéconomiques et environnementales de la Région.

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Coût estimatif (USD)	Partenaires
Infrastructures et équipements agricoles					
1	Dragage 3km de canal d'irrigation Mahajamba usine (Périmètre rizicole de Mahajamba)	OG 1, AS 1.6 OG 2, AS2.1	2.4, 8.2, 15.1	16 102 564	PADAP, FDL, BAD, AFD, BM
2	Bassins versants (restauration paysages et forêts) et désensablement des canaux et rizières, bassins versants Betsiboka, Mariarano, Ankarafantsika)	OG2, AS 2.1 OG 3, AS 3.3	2.4, 8.2, 15.1		PADAP, FDL, BAD, AFD, BM
3	Réfection du système de pompage de Marovoay (FIFABE)	OG 1, AS 1.6 OG2, AS 2.1	2.4, 8.2, 15.1		PADAP, FDL, BAD, AFD, BM
4	Système de pompage pour toutes les plaines	OG 1, AS 1.6 OG2, AS2.1	2.4, 8.2, 15.1		
5					
6	Construction de digues de protection, le long du fleuve FKT Belafika Andranomavo, Betsiboka, Antsakoamileka (District Soalala)	OG 2 AS 2.1	2.4, 8.2, 15.1	2 153 846	PADAP, FDL, BAD, AFD, BM
7	Construction de barrage Bekobay : plaine 6000ha, Masokoenjy Ambalabe Befanjava et Ampanasara (irrigation de 5000 ha)	OG 2 AS 2.1	2.4, 8.2, 15.1	5 641 025	PADAP, FDL, BAD, AFD, BM
Intrants agricoles					
8	Multiplication des GPS (Groupement des producteurs de semences) (à TCT) (5 districts)	OG 2 AS 2.1	2.3	717 948	PADAP, PROSOL
9	Production de semences locales par le système SQD (Système de Qualité Déclarée)	OG 2 AS 2.1	2.3	2 371 794	PROSOL
10	Mise en place du DMM (Dokany Moran'ny Mpanokatra)	OG 2 AS 2.1	2.3	717 948	



	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Coût estimatif (USD)	Partenaires
Utilisation de pesticides					
11	Équipement de laboratoire d'analyse (local déjà disponible) au niveau de la Région	OG 2 AS 2.1	2.4	2 371 794	ProSol, FOFIFA
12	Mise en place de mini dispositif de tests (y compris mobile) au niveau de la Région	OG 2 AS 2.1	2.4	ND	ProSol, FOFIFA
13	Mise en place et opérationnalisation de CRFAR au niveau de la Région	OG 2	2.4	ND	MAEP FIDA
14	Capitalisation et mise à l'échelle des bonnes pratiques sur l'utilisation d'intrants phytosanitaires au niveau de la Région (toutes zones agricoles)	AS 2.1	2.4	ND	PROSOL
15	Titre faobe (certificat foncier) au niveau de toutes zones agricoles	OG 2, AS 2.1	2.3	ND	
16	Banque de semences à Mahajanga (DRAEP)	OG 2, AS 2.1	2.5	2 371 794	
17	Dokany Mora ho an'ny tantsaha (semences et intrants agricoles abordables) à Belobaka et Mitsinjo	OG 2, AS 2.1	2.3		
Techniques, encadrement					
18	Recrutement des Agents vulgarisateurs de base (CT) au niveau de toutes zones agricoles	OG 2, AS 2.6	4.4	ND	Poste budgétaire du MAEP
19	Système «Maître exploitant» (paysan leader) au niveau de toutes zones agricoles	OG 2, AS 2.6	4.4	ND	PROSPERER
Élevage bovin - alimentation					
20	Mise à l'échelle des actions de PROSOL	OG 2 AS 2.1	2.4	12 820	PROSOL
21	Mise en place d'Abreuvoirs	OG 2 AS 2.1	2.4	5 128	PROSOL FDL
22	Structuration de la filière Lait : - Analyse de la CDV lait à Boeny - Équipements respectant les normes - Regroupement des producteurs (Coopérative) - Renforcement de capacités sur la transformation, commercialisation, marketing, dans les Zones d'élevage bovin, de vaches laitières	OG 2 AS 2.2	9.3	150 000	PROSPERER
Apiculture					
23	Formation en cascade des agents techniques et du Comité Technique de la PTF Miel (traitement chimique et bio)	OG2, AS 2.1	4.4	25 000	PAGE, PAZC
24	Formation en cascade des apiculteurs leaders dans les zones d'apiculture	OG2, AS 2.1	4.4	25 000	PAGE, PAZC
25	Mise en place de miellerie équipée (techniques et traitement) dans les zones d'apiculture	OG2, AS 2.1	4 9.4	150 000	PAGE, PAZC
Miellerie					
26	Vulgarisation de ruches modernes (1000 ruches/300 apiculteurs) dans les zones d'apiculture	OG2, AS 2.1	9.4	170 000	PAGE, PAZC
27	Restauration /reboisement des plantes mellifères (forets de mangrove, de palissandre et de jujube)	OG2, AS 2.1	15.1	204 769	PAGE, PAZC
Pêche et pisciculture					
28	Élaboration de document stratégique régional sur l'économie bleue (déclinaison de la SNEB)	OG2, AS 2.1	17.14	150 000	JICA
29	Protection et reforestation des mangroves par la sensibilisation des petits pêcheurs dans les zones de mangroves	OG2, AS 2.1	14.2	204 800	JICA
30	Élaboration de Plan d'Aménagement des Pêcheries pour Boeny (PAP)	OG2, AS 2.1	14.4	150 000	JICA
31	Mise en place de Dispositif de Concentration de Poissons (DCP)		14.4	5 025 641	JICA
32	Mise en place du « Dina ifampifehezana » au niveau des villages des pêcheurs	OG2, AS 2.1	14.b	ND	Chefs coutumiers, Forces de l'ordre, CTD, etc
33	Mise en place d'infrastructures de conservation et de transformation (ex : chambres froides) à Boanamy, Mariarano, Antsanitia, Mahajamba usine, Mitsinjo)	OG2, AS 2.1	9.2	41 025	ICA, BM, UE, Énergie Sans Frontière



	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Cout estimatif (USD)	Partenaires
Industrialisation : industrialisation rurale / entrepreneuriat rural (dans le cadre de la mise en œuvre de l'ODOF)					
34	Renforcement de capacités en entrepreneuriat et coopérative dans toutes les zones de petites exploitations	OG 2, AS 2.6	4.4	34 000	PROSPERER GIZ USAID (NCBA CLUSA)
35	Promotion de projets industriels (Banque de projets) (Région, DRICC, CCI) au moins pour chaque District (5projets/District)	OG 2, AS 2.6	9.5	750 000	PROSPER ONUUDI
36	Aménagement et promotion de Zone Industrielle à Belobaka (Zone potentielle)	OG 2, AS 2.6	8.3		ONUUDI, BM, UE, AFD
37	Études sur les filières et zones potentielles pour la transformation : rentabilité, marchés/demandes ; offres/types de produits finaux /production/potentialités (5 filières)	OG 2, AS 2.2	8.3	750 000	ProSol, PAGE, PROSPER ER
38	Mise en place de Centres d'Appui Technologiques et à l'Innovation (CATI) au niveau de la CCI Mahajanga	OG 2, AS 2.2	9.3	15 000	OMAPI ONUUDI
39	Mise en place de Guichet unique pour la création d'entreprises au niveau de l'EDBM (via CCI)	OG 2, AS 2.2	8.3	12 740	EDBM PNUD
Foresterie : filières raphia, noix de cajou et mangroves					
40	Mise à l'échelle de Forêts communales (titrées à la Commune : sources de revenus) à Ankazomborona , Marosakoa (pilotes) 400h/commune	OG 3 AS 3.3	15.2	123 076	PAGE, WWF
41	Élaboration de Plan de Gestion Forestière (PGF) dans Toutes les Communes. Priorité : Ankarafantsika est près de Marovoay (15 communes)	OG 3 AS 3.3	15.2	375 000	PAGE, WWF
42	Promotion de l'Agroforesterie (d'arbres fruitiers et maraichères) à Mariarano, Ankazomborona, Marosakoa (400h/commune)	OG 3 AS 3.3	15.9	360 000	PAGE, WWF
Électricité et eau à usage industriel					
43	Dotation de groupes électrogènes puissants dans tous les chefs-lieux de District	OG1 AS 1.2	7.1	8 615 385	BM, UE,
44	Mise en place des centrales solaires photovoltaïques à Andranotakatra (1,25 /17 MW) en cours, interconnectées avec JIRAMA (fuel lourde) et les pôles (Mahajanga, Marovoay, Ambatoboeny, Mitsinjo, Soalala) et pour la zone minière industrielle mais à augmenter en fonction d'implantation d'usines	OG1 AS 1.2	7.2	512 820	BM, UE, investisseurs
45	Mix énergétique district de Soalala déjà en marche 24/24h alternative avec photovoltaïque. Autres districts à mettre en œuvre Mitsinjo (Ambarimanginga)	OG1 AS 1.2	7.1, 7.2	430 770	BM, UE, investisseurs
Électricité et eau à usage industriel : Eau					
46	Mise en place de barrage de rétention d'eau: Marovoay (Tsararano), Mahajamba (Mahamboena, Marobohaly, Bepily), Ambalabebefanjava (Ampanasara), Be kobay (Maintimaso), Andranoboka (Andranoboka), Mahajamba, Marovoay	OG 1, AS 1.1	6.5	116 695	PADAP, FDL, BAD, AFD, BM
47	Restauration de bassins versants en amont à Mahaboena (Mahajamba)	OG 1, AS 1.1	6.5	74 950 892	PADAP, FDL, BAD, AFD, BM
48	Construction des infrastructures de collecte, de distribution et de traitement d'eau dans les zones agricoles et zones industrielles	OG 1, AS 1.1	6.4	100 702	ONUUDI
Tourisme					
49	Mise en place de dispositif régional de contrôle des hébergements au niveau Région	OG 2 AS 2.3	8.9	Activité courante	DRT
50	Mise en place d'un observatoire de tourisme et des antennes de l'ORTB aux niveaux Région et Districts	OG 2 AS 2.3	8.9	ND	Région, DRT, Opérateurs touristiques
51	Mise en place, agrandissement et amélioration des infrastructures d'accueil pour les sites balnéaires et écotouristiques	OG 2 AS 2.3	8.9	ND	PAGE, ASITY, ONG Sifaka
52	Facilitation de l'investissement dans la diversification et l'amélioration des produits touristiques	OG 2 AS 2.3	8.9	ND	PAGE, ASITY, ONG Sifaka
53	Identification de Réserves Foncières Touristiques (ex Ampanizohy, Antsanitia)	OG 2 AS 2.3		ND	PAGE, ASITY, ONG Sifaka
54	Promotion Tourisme communautaire chez l'habitant à exploiter avec le CMK (Région, Districts)	OG 2 AS 2.3		15 000	PAGE
55	Sensibilisation et Formation des populations à l'accueil des touristes et promotion de l'intérêt culturel des sites (Toutes les sites touristiques)	OG 2 AS 2.3		15 000	PAGE



	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Coût estimatif (USD)	Partenaires
Mines : filières sable et pierres de carrière, chaux (matériaux de construction)					
56	Identification des zones exploitables durablement (Région)	OG2 AS 2.4	8.2, 9.2	150 000	ONUUDI
57	Attribution (Arrêté Communal) d'un «statut» de carrière- Région	OG2 AS 2.4	9.2	ND	Activité Région
58	Relance de la carrière pour la cimenterie (70/2000ha seulement occupées par HOLCIM) à Boanamary	OG2 AS 2.4	9.2	ND	ONUUDI, BM, UE, AFD
59	Refonte des EIE du projet minerais de fer de Soalala	OG2 AS 2.4	15.9	3 600 000	UE
60	Accompagnement de l'exploitation industrielle du gisement de fer et l'exploration pétrolière au profit de la région à Ambohipaky (centre de formation aux métiers miniers à Soalala)	OG2 AS 2.4	8.2	333 333	ONUUDI, BM, UE, AFD
Mines artisanales					
61	Restauration et réhabilitation des de tous les sites exploités	OG2 AS 2.4	15.1	ND	ProSol
62	Professionnalisation, rentabilisation et pérennisation de l'exploitation artisanale de ressources minières - Celestite de Katsepy - Pierre industrielle - Agate Ankarabato, Mitsinjo, etc (District de Marovoay et Mitsinjo) - Ammonite de la commune Sitampiky - Gypse de la commune Tsaramandroso	OG2 AS 2.4	9.2	150 000	PAGE, PNUD
Commerce					
63	Mise en place de Centres commerciaux (pour chaque Pôle relais) (cf SRAT)	OG 2 AS 2.	8.4	ND	Secteur privé
64	Amélioration d'infrastructures pour la promotion des exportations- extension du port de Mahajanga pour l' accès à l'eau profonde	OG 2 AS 2.5	9.1	12 820 512	BM BAD UE
Emploi productif, emploi décent - Travail des enfants					
65	Lutte contre le travail des enfants par l'augmentation du revenu familial : Identification et promotion d'activités alternatives et/ou complémentaires (diversification) (ex artisanat, petit élevage (cycle court) pisciculture, orpaillage (Antanimbary, alentours Betsiboka), et toutes les communes rurales (1 000 ménages)	OG4 AS 4.4	8.7 8.3	385 000	OIT
Emploi productif et décent					
66	Organisation d'événements : utilisation des NTIC (plateforme en ligne, digitalisation, réseaux sociaux, etc.)	OG 1, AS 1.1	9.c, 17.8	ND	Opérateurs privés
67	Développement des startups : financement, incubateurs, accompagnements au niveau Région, Districts (1 maison de l'Entrepreneuriat, 6 incubateurs)	OG2, AS 2.6	8.3	40 060 000	ONUUDI, PNUD
68	Études sur l'adéquation d'offres de formation et de besoins de l'emploi (CRFAR, CCI,...)	OG2, AS 2.6	4.4	150 000	OIT
Entrepreneuriat : égalité - genre					
69	Appui des femmes pour initier des projets dans le cadre du Fihariana dans les Zones de production, notamment par les femmes (artisanat, agriculture, etc.)	OG 4 AS 4.5	9.3, 5.a	15 000	UE, GESCOD, PNUD
70	Équité dans la représentation syndicale et dans les regroupements économiques (ex : GEM, SIM,...) au niveau CUM	OG 4 AS 4.5	5.5	ND	
71	Mise en place d'incubateurs d'entrepreneuriat des femmes et structuration faitière d'ordre économique (force de plaidoyer, de négociation, de proposition de développement) à Mahajanga (CCI)	OG2, AS 2.6	9.b, 5.5	10 000	ONUUDI PNUD
72	Intégration des femmes dans la création d'entreprises dans le cadre du programme ODOF dans toutes les zones productrices (5 Districts)	OG 4 AS 4.5	5.5	75 000	ONUUDI
73	Facilitation de l'acquisition par les femmes de financement et d'équipements (FDA) dans toutes les zones productrices (5 Districts)	OG 4 AS 4.5	8.10	ND	



	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Coût estimatif (USD)	Partenaires
Environnement- ville durable- résiliente aux changements climatiques : habitats- logements					
74	Sensibilisation de la population sur le respect des infrastructures, la gestion des déchets ménagers (sachets,...) Tsararano	OG3; AS 3.2	12.5	15 000	ONUDI
75	Construction de logements à loyer ou à coût modéré (Région Boeny)	OG 4 AS 4.4	11.1	ND	RÉGION PPP
77	Réhabilitation des bidonvilles (Région Boeny)	OG 4; AS 4.4	11.1		
78	Responsabilisation des jeunes (chômeurs) des FKT dans le contrôle de salubrité : principe de pollueur – payeur avec une partie des amendes à allouer aux contrôleurs (Région Boeny)	OG 1; AS 1.3	11.3	15 000	
Migration					
79	Intégration des migrants dans les activités agricoles innovantes (agroforesterie, pâturages, reboisement) et les activités à HIMO (ex PLAE) Région	OG 4; AS 4.6	8.8; 10.2	4 106 900	PLAE
80	Recherche de solutions à la source (zone de provenance) - stratégie régionale pour l'accueil des migrants	OG 4; AS 4.6	8.8; 10.2		
81	Implication des notables ou groupes socioculturels de même origine (migrants) dans leur intégration sociale	OG 4; AS 4.6	8.8; 10.2	150 000	
Transports publics					
82	Amélioration des structures d'accueils Portuaires : appontement Mahajanga et à Soalala	OG 1; AS 1.1	11.2	2 564 102	
83	Routes : Facilitation d'intégration de nouveaux membres de coopératives de transport	OG 1; AS 1.1	11.2	ND	Activité de la Région
84	Règlementation des véhicules à 3 roues (Bajaj) à Mahajanga I	OG 1; AS 1.1	11.2	ND	Activité de la Région
85	Amélioration des panneaux de signalisation à Mahajanga I et Mahajanga II	OG 1; AS 1.1	11.2	ND	Activité de la Région
Urbanisation durable					
86	Règlement des différends sur les limites administratives sur terrain et selon le FTM (SACs) (Région et CTDs)	OG 1; AS 1.4	11.3	ND	Région, FTM, PAGE
87	Réactualisation de 5000 PLOF	OG 1; AS 1.4	11.3	ND	
88	Planification des délimitations administratives au niveau de la Région : concertations entre CUM et communes riveraines	OG 1; AS 1.4	11.3	ND	Région Communes FTM PAGE
Luttes contre les changements climatiques et leurs impacts : forêts, mangroves et zones humides					
89	Mise en place d'une Aire Protégée entre Betsiboka et Boeny	OG3 AS 3.1	15.1	ND	
90	Promotion de la préservation des mangroves dans la partie Nord de Mahajanga jusqu'à Mahajamba (25% des mangroves restants non protégés)	OG3 AS 3.1	15.1	ND	
Aires protégées					
91	Renforcement du rôle des VOI déjà existants dans toutes les AP de la Région Boeny	OG3 AS 3.1	15.2		
92	Maintien du transfert de gestion marine et contractualisation au niveau des localités disposant des AP Marines	OG3 AS 3.1	14.2		JICA
93	Renforcement des AGR au niveau de toutes les AP de la Région Boeny	OG3 AS 3.1	15.2		PAGE
94	Reboisement des mangroves, plantes autochtones au niveau des localités disposant des AP Marines et des forêts de mangroves	OG3 AS 3.1	14.2		
95	Protection des bassins versants	OG3 AS 3.1	15.2		
96	Reboisement au niveau de toutes les AP de la Région Boeny	OG3 AS 3.1	15.2		
Dispositif de gestion					
97	Renforcement du COS (Comité d'Orientation et de Suivi) au niveau des AP Région Boeny	OG3 AS 3.1	15.1		
98	Renforcement de la Cellule Environnementale Régionale (CER) : traitement des plaintes environnementales (Région Boeny)	OG3 AS 3.1	15.1		



	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Coût estimatif (USD)	Partenaires
Biocombustibles					
97	Promotion du Charbio	OG1 AS 1.2	7.2		
98	Promotion du biogaz unité ménage en milieu urbain	OG1 AS 1.2	7.2		
99	Recherche sur la faisabilité d'énergie d'origine éthanol	OG1 AS 1.2	7.2		
100	Quid bagasse et autres sous-produits à la sucrerie de Namakia	OG1 AS 1.2	7.2		
101	Exploitation des associations déjà existantes	OG1 AS 1.2	7.1; 7.2		
103	Promotion de la baisse de prix du foyer amélioré (fatanamitsitsy)	OG1 AS 1.2	7.1; 7.2	ND	
104	Réglementation sur l'utilisation du foyer amélioré	OG1 AS 1.2	7.1; 7.2	ND	Activité courante du Ministère
105	Promotion du gaz naturel	OG1 AS 1.2	7.1; 7.2	ND	
106	Promotion de la transformation du son de riz en combustible	OG1 AS 1.2	7.1; 7.2	25 000	
Ecosystèmes naturels					
107	Création d'un site Ramsar à Bombetoka et autres sites à étudier	OG 3 AS 3.1	14.2; 15.1		
108	Processus à planifier Mariarano en Aire Protégée	OG 3 AS 3.1	14.2; 15.1		
Pollutions et autres impacts négatifs sur l'environnement					
109	Sensibilisation des populations sur l'inondation	OG3 AS 3.4	1.5	15 000	
110	Réhabilitation des voies et réseaux divers au niveau des communes	OG3 AS 3.4	1.5		
111	Contrôle des permis de construction dans les zones non constructibles (bassins tampons)	OG3 AS 3.4	1.5	ND	Activité courante
Feux					
112	Renforcement des Komity Miaro amin'ny DoroTanety (KMDT) y compris VOI (165 Komity existants) dans les AP	OG3 AS 3.1	13.2	79 000	
113	Financement des formations et des dotations de matériels de travail de la part du DREDD et des PTFs	OG3 AS 3.1	13.2	50 000	
114	Dotations des sacs à eau	OG3 AS 3.1	13.2		
111	Modernisation de la pratique agricole, mise en place des centres de formation	OG3 AS 3.1	13.2		
112	Coordination multisectorielle dans la gestion des ressources naturelles dans toutes les localités concernées surtout les environs des AP	OG3 AS 3.2	13.2	ND	CCI, TT, EDBM, ProPFR, PLAE, PADAP, ProSol
113	Vulgarisation de la nouvelle approche multisectorielle DRAEP DREDD au niveau Région : Boeny, « arovako amin'ny afo ny taniko mba hanatsaràko ny velontenako » (sentiment d'appartenance et responsabilisation) Exemple : pare-feux agricoles dans les zones sensibles aux feux	OG3 AS 3.2	13.2		
114	Vulgarisation des nouvelles techniques agricoles dans toutes les localités concernées surtout les environs des AP	OG3 AS 3.2	13.2		
Déchets solides					
115	Renforcement de la mise en place du pré collecte, collectes, triages des déchets dans la commune urbaine de Mahajanga (effectués par les secteurs privés)	OG3 AS 3.2	12.5	1 410 256	PAGE
116	Renforcement de la mise en place des bacs à ordures par la CUM	OG3 AS 3.2	12.5	166 666	PAGE
117	Promotion de la valorisation des déchets par MADACOMPOST	OG3 AS 3.2	12.5		PAGE, ONG Enda, GESCOD, GREEN, ProSol
118	Gestion de déchets	OG3 AS 3.2	12.5		PAGE, ONG Enda, GESCOD, GREEN, ProSol
119	Mise en œuvre du Plan Régional des Énergies et Biomasse PREB	OG3 AS 3.2	12.5		PAGE, ONG Enda, GESCOD, GREEN, ProSol
120	Promotion de la gestion des déchets au niveau des communes urbaines et chef-lieu de district	OG3 AS 3.2	12.5		ONG Enda, WASH, BM, UNICEF, AFD
121	Classification des déchets selon les spécificités régionales afin de promouvoir leurs transformations	OG3 AS 3.2	12.8		
122	Organisation des journées communautaires, journée sans plastic, journée régionale dans diverses localités, y inclure la sensibilisation et la formation sur la gestion des déchets. (Région)				PAGE, PAZC



	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Cout estimatif (USD)	Partenaires
123	Gestion durable au niveau des sites touristiques surtout les zones côtières	OG3 AS 3.2	12.8		PAGE, ONG Enda, WASH
124	Sensibilisation des touristes sur les gestions des déchets au niveau de toute la Région Boeny surtout les sites touristiques	OG3 AS 3.2	12.8	15 000	PAGE, ONG Enda, WASH
125	Sensibilisation et responsabilisation de la communauté locale sur le respect de l'environnement et utilisation des bacs à ordures, réglementation	OG3 AS 3.2	12.8	15 000	PAGE, ONG Enda, WASH
126	Commercialisation des déchets organiques/ compost en guise de ressources par communes	OG3 AS 3.2	12.5	ND	PAGE, ONG Enda, WASH
127	Responsabilisation des touristes dans la gestion des déchets au niveau de toute la Région Boeny surtout les sites touristiques	OG3 AS 3.2	12.8	15 000	PAGE, ONG Enda, WASH
Substances dangereuses					
128	Renforcement du contrôle des stations d'épuration d'eau dans les Zones industrielles et port	OG3 AS 3.2	12.2; 14.2	ND	BM, AFD
129	Mise en place de laboratoire d'analyse comme le CNRE Mahajanga I	OG3 AS 3.2	12.2; 14.2	ND	
Pollutions des eaux et de l'air					
130	Renforcement du contrôle et suivi des règlements déjà existants au niveau de la commune	OG3 AS 3.2	13.2	Activité courante	DREDD
131	Recensement des habitations et dotation des instructions sur la pollution et les mesures y afférentes	OG3 AS 3.2	13.2	Activité courante	DREDD
132	Application des lois	OG3 AS 3.2		Activité courante	DREDD
133	Renforcement de la réparation environnementale dans la Région surtout aux environs des AP	OG3 AS 3.2	13.2	ND	PROSOL
134	Amélioration de la gestion de l'espace : respect des zones industrielles et les zones d'habitation selon le SRAT et le SAC	OG3 AS 3.2	13.2	ND	Projets œuvrant dans l'assainissement
135	Coordination des actions de dotation de permis de construire	OG3 AS 3.2	13.2	Activité courante	MEDD/DREDD
Restauration des paysages					
136	Maintien du reboisement initié par DREDD	OG3 AS 3.3	15.3	Activité courante	DREDD
137	Champs-École pour la réhabilitation des sols avec PROSOL (nouveau concept) RPF	OG3 AS 3.3	15.3	ND	PROSOL
138	Renforcement de la restauration de paysage forestier PROSOL	OG3 AS 3.3	15.3	ND	PROSOL
143	Multiplication des nouvelles techniques à long terme	OG3 AS 3.3	15.3	ND	PROSOL
139	Extension des zones d'intervention des restaurations forestières dans d'autres sites : Tsitampoka, Madirovalo, Anjajia pour la technique RPF et réhabilitation du sol	OG3 AS 3.3	15.3	ND	PROSOL
140	Mise à l'échelle du Plan de gestion forestière et plan d'aménagement forestier dans les communes d'Ankazomborona et Marosakoa pour les forêts communales	OG3 AS 3.3	15.3	ND	PROSOL
141	Vulgarisation des guides de plantation d'arbres à vocation énergétique	OG3 AS 3.3	15.3	ND	PROSOL
142	Mise à l'échelle de la mise en place de forêt communale, agroforesterie, pâturage	OG3 AS 3.3	15.3	ND	PROSOL
143	Transfert de compétence entre les communes pilotes et les autres communes en matière de RPF Restauration des paysages et des Forêts	OG3 AS 3.3	15.3	ND	PROSOL
IEC concernant la protection de l'environnement					
144	Sensibilisation et éducation environnementale par la DREDD et les ONGs	OG3 AS 3.4	15.1	40 000	PAGE
Infractions environnementales					
145	Renforcement du contrôle de l'exploitation de la forêt et de la carbonisation	OG3 AS 3.4	15.1	Activité courante	Augmentation du budget de la DREDD
146	Motivation des communautés locales pour la protection l'environnement	OG3 AS 3.4	15.1	40 000	PAGE
147	Collaboration avec la communauté locale dans la protection de l'environnement et la gestion des ressources forestières	OG3 AS 3.4	15.1	40 000	PAGE
148	Renforcement de capacité de l'administration locale concernée	OG3 AS 3.4	15.1		PAGE
149	Dotation de matériels	OG3 AS 3.4	15.1	5 000	
Suivi environnemental					
150	Mise en place d'une agence de l'ONE à Mahajanga pour le suivi périodique et l'accélération de la mise en place des entreprises nécessitant des EIE	OG3 AS 3.4	15.1	ND	MEDD
151	Renforcement du contrôle environnemental par le Ministère en collaboration avec l'organisme de tutelle	OG3 AS 3.4	15.1	ND	Fonctionnement du MEDD



5.2.2

Paquets d'interventions du domaine « Gouvernance »

Paquet 2 : Gouvernance et État de droit

Bonne gouvernance, État de droit et Promotion des partenariats pour le développement durable : Outils importants de l'État et ses Services Territoriaux déconcentrés ; ainsi que de la Région et ses Collectivités Territoriales Décentralisées pour orienter et coordonner le développement territorial et mettre en place un environnement favorable au développement durable.

5.2.2.1.

Problématique du domaine « Gouvernance »

La Région Boeny dispose de documents de cadrage du développement comme le SRAT et le PRD. Il se trouve que les axes stratégiques du PRD sont alignés par rapport à la mise en œuvre de l'IEM et de la Politique Générale de l'Etat.

Toutefois, les responsables régionaux font face à divers problèmes de gouvernance qui pourraient entraver la mise en œuvre efficace et efficiente des actions de développement, notamment socio-économique de la Région. Ainsi, il existe des Communes encore enclavées, voire inaccessibles à Boeny, lesquelles sont qualifiées de « points rouges » en termes d'insécurité.

Par ailleurs, Boeny est l'une des destinations des migrants liées aux potentialités économiques

qu'elle dispose. En effet, l'installation illicite de ces migrants dans les zones périphériques des aires protégées empêche l'effectivité des contrôles. Or, la pratique du défrichage pour la plantation des maïs accélère la dégradation des ressources forestières et donc de l'ensemble des écosystèmes.

Les droits des enfants pauvres se trouvent bafoués dans la mesure où beaucoup d'entre eux sont obligés de travailler, au lieu d'aller à l'école, pour compléter le revenu de ménage. Les autres problèmes de gouvernance dont l'ampleur est relativement importante sont liés, entre autres, à la corruption, au foncier, à l'état civil, et au budget.

5.2.2.2.

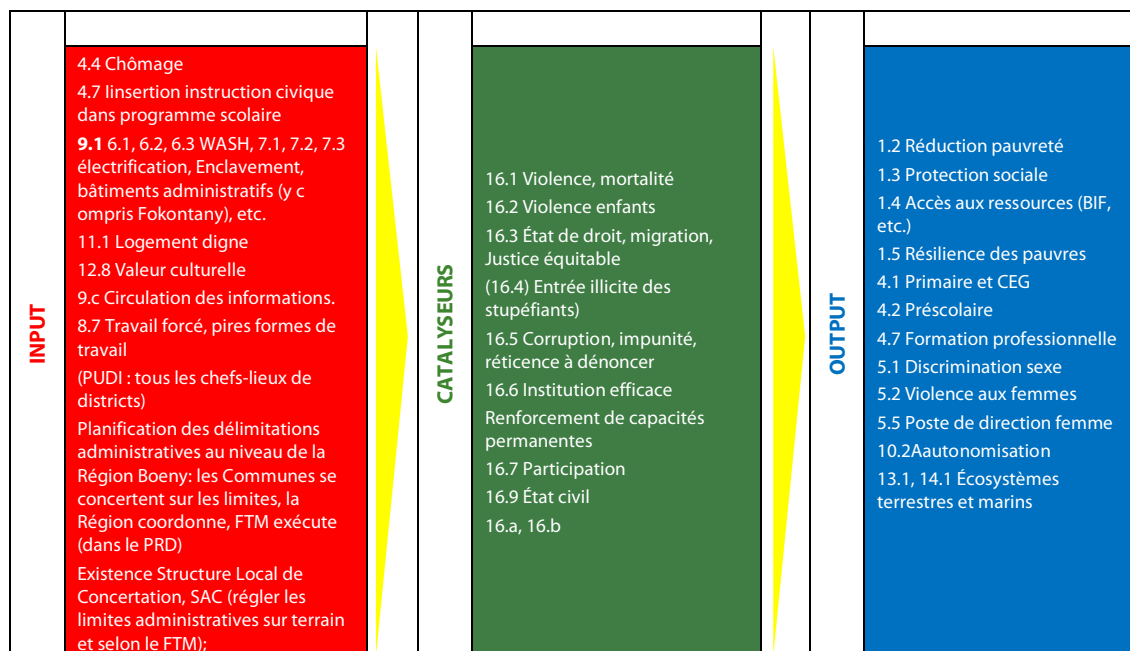
Interventions dans le domaine « Gouvernance »

Pour résoudre les problématiques de la gouvernance dans la Région et pour assurer l'intégration des différentes dimensions de développement durable à travers l'atteinte des différentes cibles priorisées dans ce domaine, les participants à l'atelier ont défini plusieurs interventions.

Le PRD contient des interventions très pertinentes. Les participants ont surtout fait ressortir les éléments les plus urgents notamment dans son opérationnalisation.

Pour cela, les interventions adressent les conditions critiques qui n'ont pas forcément besoin de financement et celles dont la réalisation dépend du renforcement du budget des secteurs, tout en apportant le maximum de chance d'aboutir à des résultats palpables d'ici 2030.

La première condition repose sur des institutions



efficaces : CTD et STD visent à présenter un Indice de Gouvernance Local (IGL) aussi élevé que possible. Plusieurs aspects seront touchés par cette intervention phare : le standard de service, la confiance des citoyens aux services publics, la passation de marché, des institutions exempts de corruption, plus de participation citoyenne.

La seconde consiste au désenclavement des districts qui aura un effet d'entraînement sur la sécurité, la productivité, la circulation des biens et des personnes et partant une diminution de la pauvreté en général.

La sécurité sera renforcée par le changement de structure au niveau de force de l'ordre, leurs

équipements et formation. Toutes les formes de violence seront adressées.

Enfin, la Région entend renforcer le foncier pour que personne ne soit laissée pour compte et la croissance économique bat son plein.

Les références du tableau sont basées sur le PRD 2021. La mention des infrastructures qui renvoie au PRD concerne le PRD de base 2019-2029. Les coûts sont dans ce document.

Nous mettrons en premier les interventions qui relèvent de l'opérationnel.

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Partenaires
	Institution efficace (PRD actualisé, AS1.3)	OG1 AS 1.3	16.6	
1	Application des règles de conduite, Renforcement et application d'un cadre légal (promotion de l'éthique)			
2	Prise de décisions collégiales			
3	Application des procédures (concours, recrutement) Transparence et égalité des chances à l'accès aux postes de tout genre (ex. personnes en situation d'handicap)	OG1 OS 152	16.5	
4	Renforcement de la sensibilisation et la communication sur les différentes taxes, impôts, ristournes, redevances et autres droits à payer	Os 152	17.1	
5	Mise à disposition auprès des citoyens des informations en identifiant les moyens appropriés à chaque localité	Os 152	9.c	
6	Encouragement des administrations et collectivités à publier leurs budgets, leurs réalisations annuelles et à soumettre leurs rapports annuels aux instances compétentes	Os 152	16.6	
7	Opérationnalisation des STAC (appropriation par les services) Sensibilisation et suivi Lecture commune des codes de déontologie à insérer dans le plan d'action des STAC Participation à une émission radio/TV par service (STAC)		16.6 16.5	
8	Renforcement des contrôles de l'application des différentes réglementations par secteur		16.6	
9	Renforcement d'effectif : recrutement annuel continu, redéploiement des fonctionnaires des polices [renforcement d'effectif exemple Soalala (5 agents redéployés)]	AS 141	16.1 16.2	
10	Redynamisation des structures existantes à chaque service de police (commissariat, police judiciaire, BFP (brigade féminine de Proximité) pour identification problématique locale) pour le VBG	AS 451	16.2 5.2	
11	Renforcement périodique des capacités des Commissariats de la sécurité Publique des Districts disposés à faire des enquêtes en cas d'infractions mineurs et moeurs		5.2 16.2	
12	Amélioration des systèmes de localisation des zones de passage des « dahalo »		16.1	
13	Sortie d'un « arrêté » régional interdisant la pratique de Jamà dans la région		16.6	
	Désenclavement			
14	Responsabilisation des usagers des pistes (exemple cas Antsanitia : barrage Andohagara) Mise en place d'une structure locale de gestion des infrastructures (Association des usagers) Développement du Partenariat Public Privé	AS 1.1	16.7	
15	Affectation/ désignation des personnels par rapport aux besoins appropriés de chaque localité		9.1	
16	Révision dans l'immédiat du découpage territorial administratif (ex : cas CAA qui cumule 2 ou plusieurs communes)		16.6	
17	Valorisation des compétences locales		4.4 4.7	

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Partenaires
	Violence à l'égard des enfants	AS 451	16.2	
18	Contrôle interne au responsable à tous les niveaux une approche adéquate (affichage, tamtam, AG, publication,)		16.2	
19	Contrôle des lieux sensibles		16.2	
20	IEC sur les textes avec une approche adéquate (affichage, tamtam, AG, publication,)		16.2 16.b	
21	Vulgarisation des procédures (éclairer à travers des actes règlementaires) de dénonciation Règlementation des actes de la procédure et vulgarisation Définition du rôle et attribution de chaque instance		16.2	
22	Enfant détenu : Incitation au partenariat public – privé (dotation matériels, équipements, ...) Développement d'une collaboration entre l'administration pénitentiaire et les DREFTP et autres STD, OSC.		16.3	
	État de droit et accès à la justice		16.3	
23	Dialogue entre OMP et Procureur pour résoudre le problème de conflit de compétence		16.3	
24	Conflits de compétences : Vulgarisation massive des procédures et des textes avec tous les responsables		16.6	
	Foncier	OS 461		
25	Vulgarisation de l'Éducation foncière par les OSC		1.4 16.6	
26	Renforcement du rôle appui -conseil des STD au CTD - Conseil juridique - (parajuriste foncier)		1.4 16.6	
27	Mise en place des différents dispositifs, mécanismes et structures (comité de pilotage, structure locale de gestion de conflits, ...) Foncier : comité de pilotage au niveau des communes		1.4 16.6	
	Enregistrement des naissances			
28	Sensibilisation et responsabilisation tous les responsables et les intervenants à tous les niveaux (FKT, hôpital, matrone, RAR, ...)			
29	Renforcement du rôle des OSC : mise en place d'associations regroupant les migrants Rôle Fokontany Identification et recensement systématique des migrants Renforcement de la collaboration entre les communes de départ et les communes d'accueil		16.7 10.2 5.1	
30	Facilitation du processus : exemple chef FKT		16.7 10.2 5.1	
31	Renforcement de la collaboration entre CSB et matrones		16.6 16.9	
32	Facilitation d'accès aux documents à valeur fiduciaire et registres (déconcentrer l'Imprimerie nationale)		16.6 16.9	

Nous trouverons ci-après des interventions phares nécessitant plus d'attention et de ressources et de partenariat en matière de gouvernance, ou relèvent du fonctionnement de l'institution.

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Partenaires
	INSTITUTION EFFICACE (PRD actualisé, AS1.3)	OG1 AS 1.3	16.6	
33	Renforcement de la transparence et la redevabilité de l'administration Mettre en place le standard de service dans toutes les administrations et tous les services publics ainsi que dans toutes les collectivités (effectivité de l'IGL)	OG1 Os 152	16.6	INDDL FDL BIANCO
34	Promotion de l'utilisation des NTIC dans l'administration et les services publics pour améliorer l'efficacité et la transparence et éviter la corruption	OS 151	9.c 16.5	INDDL FDL BIANCO
35	Renforcement des contrôles dans l'attribution de marchés publics	OS 152	12.7	



	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Partenaires
36	Redynamisation des SLC et ECOD (Espace de Concertation et d'Observation du Développement)	OS 111	16.7	
37	Promotion de l'éducation civique au niveau de la société Responsabilisation des médias dans l'éducation civique et la promotion du civisme (sensibilisation des masses)	OS 155	4.7 12.8	
38	Renforcement de capacités des OSC pour mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation en faveur du civisme et de la citoyenneté	OS 155	16.7	
39	Participation à une émission radio/TV par service (STAC)		16.6 16.5	
40	Renforcement de la coopération avec les OSC, toutes les parties prenantes et les institutions de lutte contre la corruption (BIANCO, SAMIFIN)	OS 153	16.7 16.5	
41	Mise en place et dotation d'équipement des forces de l'ordre dans les communes classées zones rouges Mise en place d'un maximum d'unité DSS (Détachement Spécial de Sécurité) Soalala, Mitsinjo (infrastructures en cours de finition)	AS 141	16.1	
42	Mise en place et dotation d'équipement des forces de l'ordre dans les commissariats de police dans les Communes urbaines Mise en place des brigades de police par commune Mise en place de commissariat de police à Manerinerina (au plus tard l'année prochaine) Transformation du poste avancé de la Brigade d'Ambohimanantrika Ambondromamy, Installation d'une brigade par commune (augmentation systématique des effectifs)	AS 141	16.1	
43	Effectivité des services de proximité de police : Infrastructures à Mitsinjo en cours de construction, Ambatoboeny (en cours de finition)	0G1 AS 1.1	9.1	
44	Redynamisation des comités de vigilance au niveau des FKT Renforcement de la collaboration avec la gendarmerie (mise en place du Plan Local de Sécurité)	AS 331	16.1 16.7	
45	Amélioration de la couverture spatiale (Décongestion des États-Majors)	AS 331	16.6	
46	Utilisation du système de patrouille de sécurisation rurale (suivant la demande de la commune et les renseignements obtenus selon la situation : besoins d'une collaboration étroite avec les communes)		16.1	
47	Constitution des bases de données sur les problèmes sécuritaires		16.1	
48	Redynamisation du « Dinan'ny Boeny Miray dia » et application	OS 451	16.1 16.7	
	Désenclavement			
49	Négociation avec les opérateurs sur l'élargissement des zones de couverture en télécommunication Organisation d'un lobbying pour l'installation des antennes relais dans les zones enclavées : Soalala Appui à la mise en place de cybercafés communautaires « vohikala » dans les pôles relais	AS 1.1	9.c	
50	Construction et réhabilitation des réseaux routiers (Cf. PRD) : - Liaison Belobaka – Ambondrona (route JMJ) - Liaison Mahajanga - nouvelle ville à Amparemahitsy (« Route de Marovoay » vers SEIMAD) - La RNT 19 reliant Mahajanga à Mitsinjo et Soalala (jusqu'à Ambohipaky) - Installer un pont permanent au niveau du 3ième radier de la RN 33b reliant Andranofasika et Ambatoboeny (en cours) - La RN 33 bis reliant Andranofasika et Ambatoboeny - La liaison Ambovondramanesy – Mahajamba - La liaison RN 4 – Boanamary - Le tronçon Mahajanga-Antsanitia via VITOGAZ - La piste reliant Mahajanga au Grand Pavois jusqu'au Cirque Rouge - La liaison Marosakoa - Ambolomoty - Tsararano - Anosinalainolona et la liaison (RN 8 bis) Marovoay - Ambolomoty - La boucle Soalala – Andranomavo – Sitampiky – Ambatoboeny - RN 33 bis - La liaison Belobaka – Betsako - La liaison Ambatoboeny – Ankirihitra - Appuyer l'installation et l'opérationnalisation d'une gare routière régionale à Mahajanga	OS 121	9.1	

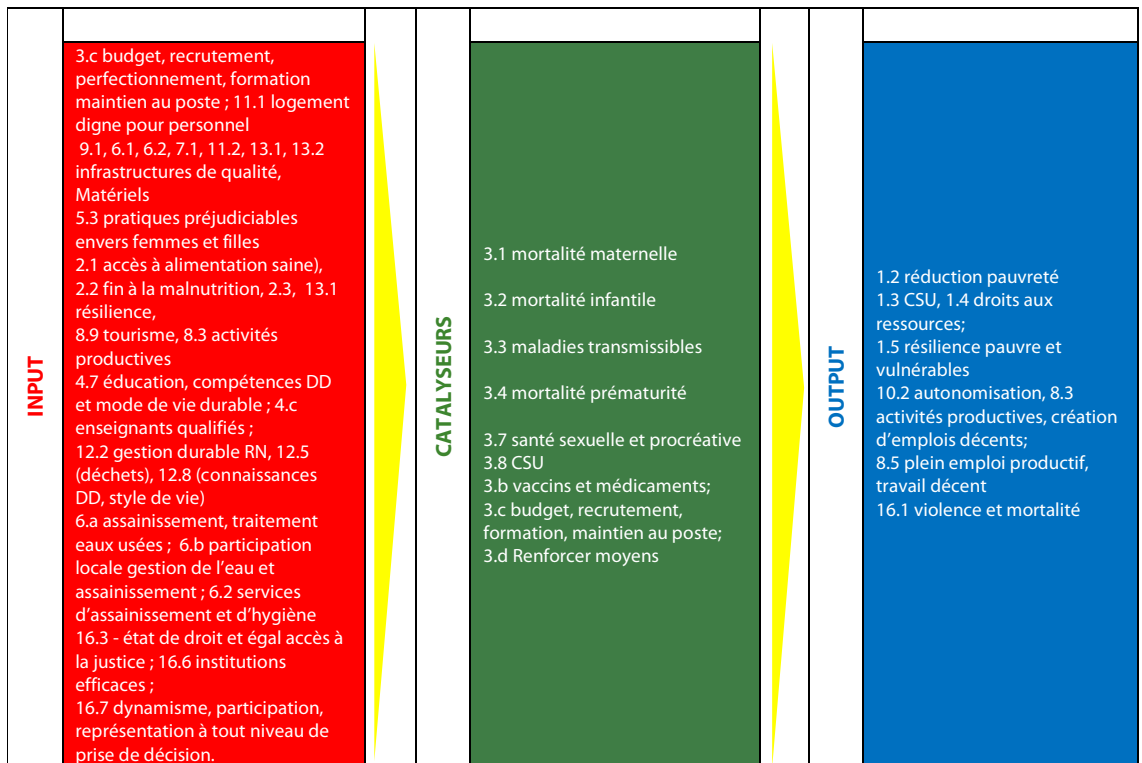
	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Partenaires
51	<p>Valorisation des réseaux maritimes, fluviaux, lacustres et aériens : Réhabilitation et extension du port international de Mahajanga vers la mer pour avoir accès à l'eau profonde</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise aux normes et extension des appontements maritimes à Amboanio, à Namakia, à Katsepy et à Mahajamba pour le transport des marchandises - Mise aux normes et extension des appontements maritimes à Mahajanga et à Soalala pour accueillir des paquebots - Mise aux normes et extension des appontements maritimes à Mahajanga et à Soalala pour accueillir des paquebots - Construction d'un nouveau port pour pêcheurs à Soalala et à Mahajamba usine - Construction ou réhabilitation des ports fluviaux à Ambatoboeny, Madirovalo, Marovoay et Manaratsandry - Mise en place d'un mécanisme de financement pour le curage régulier du canal du port de Marovoay - Réhabilitation de la piste d'atterrissage de Soalala - Mise en place des mécanismes de financement et des structures de gestion pour l'entretien des infrastructures de transport. 	OS 123	9.1	
52	Construire et réhabiliter les réseaux routiers (Cf. PRD)	OS 121	9.1	
53	Valoriser les réseaux maritimes, fluviaux, lacustres et aériens (Cf. PRD)	OS 123	9.1	
54	Affectation/ désignation des personnels par rapport aux besoins appropriés de chaque localité		9.1	
55	Réviser dans l'immédiat le découpage territorial administratif (ex : cas CAA qui cumule 2 ou plusieurs communes)		16.6	
56	Ouverture d'un centre de formation technique et Professionnelle à Matsakabanja (en cours)	OS 222	4.4 4.7	
57	Mise en place des centres de formations professionnelles au niveau de chaque district (adéquation- formation emploi)	OS 232	4.4 4.7	
	État de droit et accès à la justice		16.3	
58	Construction de tribunal et d'établissement pénitentiaires dans tous les districts Ambatoboeny, Mitsinjo	OS 151	9.1	
59	Extension des audiences foraines au niveau de tous les districts (Majunga II, Soalala...)		16.3	

5.2.3 Paquet d'interventions du domaine « Education, santé et cadre de vie »

L'analyse suivante guide l'élaboration des interventions en se focalisant surtout sur les inputs et les catalyseurs. Pour atteindre les cibles catalyseurs, il faut réaliser les inputs et parfois

puiser dans les outputs des éléments importants, même si les outputs sont améliorés par les interventions des deux autres types de cibles.





5.2.3.1. Problématique du domaine « Social »

La situation sociale est en général liée à la situation économique, ou même sa conséquence, que ce soit au niveau individuel ou familial, qu'au niveau d'une localité ou d'un pays. Les problèmes du domaine social se rapportent notamment à l'accès de la population aux services sociaux de base dont : éducation, santé, eau potable, assainissement, etc... ; à la nutrition (saine et suffisante aux niveaux quantité et qualité) ; au cadre de vie, à la protection sociale ; à l'équité ; etc.

5.2.3.2. Interventions du domaine « Social »

Capital humain bien éduqué, en bonne santé et vivant dans des cadres de vie digne et favorables au déploiement de ses capacités à promouvoir un développement durable, inclusif et résilient aux changements climatiques.

Les interventions regroupent le minimum d'infrastructures à mettre en place, capables de résister aux intempéries, fiables avec eau et énergie, équipements appropriés selon la destination (santé, éducation, égalité, cadre de vie). Les réhabilitations doivent faire l'objet d'études approfondies et les couts varient selon l'état de dégradation.

Les actions concernant les révisions de programme avec personnel qualifié doivent être menées de concert avec le national, surtout les recrutements, la Région prend une part de responsabilité importante dans la répartition.



	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Éléments de couts	Cout estimatif	Partenaires potentiels
1	Mise en place ou réhabilitation des EPP, des CEG dans tous les FKT et au moins dans tous les chefs-lieux de commune et équiper (prioriser les zones isolées, enclavées)	OG 4 Act 412.01	4.1 4.2 4.3 4.4 4.6 4.7	5 EPP/CISCO et 3 CEG/CISCO (EPP à 3 salles ~ \$43,000.00 Construction et équipement CEG ~ \$38,000.00) EPP (Soalala : Belemboka, Betamotamo, Anjiamaloto, Antsirasira, Ambatolafia, Mitsinjo : Ankevo, Antseza, Ampitsopitsoka, Analalava, Namakia, Ambatoboeny : Ambanjabe, Betongoa, Ankipatry, Manonga, Ampanofora, Marovoay : Tsiasesy, Adabomirahy, Ankarabato, Antanimasaka, Ambanjabe, Tsinjorano Morafeno, Mahajanga II : Marerano, Ambalakida, Tsaralalana, Ambanjabe, Ambovondramanesy Mahajanga I : Cité Tsaramandroso, Antanimalandy, Tsararano, Ambovoay, Ampisikininy) CEG (Soalala : Antsakoamileka, Vilandro, Ankerana, Mitsinjo : Mitsinjo, Antongomena Bevary, Katsepy, Sankoany, Ambatoboeny : Sitampiky, Madirovalo, Ambatoboeny, Marovoay : Anosinalainolona, Manaratsandry, Antanambao, Mahajanga II : Andranoboka, Mitsinjo, Ambombilava, Mahajanga I : Mahabibo, Ampisikinana, Antanimalandy	(Les réhabilitations nécessitent des études approfondies) \$592 000,00 (PRD)	UNESCO, UNICEF, BM, JICA, PASOBA, PAEB, PDCID, KFW
2	Mise en place ou réhabilitation des lycées avec des internats dans tous les chefs-lieux de district/commune et équipé	OG 4 Act 412.02	4.1 4.2 4.3 4.4 4.6 4.7	3 Lycées / CISCO Soalala : Antsakoamileka, Vilandro, Ambohipaky, Mitsinjo : Mitsinjo, Antongomena Bevary, Namakia, Ambatoboeny : Madirovalo, Tsaramandroso, Ambatoboeny, Marovoay : Manaratsandry, Ankazomborona, Marovoay, Mahajanga II : Boanamary, Mariarano, Betsako, Mahajanga I : Lycée Philbert Tsiranana, Tsararano, Ampisikina Marcoz	\$240,000.00 (PRD) (Réhabilitation : nécessité étude approfondie)	UNESCO, UNICEF, BM, JICA, PASOBA, PAEB, PDCID, KFW FDL FID
3	Construction des logements pour les enseignants			2 Logements /District /an 108 Logements (9 ans) (logement similaire à EPP à trois salles ~ \$43,000.00)	\$4,645,000.00	UNESCO, UNICEF, BM, JICA, PASOBA, PAEB, PDCID, KFW
4	Dotation des établissements scolaires en eau (forage)			4 forages/Districts/an 216 forages (9 ans) (projet similaire : 1 puits foré, 3 réservoirs, bornes fontaines = \$9,000.00)	\$1,945,000.00	
5	Dotation les établissements publics en électricité (panneau solaire)			20 écoles/District/an 1 080 établissements scolaires dotés en panneau solaire		

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Eléments de couts	Cout estimatif	Partenaires potentiels
6	Création des centres de formation et lycée technique professionnelle répondant aux besoins des filières existantes et équipé (dans tous les Districts)	OG 4 Act 412.03		Soalala, Mitsinjo, Ambatoboeny, Marovoay, Mahajanga I, Mahajanga II	\$240,000.00 (PRD)	UNESCO, UNICEF, BM, JICA, PROSPERER, PDCID, KFW
7	Dotation des établissements publics en matériels pédagogiques, didactiques et informatique (CEG, Lycée, surtout des lycées Techniques)	OG 4 Act 412.04		6 Bibliothèques numériques Selon le secteur	\$286,000.00	UNESCO, BM, PDCID, KFW
8	Dotation des établissements publics en matériels et équipements (EPP, CEG, Lycée)		4.1 4.2 4.3 4.4 4.6 4.7	EPP : Ambatoboeny : 202, Mahajanga I : 16, Mahajanga II : 131, Marovoay : 184, Mitsinjo : 109, Soalala : 116 CEG Ambatoboeny : 11, Mahajanga I : 7, Mahajanga II : 11, Marovoay : 14, Mitsinjo : 6, Soalala : 6 Lycée Ambatoboeny : 3, Mahajanga I : 2, Mahajanga II : 1, Marovoay : 4, Mitsinjo : 1, Soalala : 1	(nécessité étude approfondie selon la taille et le type de mobilier et d'équipements, les lacunes, l'éloignement)	
9	Plaidoyer pour le recrutement d'enseignants sortant des Écoles Nationales selon les trois niveaux requis + formateurs	OG 4 Act 413.01		100 Enseignants /District /an 5400 membres de personnel recrutés (9 ans)		MEN/METP/FOP UNESCO, UNICEF, BM
10	Appui aux actions de formation, de recyclage et de standardisation des compétences des enseignants	OG 4 Act 413.02	4.1 4.2 4.3 4.4 4.6	3 fois/an pour l'enseignement général Initiation et formation pédagogique à l'entrée et suivi-évaluation par trimestre (1 fois/an formation et 3 fois/an suivi)	Nécessite étude approfondie	MEN/METP/FOP UNESCO, UNICEF, BM
11	Appui au processus d'intégration des enseignants contractuels	OG 4 Act 413.03	4.7 4.1			MEN/METP/FOP UNESCO, UNICEF, BM
12	Suivi de la promotion du plan de carrière des enseignants	OG 4 Act 413.04	4.2 4.3			MEN/METP/FOP UNESCO, UNICEF, BM
13	Mise en place d'un système d'encouragement et d'appui pour les meilleurs élèves des établissements scolaires publics au niveau des lycées publics de la Région	OG 4 Act 413.05	4.4 4.6	Prix lauréat, facilitation d'entrée		MEN/METP/FOP UNESCO, UNICEF, BM
14	Mise en œuvre des activités de sensibilisation (+ porte ouverte par an) et de communication des parents à scolariser les enfants surtout pour les enseignements techniques	OG 4 Act 414.01	4.7	Salon de l'éducation au niveau District		MEN/METP/FOP UNESCO, UNICEF, BM
15	Mise en place des cantines scolaires, sécuriser les trajets, et mettre en place des systèmes de prise en charge pour les indigents	OG 4 Act 414.02		Pour tous les EPP Contribution Région	\$35,000.00 (PRD)	UNESCO, BM, ONN, PAM, FAO

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Eléments de couts	Cout estimatif	Partenaires potentiels
16	Appui et facilitation à la scolarisation des enfants handicapés moteurs	OG 4 Act 414.03		Selon le cas existant Les handicaps différent d'un endroit à l'autre)		UNESCO, UNICEF, OMS HI
17	Facilitation de la scolarisation des enfants handicapés nécessitant des traitements spéciaux	OG 4 Act 414.04		Selon le cas existant		HI
18	renforcement de capacités des enseignants pour prendre en charge des enfants handicapés (chefs-lieux de Région)	OG 4 Act 414.05		2 fois/an/CISCO		MEN/METP/FOP HI
19	Création d'établissements spécialisés pour les enfants handicapés + internat (chefs-lieux de Région)	OG 4 Act 414.06	4.1	Nécessite étude approfondie selon l'handicap 'special'		MEN/METP/FOP HI
20	Formation des enfants et jeunes en dehors du système scolaire classique : alphabétisation, santé (Alphabétisation fonctionnelle à base communautaire)	OG 4 Act 414.07	4.2 4.3			UNESCO, BM, FNUAP
21	Formation des parents d'élèves du primaire et du secondaire [Formation andragogique sur un Programme régional]		4.4 4.6 4.7	2 fois (début trimestre, deuxième trimestre)/an	Identification des besoins par EPP et CEG à faire	UNESCO, BM, FNUAP
22	Responsabilisation des jeunes comme multiplicateurs-animateurs dans l'éducation environnementale et civique hors scolaire et communautaire (formation par pairs éducateurs) : Valorisation de l'éducation civique, environnementale, ... dans le programme scolaire	OG 4 Act 414.08				UNESCO, BM, FNUAP UNICEF ONE OSC (blueventures, CARE, CRS, ...)
23	Campagnes de sensibilisation sur l'eau potable et l'hygiène et contre la défécation à l'air libre	OG 4 Act 431.01		572 FKT via 46 communes		
24	Mise en place ou réhabilitation des réseaux d'approvisionnement et de stockage d'eau potable à Mahajanga I, pour la nouvelle ville (Belobaka), Marovoay (Amboromalandy), Ambatoboeny, Mitsinjo, Soalala	OG 4 Act 431.02		30 CR pour réseau JIRAMA FKT : forage, nombre encore indéterminé	\$1,030,000.00 (PRD)	
25	Installation de périmètres de protection autour des lieux de captage d'eau	OG 4 Act 431.03	6.1 6.2	5 districts (GIRE) Arrêtés communaux		
26	Sensibilisation et accompagnement des communautés pour la recherche de partenariat en adduction d'eau	OG 4 Act 431.04	6.5	46 communes		
27	Mise en place et encadrement des comités de gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau, notamment les points d'eau Mettre en place des comités GIRE (gestion des bassins versants), protection en amont : arrêté communal	OG 4 Act 431.05		Marovoay, Mitsinjo, Mahajanga II, Soalala,		
28	Mise en place de systèmes localement adaptés pour l'évacuation des malades (voiture, bateau, charrette, brancards ...)	OG 4 Act 432.05	3.1 3.2 3.3 3.4 3.7	Ambulance 03, hors-bord 06, charrette 102 et brancards	\$1,290,000.00 (PRD)	MINSANPF DRSPF
29	Appui à la formation de paramédicaux	OG 4 Act 433.01	3.8 3.b 3.c 3.d	Remise à niveau 2 fois/an	Nécessite étude approfondie	MINSANPF Université

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Eléments de couts	Cout estimatif	Partenaires potentiels
30	Appui à la lutte contre les maladies infectieuses telles que le VIH/SIDA, paludisme, tuberculose... Activités trimestrielles	OG 4 Act 433.2		Dépistage Déparasitage Aspersion intra-domiciliaire		MINSANPF DRSPF OSC
31	sensibilisation systématique les AC, COSAN Installation de médecines préventives, infirmeries			Remise à niveau AC 02 fois/an		MINSANPF DRSPF Communes
32	Sensibilisations renforcées sur les comportements sains et les maladies non transmissibles (IEC/CC + témoignage + théâtre + projection film)	OG Act 433.03		Emission Radio/TV 01 fois / semaine		MINSANPF DRSPF ONG
33	Mise en place ou réhabilitation des infrastructures sanitaires pour atteindre les normes et tenir compte de l'accessibilité Recrutement des personnels + intrants Mise en place des croix rouges (médicaments, alimentation) Dotation des matériels de communication (BLU, ...) Facilitation de l'accès à l'opérateur téléphonique	OG 4 Act 432.01		56 CSB II à réhabiliter + logement 46 CSB I à réhabiliter + logement 474 CSB I à construire 02 CHRDR à construire		
34	disponibilité et bonne gestion des intrants et médicaments au niveau des CSB	OG 4 Act 432.03				
35	Modernisation et équipement des formations sanitaires existantes : compléments de salle pour personnel	OG 4 Act 432.02	3.1	102 CSB	Contribution Région (PRD): \$1,290,000.00	
36	Promotion de la mise en place, formalisation et encadrement des dépôts de médicaments	OG 4 Art 432.04	3.2 3.3 3.4	520 dépôts de médicaments		
37	Promotion de l'amélioration de la santé mère - enfant Renforcement des programmes de Santé Maternelle et Infantile	OG Act 433.04	3.5 3.6 3.7 3.8	Mise en place CME/Districts 05		DRSPF
38	Renforcement des sensibilisations en matière de santé reproductive des jeunes Renforcement des programmes SRA, CSAJ	OG 4 Act 433.05	3.9 3.c	Mise en place CSAJ : 46		DRSPF Communes
39	Appui au renforcement de campagne de vaccination + information (Disponibilité chaîne de froid : Cdf)	OG 4 Act 433.07	3.d	Atteindre 04 SSME/an Atteindre 102 Cdf Solaire		
40	Promotion du planning familial à travers des appuis de proximité et à la portée de tous (surtout les adultes) Renforcement du COSAN	OG 4 Act 433.06		Atteindre 520 sites communautaires PF		DRSPF Communes
41	Lutte contre la commercialisation illicite de médicaments contrôle des ventes illicite au niveau communal renforcé	OG 4 Act 434.01				DRSPF Communes Commerce
42	appui et contrôle des dépôts de médicaments	OG 4 Act 434.02	3.1 3.2 3.3 3.4	02 fois/an		DRSPF Communes Commerce
43	contrôles systématiques de l'hygiène et de qualité des denrées alimentaires	OG 4 Act 434.03	3.5 3.6 3.7 3.8 3.b 3.c 3.d	01 fois/semaine (jour de marché)		(BMH, BCH)

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Eléments de couts	Cout estimatif	Partenaires potentiels
44	Incitation, intégration, renforcement et formalisation des contrôles de la pratique de la médecine traditionnelle + renforcement des capacités	OG 4 Act 434.04		liste + encadrement 01 fois/an		DRSPF Communes Commerce
45	Appui et suivi de l'ORN dans la sensibilisation pour une meilleure nutrition	OG 4 Act 435.01	3.1			UNICEF, ORN, OSC (ex. HINA), ONGi
46	Installation de CRENI, CRENA par district et dotation d'intrants (CRENI : Centre de Récupération Nutritionnel Intensif (pour les enfants malnutrition sévère) CRENA : Centre de Récupération Nutritionnel Ambulatoire)	+ Cibles ODD 2.1 2.2	3.2	Mise en place de :		MINSANPF ONN/ORN ONGi
			3.3	05 CRENI		UNICEF
			3.4	46 CRENA		OSC (HINA)
			3.7	572 FKT CHR, CSB		
			3.8	Emission Radio/TV 1/semaine		
			3.b			
47	Appui à la mise en place et opérationnalisation de centres de prise en charge de cas de malnutrition (PECMAM, PECMAS)	OG 4 Act 435.02	3.c 3.d	Mise en place de site de récupération nutritionnelle 520		MINSANPF FNUAP
48	Renforcement de capacités des matrones, AC Motivation des ACN, sensibilisation, participation Mise en place CSU : Redémarrage du GOAD (Ambatoboeny, Marovoay, Mahajanga II et Mahajanga I)			Remise à niveau des matrones 02 fois/an		MINSANPF FNUAP UNICEF OSC, ONGi BIT
49	Appui à la création d'activités génératrices de revenus pour les couches vulnérables et les jeunes Amélioration cadrage, contractualisation, suivi, (en collaboration avec le MINFOP, Commune, OSC)	OG 4 Act 442.04		46 communes		BIT, FNUAP ONGi
50	Sensibilisation et veille sur les droits de l'Homme et la non-discrimination Mettre en place des Centres d'écoute et de Conseil Juridique dans tous les districts (Travailler avec les OSC)	OG 4 Act 451.01		5 districts		UNDP UNFPA OMS OSC
51	Renforcement de la protection de l'enfant - Mettre en place et valoriser les RPE (Réseau de Protection des Enfants)	OG 4 Act 451.03		Mettre en place: 22 CR Valoriser: 24		UNICEF BIT OMS
52	Appui à la lutte contre le mariage des enfants	OG 4 Act 451.04	5.1 5.2			UNICEF FNUAP OMS
53	Inclusion dans le « Dinan' i Boeny Miray Dia » des paragraphes sur la protection des enfants, des jeunes, des femmes et des personnes handicapées Vulgarisation du « Dinan' i Boeny Miray Dia » et sensibilisation	OG 4 Act 451.05	5.3	46 communes		UNICEF FNUAP OMS HI
			5.5 16.2			
54	Promotion de la lutte contre les violences liées au genre (cf. 451.01 CECJ)			5 districts		UNICEF FNUAP OMS OSC
55	Vulgarisation des textes en vigueur sur les violences liées au genre et définition du circuit de prise en charge	OG 4 Act 451.06		46 communes		UNICEF FNUAP OMS
56	Mise en place d'un Plateforme Régional de lutte contre le VBG					UNICEF FNUAP OMS

	Activités	Réf PRD	Cible ODD	Éléments de couts	Cout estimatif	Partenaires potentiels
57	Renforcement et diffusion dans toutes les communes du système de centre d'appel gratuit pour signaler les maltraitements (réseau téléphonique au niveau des communes)	OG 4 Act 452.01		46 communes		FNUAP UNICEF Opérateurs téléphoniques
58	Appui à la mise en place et au fonctionnement des structures d'accueil et de prise en charge (Centre Vonjy) des victimes de maltraitance dans tous les districts	OG 4 Act 452.02	5.1	Mahajanga II (Bekobay)		UNICEF FNUAP
59	Mise en place de services de conseil et d'assistance pour les populations vulnérables au niveau des communes	OG 4 Act 452.03	5.2 5.3	46 communes		UNICEF FNUAP
60	Appui aux formations d'agents communautaires, de volontaires, de paramédicaux, de scouts pour l'accompagnement des victimes de maltraitance	OG 4 Act 452.04	5.5	Communes avec 56 formations en cascade chefs CSB - + 572 x 2 AC		UNICEF FNUAP OMS
61	Plaidoyer pour une facilitation de la perception des pensions et retraites (+ information)	OG 4 Act 453.01		46 communes		CNAPS Trésor
62	Recensement des personnes âgées au niveau de la commune, amélioration de l'IGL : budget pour les personnes vulnérables et négociation avec les acteurs locaux pouvant contribuer dans l'initiative (pharmacie, ...)	OG 4 Act 453.02	5.1	46 communes		
63	Contribution à la vulgarisation des textes relatifs aux droits des personnes handicapées (+ texte de critère de vulnérabilité et recensement des personnes vulnérables) Mise en place d'une école de formation en assistance sociale au niveau régional	OG 4 Act 454. 01	5.2 5.3 5.5	direction de la population + Région, pour les 46 Communes		UNICEF FNUAP OMS
64	Promotion de l'application des normes en matière d'accessibilité pour les personnes en situation d'handicap dans la conception des infrastructures	OG 4 Act 454. 03		tous services publics		UNICEF FNUAP OMS



5.3 Le mécanisme de financement et de suivi

L'objectif de cette section est d'identifier les sources de financement des ODD dans les Régions. Il s'agit de s'inspirer des mécanismes de financement proposés au niveau national et mondial.

Le défi de financement se pose partout dans le monde, mais avec beaucoup d'acuité pour les pays les moins avancés (PMA), tel que Madagascar. En effet, la mise en œuvre des ODD requiert un investissement conséquent dans presque tous les domaines de la vie économique et sociale tels que : paix et la sécurité, la santé et l'éducation, l'agriculture et la nutrition, le développement du secteur privé local et de la protection de l'environnement etc. Le Programme d'Action d'Addis-Abeba sur le financement du développement (PAAA), adopté en juillet 2015 lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, présente un cadre complet de financement visant à favoriser le développement durable et la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le PAAA appelle non seulement à mobiliser davantage de ressources, mais également à créer de nouvelles incitations à canaliser des ressources privées et publiques pour l'avancement des ODD.

5.3.1 Sources de Financement de l'Agenda 2030

Pour relever le défi financier des ODD, la Région Boeny, comme chaque région de Madagascar, devrait trouver comment mobiliser et affecter les ressources financières intérieures. Elle doit aussi veiller / plaider pour une meilleure redistribution des ressources entre le niveau central et les collectivités décentralisées tel que décidé dans la loi «référence lois N° 218-11 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N° 2014-020 du 27 Septembre 2014 relative aux ressources des Collectivités Territoriales Décentralisées ... ».

5.3.2. Financements innovants

Les financements innovants s'appuient sur l'idée d'une plus juste répartition des richesses en faisant contribuer au financement du développement les secteurs les plus mondialisés (secteur privé, secteur financier, transports aériens et maritimes, mécanismes de marché, etc.).

Les sources innovantes de financement (ressources innovantes), plus stables et prévisibles, permettant de lever de nouvelles ressources pour le développement durable (comme les taxes de solidarité, les enchères carbone, les micro-dons, les arrondis sur facture) ; et les mécanismes innovants de financement (dépenses innovantes) permettant, par le biais de partenariats avec le secteur privé notamment, d'optimiser les fonds existants en les décuplant par effet de levier et/ou en les orientant vers des investissements à impact positif sur le développement (comme la Facilité financière internationale pour la vaccination/IFFIm).

5.3.3. Monitoring

Le monitoring de la mise en œuvre des ODD sera réalisé sous le leadership du Chef de la Région / Gouverneur de Région. Celui-ci devra réunir chaque année les acteurs du secteur privé, les acteurs du secteur public, les partenaires techniques et financiers et les acteurs au développement de la Région autour de la question du financement des cibles prioritaires ODD. Deux ateliers peuvent être organisés chaque année à cet effet. Un premier atelier de démarrage des activités où il sera présenté aux acteurs les ambitions de réalisation de cibles prioritaires en termes de projet de développement. Les acteurs vont prendre des engagements en vue de financer les projets qui sont en lien avec leurs domaines de compétence. Un deuxième atelier sera organisé pour faire le bilan de la réalisation, capitaliser les leçons apprises et lancer les bases des activités pour l'année suivante. Une plateforme d'échange entre les acteurs devra être mise en place en vue d'assurer une communication permanente entre les acteurs au développement de la Région.

Conclusion

L'Agenda 2030 constitue une opportunité que doivent saisir les pays / Régions en développement pour parvenir à l'émergence. En tenant compte des leçons apprises lors de la mise en œuvre des OMD, l'approche descendante (top-down) a été préconisée pour parvenir à une mise en œuvre effective des ODD. La réussite de cet agenda dépendra en effet de son degré d'appropriation par les acteurs du développement et de la manière dont chaque région le mettra en œuvre. C'est pour cela que le PNUD Madagascar, dans le cadre du Programme d'Appui à la Décentralisation et la Résilience Communautaire (PA-DRC), se propose d'aider les régions à localiser des Objectifs de Développement Durable (ODD).

A travers un processus largement participatif et inclusif, tous les acteurs au développement de la Région Boeny ont été réunis autour de deux ateliers de localisation des ODD. La localisation des

ODD a consisté à *i)* évaluer le degré d'alignement des documents de planification régionaux sur les ODD, *(ii)* définir pour la Région un ensemble de cibles prioritaires, *(iii)* retenir les paquets d'interventions à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre des ODD dans la Région, et *(iv)* retenir les indicateurs devant servir au suivi des progrès de la mise en œuvre.

Le présent rapport de localisation doit servir de cadre de référence pour la mise en œuvre des ODD dans la Région Boeny aussi bien par les pouvoirs publics que par les partenaires au développement. Ce rapport retrace en effet toutes les actions possibles à entreprendre pour un développement économique, social et environnemental de la Région. Il s'agit d'un document de plaidoyer et de mobilisation des ressources en vue d'un développement durable qui ne laisse personne de côté.



ANNEXES



Annexe 1.

Termes de référence de la mission de localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD)

1. Contexte

Le PNUD a appuyé le Gouvernement de Madagascar dans l'organisation des consultations nationales sur les Objectifs de développement durable (ODD) visant à la priorisation nationale des cibles du Programme 2030.

A l'issue de cet exercice de priorisation, le pays dispose maintenant d'un rapport national de priorisation des cibles ODD avec 64 cibles prioritaires et 85 indicateurs de suivi de la mise en œuvre des ODD et qui lui permet de coordonner les différentes interventions de ses partenaires, à la suite d'un long processus de sensibilisation de portée nationale et régionale, d'alignement des ODD sur les politiques et stratégies nationales et sectorielles, et de mise à disposition d'outils d'analyse basés sur la définition d'approches méthodologiques spécifiques au pays pour la hiérarchisation des cibles.

Résultats de la priorisation nationale des ODD

	Nombre de cibles	Nombre d'indicateurs
Gouvernance	7	10
Economie	13	15
Social	26	39
Capital naturel	14	15
Objectifs Globaux	4	6
TOTAL	64	85

Pour les prochaines étapes, le PNUD entend être un partenaire et un acteur majeur pour appuyer le Gouvernement à mettre en œuvre au niveau local les ODD ou la « localisation des ODD », car c'est au niveau local que des politiques cohérentes peuvent être développées pour relever les multiples défis de la réduction de la pauvreté et du développement durable.

La localisation des ODD constitue pour le PNUD ainsi une nouvelle opportunité de renforcer son programme d'appui à la décentralisation à Madagascar et de promouvoir de nouvelles formes de gouvernance coopérative (multi-niveaux et multi-acteurs) dans une approche intégrée aux niveaux régional et local qui est la pierre angulaire d'une gouvernance efficace favorable à l'égalité d'accès aux services sociaux de base, aux ressources et aux finances au niveau des communautés de base.

Le but de la priorisation locale est de permettre aux parties prenantes régionales et locales de contextualiser les ODD aux réalités dans leurs Régions. D'un point de vue opérationnel, la priorisation locale permettra de mieux focaliser les ressources – financières, humaines, techniques, etc. – sur un groupe restreint des cibles dont leur réalisation représente le paquet minimum des résultats des ODD mise en œuvre dans les Régions et contribuera à l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. La priorisation est également importante à la lumière : *i)* de la capacité de mise en œuvre des politiques et programmes au niveau décentralisé de l'administration et d'autres acteurs concernés ; et *ii)* du défi que son suivi et évaluation impose au système de statistique régionale.

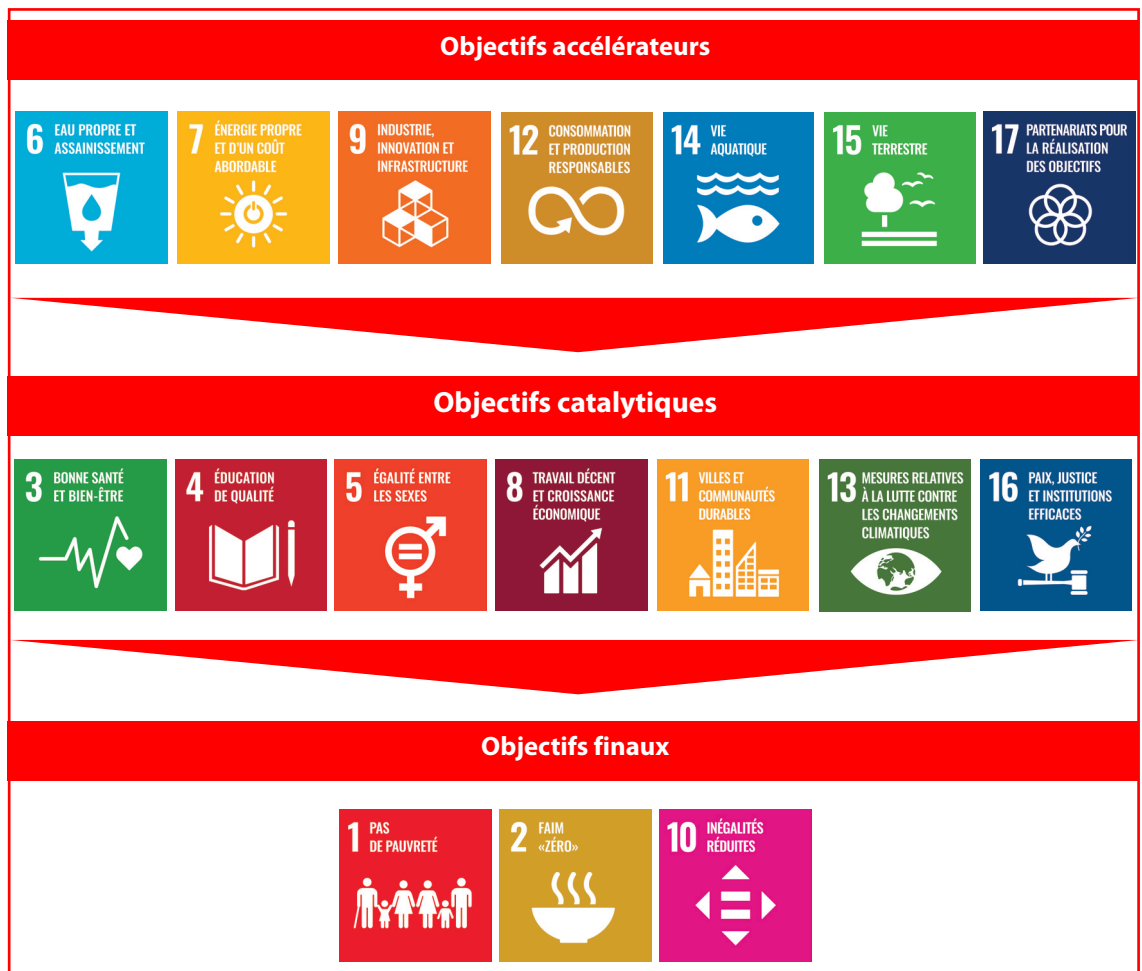


2. Objectifs de la priorisation locale

L'objectif est d'identifier et de prioriser les interventions stratégiques, les goulots d'étranglement, les solutions d'accélération, et d'aider à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des actions pour l'atteinte des cibles prioritées au niveau des Régions pour l'atteinte des ODD.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Déterminer la pertinence actuelle des ODD par rapport au contexte régional/local
- Identifier les interconnexions entre les 64 cibles prioritées au niveau national et les domaines des ODD au niveau régional/local en vue d'une coordination multisectorielle potentielle
- Faire le matching des priorités stratégiques contenues dans les plans/stratégies régionaux avec les 64 cibles prioritées des ODD comme préalable à l'identification des paquets d'intervention dans les Régions
- Identifier et investir dans des **objectifs « catalyseurs »**, qui mobilisent d'une part le plus de cibles des autres ODD pour leur réalisation favorisant ainsi un effet induit pour la réalisation de ces objectifs, et d'autre part, ont une capacité à fortement impacter la réalisation d'autres objectifs – domaines d'intervention avec effets multiplicateurs (ODD 3, ODD 4, ODD 5, ODD 8, ODD 11, ODD 13 et ODD 16).
- Assurer l'appropriation institutionnelle au niveau décentralisé des cibles prioritées locales (équilibre entre interventions sectorielles et intersectorielles au niveau local)



3. Démarches méthodologiques

La démarche méthodologique de la priorisation locale des ODD doit être participative et permettre d'obtenir le consensus des parties prenantes impliquées autour des différents outputs attendus.

A cet effet, elle est axée sur les phases suivantes :

Phase 1 : Cadrage de l'intervention avec le PNUD et le Partenaire national de mise en œuvre

Les acteurs clés à impliquer dans le processus et les besoins en concertation dans les 10 Régions sont identifiés dans cette première phase

Phase 2 : Lancement du processus de localisation des ODD

A. Atelier d'information et de dialogue avec les principaux acteurs et formation d'une équipe de facilitateurs (cadres des ministères et techniciens en charge de la localisation des ODD) sur la démarche d'intégration des ODD dans la planification locale

- Les pools de facilitateurs sont informés sur le cadre de l'Agenda 2030, les ODD et cibles prioritaires du pays
- Les facilitateurs appréhendent la dimension intégrative des ODD (liens et effets) dans le contexte de Madagascar
- Des critères de priorisation/contextualisation des ODD sont définis, en s'inspirant des modèles et outils existants et validés.
- Les bases des systèmes régionaux d'accompagnement sont établies
- Les leaders des régions et les cadres des ministères d'appui connaissent les enjeux du processus et s'engagent à assurer la maîtrise d'ouvrage de la localisation des ODD
- Les séquences du processus, les mécanismes de concertation régionale et les rôles des parties prenantes sont validés
- Les entités territoriales représentatives de la diversité de chaque région sont identifiées

B. Analyse des besoins des populations et collecte des données sur les indicateurs des cibles prioritaires et les bonnes pratiques

- Le niveau de prise en compte des ODD dans les plans régionaux existants est évalué
- Les principaux besoins des différents groupes d'acteurs et entités géographiques des régions sont analysés
- Les données sur les indicateurs des cibles prises en compte par les plans régionaux de développement sont collectées

Phase 3 : Exercice de priorisation des cibles des ODD et de cartographie des sources de données pour le suivi des progrès

C. Ateliers de priorisation des cibles des ODD par région réalisés

- Les cibles prioritaires des ODD et les mesures pertinentes pour les atteindre sont identifiées avec les leaders des régions, les cadres des ministères et les techniciens formés

D. Réaliser une analyse croisée entre les besoins recueillis lors des diagnostics participatifs et les cibles prioritaires identifiées

- Les convergences, les spécificités locales et les points de tensions potentielles sont identifiées
- Les bonnes pratiques dans la satisfaction inclusive des besoins des populations et les capacités de maîtrise d'ouvrage sont analysées
- Les mesures appropriées pour atteindre les cibles et les moyens de mise en œuvre sont identifiés

E. Mapping des sources de données pour les indicateurs de suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD dans les 10 régions

- Les indicateurs de suivi des progrès réalisés sont identifiés
- Les sources et systèmes de collecte de données existants sont décrits
- Des propositions pour le suivi des progrès réalisées sont formulées

F. Rédaction des rapports de priorisation pour chacune des 10 régions

- Les recommandations pour la consolidation et la pérennisation du leadership régional et local pour l'ancrage des ODD sont formulées ;

G. Atelier d'identification des paquets d'interventions prioritaires en cohérence avec les cibles régionales prioritaires

- Les cibles prioritaires au niveau de chaque région sont validées
- Les paquets d'interventions prioritaires dans chaque Région sont identifiés en cohérence avec les cibles régionales prioritaires.



Annexe 2.

Méthodologie de réalisation de l'alignement des stratégies de développement régional aux ODD

1. L'alignement comme préalable

L'alignement est une étape préalable indispensable pour réussir la priorisation. Il a pour objectif d'apprécier le degré de prise en compte / intégration des 64 cibles prioritaires au niveau national par rapport aux documents et stratégies régionales / locales. L'intérêt de cet exercice est d'avoir un aperçu global des cibles qui n'ont pas suffisamment été intégrés dans les plans et stratégies régionaux ou locaux de développement.

La sélection des cibles à prioriser dans une région sur la base de la liste des 64 cibles prioritaires au niveau national repose sur la logique suivante. La mise en œuvre d'un plan de développement durable dans une région donnée doit contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de développement durable. A ce titre, le plan régional doit d'une part correspondre à une déclinaison régionale de la stratégie nationale, et d'autre part reprendre à son compte la mise en œuvre dans la Région de toute politique sectorielle. Ainsi, les cibles prioritaires au niveau d'une Région doivent faire partie de celles prioritaires au niveau national. En d'autres termes, les cibles non prioritaires dans la Région doivent être celles qui concernent exclusivement les autres Régions ou dont l'atteinte relève de la prérogative du pouvoir central uniquement.

L'outil d'Analyse Rapide Intégrée ou Rapid Integrated Assessment (RIA¹), un des outils de la MAPS (Mainstreamings Accelerating and Policy Support) a été utilisé à cet effet.

2. Bref aperçu de l'Analyse Rapide Intégrée (RIA)

Le RIA permet d'évaluer le niveau d'alignement des documents de stratégies de développement sur les Objectifs de Développement Durable. L'analyse cherche à réaliser une cartographie des liens entre les objectifs, les politiques et les stratégies de développements régionales et les cibles ODD. L'outil RIA se base sur deux matrices appelées RIA1 et RIA2.

Le RIA 1 (voir figure 1) est une résultante de RIA 2. Il reprend en ligne les domaines/objectifs stratégiques essentiels tels qu'identifiés dans les principaux documents de planification régionale et en colonne les différentes cibles ODD. Chaque cellule Cij de la matrice indique une intersection entre le domaine (en ligne i) et la cible (en colonne j). La présence dans la cellule Cij d'une référence (un X indicé) justifie la prise en compte de la cible correspondante dans les actions de mise en œuvre du domaine/objectif stratégique précis.

¹ Cet outil est développé par le Bureau d'Appui aux Politiques et Programmes du PNUD (BPPS)

En plus des références dans les cellules, certaines lignes / colonnes du RIA 1 sont colorées. La couleur orange indique les cibles ODD dont la mise en œuvre n'est programmée dans aucun document de planification de la Région ; de fait, aucune référence (un X indicé) n'est donc présente sur la colonne représentée par ces cibles. La couleur verte indique le manque de cohérence dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques. La réalisation d'un objectif stratégique donné (en ligne) nécessite en outre la mise en œuvre de plusieurs cibles ODD. Lorsqu'aucun programme / projet n'est programmé pour la mise en œuvre de certaines cibles ODD indispensables à l'atteinte d'un objectif stratégique, les parties correspondantes sont colorées en vert.

Le RIA 2 (voir figure 2) est une matrice de renseignement du niveau d'intégration des cibles dans les politiques ou stratégies nationales / régionales. Elle reprend en ligne les différentes cibles ODD puis en colonne, les éléments ci-après :

- Les domaines nationaux/régionaux prioritaires tels que répertoriés dans les principaux documents de planification ;
- La stratégie/projet/programme nationale de développement relative à chaque domaine abordant les questions correspondantes à une cible donnée ;
- Les indicateurs nationaux retenus pour les cibles spécifiques ;
- Les institutions responsables de la mise en œuvre ;
- Les commentaires pertinents concernant le secteur et/ou la cible prioritaire dans le document de politique.

Figure 2 : le RIA 2

ODD/Cibles	Encodage		Domaine / Secteur tel qu'identifié dans les principaux documents de planification	Stratégie nationale de développement. Identifier l'Objectif/Cible la plus proche présentée dans le document abordant les questions correspondant à un ODD cible	Identifier les indicateurs nationaux pour les cibles spécifiques	Stratégie sectorielle de développement. Identifier l'Objectif/Cible la plus proche présentée dans le document abordant les questions correspondant à un ODD cible	Identifier les indicateurs sectoriels pour les cibles spécifiques	Institution responsable de la mise en œuvre de la cible (Ministères de tutelle)	Autre commentaire pertinent concernant ce secteur cible prioritaire dans les stratégies de développement ?
1.1. D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 US dollar par jour)	11	1	Genre et groupe vulnérable	DSCR P ₁₁₃ Améliorer l'autonomisation des femmes, particulièrement en ce qui concerne les capacités économiques	Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole, Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire, Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur			Plan, Finances, Economie, Budget, Genre, Emploi, Affaires sociales	
	11	2	Gouvernance économique	DSCR P ₁₁₃ Assurer un taux de croissance réel moyen du PIB de 7,2% par an sur la période pour réduire la pauvreté.					

Annexe 3.

Méthodologie de réalisation de la priorisation au niveau régional / local

La priorisation des ODD au niveau local a été principalement basée sur l'appréciation de critères bien définis suivi d'une concertation / analyse discursive entre les différents acteurs du développement ; une analyse discursive basée sur le fait que la cible ait un lien avec un enjeu régional.

Les cibles ont été dans un premier temps appréciées à travers trois différents filtres que sont :

- Pour le filtre 1, il s'agit d'évaluer « le niveau d'alignement/intégration de la cible » ou la prise en compte ou non de la cible dans le PRD ou autres politiques et stratégies sectorielles disponibles dans la Région. Mais aussi de capter la nature multidimensionnelle de la cible et son effet transformationnel et catalyseur.
- Pour le filtre 2, il s'agit d'évaluer « la pertinence de la cible pour la Région » ou la mise en œuvre de la cible par la Région par rapport à son niveau de compétence d'après les textes, d'identifier son avantage comparatif et/ou le potentiel existant pour l'atteinte de cible par rapport à d'autres Régions et aussi de chercher à savoir si l'atteinte de la cible est un enjeu et/ou une priorité pour la Région.
- Pour le filtre 3, il s'agit d'évaluer « la qualité statistique des indicateurs de mesure disponibles au niveau de la Région pour le suivi de la mise en œuvre de la cible » et de voir si la cible peut être suivie dans sa mise en œuvre par des indicateurs de mesure disponibles au niveau de la Région (indicateurs qui peuvent être renseignés par des données administratives ou par le SRISE). Si la cible ne dispose pas encore d'indicateurs de mesure, voire si ces indicateurs peuvent être obtenus à un coût supportable par la Région.

Les critères d'appréciation des cibles à travers chacun des filtres sont présentés dans le tableau suivant :

Niveau de Filtre	Critère de priorisation locale des cibles ODD
Filtre 1	1. Cible prise en compte dans le PRD et/ou dans les autres documents de politique sectoriels régionaux)
	2. Cible « catalyseur » qui mobilise le plus de cibles venant des autres ODD pour son atteinte ou qui a un « impact direct » dans l'amélioration des conditions sociales de base et/ou dans le relèvement du niveau de vie dans la région
	3. Cible contribuant à au moins deux dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale) dans la région
Filtre 2	4. Cible dont l'atteinte relève de la compétence de la région selon les textes
	5. Cible dont les avantages comparatifs ou les potentiels existants dans la région vont servir de levier pour son atteinte.
	6. Cible correspondant à des priorités intrinsèques pour la région
Filtre 3 (non exclusif/lié à la mise en œuvre de la cible)	7. Renseigner les indicateurs de mesure disponibles pour une cible au niveau régional en tenant compte des indicateurs fixés au niveau national et de leur désagrégation au niveau local de la cible
	8. Donner des recommandations pour l'amélioration de la qualité des données et du SRISE pour le besoin du suivi des ODD

A chaque critère de priorisation au niveau de chaque filtre est adjoint un niveau d'appréciation décliné en 3 niveaux (haute, moyenne, faible) et dont la consolidation des niveaux pour l'ensemble des 3 filtres permet d'avoir un niveau d'appréciation finale si la cible est retenue comme prioritaire ou non.

A cet effet, une matrice de priorisation régionale/locale des ODD a été élaborée pour la consolidation finale ayant en colonne les ODD et cibles, les critères dans chaque filtre et le niveau d'appréciation et la décision finale. Chaque niveau d'appréciation au niveau de chaque critère fait l'objet d'une justification objective et être documenté pour assurer l'objectivité de la démarche méthodologique.

Travaux de priorisation proprement dits

Quatre groupes thématiques autour des ODD ont été constitués afin de procéder à une évaluation du niveau d'alignement entre le cadre local de planification existant et les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'une part et pour le processus de priorisation d'autre part.

Il s'agit des groupes thématiques respectivement : Social, Economique (Prosperité), Environnement et Institutionnel.

Répartition en 4 Groupes de travail :

- Développement du capital humain (Acteurs des secteurs en lien avec les ODD 1, 2, 3, 4, 5 et 6)
- Promotion d'une croissance forte, inclusive et durable (Acteurs des secteurs en lien avec les ODD 7, 8, 9, 10 et 11)
- Environnement et cadre de vie (Acteurs des secteurs en lien avec les ODD 12, 13, 14 et 15)
- Paix, Institutions et Gouvernance (Acteurs des secteurs en lien avec ODD 16)

Chaque équipe de facilitateurs dans chaque Région s'est mise au travail selon les critères et méthodes développés au cours de l'atelier de renforcement de capacité pour la finalisation de la priorisation des cibles ODD avec les acteurs de développement au niveau local ; ces acteurs étant répartis dans les quatre groupes. Dans chaque groupe de travail, la démarche pratique d'utilisation des filtres est décrite ainsi qu'il suit :

1. Démarche pratique d'utilisation du Filtre 1

Identification des cibles ayant un enjeu local ou critère 1

Un document de développement d'une région (PRD, SRAT, etc.) est a priori décliné en différents axes stratégiques, qui eux-mêmes sont ventilés par objectifs, constitués chacun d'activités.

L'identification des cibles ayant un enjeu local a été réalisée par une lecture minutieuse de chacune de ces activités, ligne par ligne par le groupe de travail dans tout document disponible sur le développement de la Région. Le but est d'identifier la ou les cibles, qui peuvent être atteintes par la mise en œuvre de l'activité, ou encore, dont la mise en œuvre de l'activité requiert la prise en considération de la ou les cibles. Ceci permet donc d'identifier toutes les cibles priorisées au niveau national qui sont en même temps citées en référence dans tous les documents de développement de la Région. Ce qui nous indique l'ensemble des cibles qui remplissent le 1er critère.

Première appréciation d'une cible

Pour ce qui est de l'appréciation, pour le filtre 1, elle se fait en fonction de la vérification de deux critères, le 2ème et le 3ème.

Pour le critère 2 : il s'agit de voir quelles sont les cibles ayant un effet « catalyseur », c'est-à-dire dont les ODD correspondants (3, 4, 5, 8, 11, 13, 16) sont influencés d'une part par l'atteinte d'un ODD du groupe dit des accélérateurs (ODD 6, 7, 9, 12, 14, 15, 17), et qui ont aussi un impact sur un autre groupe d'ODD (les Objectifs finaux comme 1, 2 et 10).

Il en sera de même de ceux qui ont un impact direct dans l'amélioration des conditions sociales de base et ou dans le relèvement du niveau de vie dans la Région. Dès lors que l'une de ces deux assertions est vérifiée alors on dira que le critère 2 est répondu positivement (par oui), autrement la réponse est non, ou négativement.



Toutefois, il se pourrait qu'il y ait des cas où une cible n'est pas prise en compte dans le PRD et tout autre document de développement de la Région, alors qu'elle est hautement appréciée pour les deux autres critères du Filtre 1 (2ème et 3ème critère), alors il faudrait continuer la démarche en cascade et évaluer l'appréciation de la cible à travers les 3 autres critères du Filtre 2. A l'issue de cela, le résultat final pour la décision de prioriser la cible dépendra de la réflexion discursive au sein du Groupe par rapport au résultat de l'appréciation de chacune des 2 filtres.

En d'autres termes, dès que l'une de ces deux assertions citées précédemment est vérifiée alors le critère 2 est considéré comme rempli.

Pour le critère 3, il sera considéré comme rempli pour les cibles contribuant à l'atteinte de deux dimensions différentes du développement durable (économie, sociale et environnementale), et non autrement. Les cibles qui contribuent à l'atteinte d'au moins deux dimensions (dont la leur) sont les suivantes :

- De la gouvernance : 16.2, 16.5, 16.6, 16.7 ;
- De l'économie : 8.2, 8.3, 8.9, 9.1, 9.3, 10.2 ;
- Du sociale : 1.3, 2.1, 2.3, 2.4, 3.3, 4.7, 5.1, 5.3 ;
- Du capital naturel : 1.5, 12.2, 12.8 ;

Ces cibles agissent sur au moins une autre (qui comme elles sont déjà priorisées au niveau national) se trouvant dans une dimension autre que la leur, soit en étant un input de la cible impactée, soit en ayant un effet d'entraînement ou multiplicateur sur celle-ci (voir le tableau ci-dessous).

Cibles	Cibles impactées	Type de lien
4.7	8.3	Input
6.1	11.1	
6.2	11.1	
6.5	11.3	
8.2	2.3	
8.7	5.2	
9.3	8.3	
1.3	11.2	Effet multiplicateur
2.1	11.2	
2.3	11.1 ; 11.2	
3.3	11.1	
5.1	10.2	
5.3	10.2	
8.3	4.4	
8.9	11.4	
9.1	11.2	
10.2	4.5	
10.3	4.3	
12.2	11.1	
12.8	4.7	
1.5	13.1 ; 13.2	Effet d'entraînement
2.1	13.1 ; 13.2	
2.4	13.1 ; 13.2	
16.2	5.1	
16.5	10.2	
16.6	10.2	
16.7	10.2	



Finalement, en fonction des réponses, l'appréciation d'une cible doit être faite selon les exemples dans le tableau ci-après.

Liste des cibles	Critère 1	Critère 2	Critère 3	Appréciation 1
Cible i	Oui	Oui	Oui	Haute
Cible j	Oui	Oui	Non	Moyenne
Cible k	Oui	Non	Oui	Moyenne
Cible l	Oui	Non	Non	Faible
Cible m	Non	Non	Non	Faible
Cible n	Non	Oui	Oui	Haute (mais analyse discursive par rapport au résultat du Filtre 2)

2. Démarche pratique d'utilisation du Filtre 2

Après le premier filtre ou première grille d'appréciation d'une cible priorisée au niveau national et ayant un lien avec un enjeu de développement local, une deuxième appréciation doit être faite. Elle se réfère au filtre 2. Elle sera faite à la lumière de la vérification des conditions suivantes appelées critères 4, 5, et 6 :

- L'atteinte de la cible relève-t-elle de la compétence de la Région selon les textes ? (réponse oui ou non) ;
- Existe-t-il au moins une potentialité dans la Région qui sert de levier pour l'atteinte de la cible, ou la Région possède-t-elle un avantage comparatif (performance en matière de mise en œuvre) qui permet l'atteinte de la cible (réponse oui ou non) ;
- Est-ce que la cible correspond à un enjeu ou une priorité régionale (réponse oui ou non).

L'idée est qu'une cible retenue au critère 1 de lien avec un enjeu de la Région et qui répond positivement à chacune des trois conditions sur l'applicabilité par la Région du programme ou mesure correspondant à son atteinte, doit être hautement appréciée. Si une seulement des trois conditions n'est pas remplie alors l'appréciation sera moyenne. Par contre, dès que deux conditions au moins ne sont pas remplies alors l'appréciation doit être faible.

Le tableau suivant récapitule les cas possibles sur l'appréciation de la cible.

Liste des cibles	Critère 1	Critère 4	Critère 5	Critère 6	Appréciation 2
Cible i	Oui	Oui	Oui	Oui	Haute
Cible j	Oui	Oui	Oui	Non	Moyenne
Cible k	Oui	Oui	Non	Oui	Moyenne
Cible l	Oui	Non	Oui	Oui	Moyenne
Cible m	Oui	Non	Non	Oui	Faible
Cible n	Oui	Non	Oui	Non	Faible
Cible o	Oui	Oui	Non	Non	Faible
Cible p	Oui	Non	Non	Non	Faible
Cible q	Non/Appréciation Haute	Oui	Oui	Oui	Haute (ex : cible 1.5 et cible 16.9)
Cible r	Non/Appréciation Haute	Oui	Non	Oui	Moyenne
Cible s	Non/Appréciation Haute	Oui	Oui	Non	Moyenne
Cible t	Non/Appréciation Haute	Non	Oui	Oui	Faible
Cible u	Non/Appréciation Haute	Non	Non	Non	Faible

3. Démarche d'utilisation du Filtre 3

Sur la base du principe appliqué pour la première et la deuxième appréciation de chaque cible priorisée au niveau national, et qui se trouve avoir un lien avec un enjeu régional (comme l'atteste un document de développement de la Région), une troisième appréciation peut être aussi faite. Elle se réfère pour la cible à l'existence ou non d'un indicateur de source locale, et d'une désagrégation régionale d'un indicateur mesuré au niveau national. L'intérêt de l'existence d'un tel indicateur est que celui-ci aide pour le suivi de la mise en œuvre du programme permettant l'atteinte de la cible. Néanmoins, l'inexistence d'un tel indicateur ne doit pas remettre en cause la pertinence d'une cible.

4. Fixation des cibles priorisées au niveau régional

La sélection définitive des cibles priorisées au niveau de la Région doit se faire sur la base des appréciations faite à chaque cible ayant un lien avec un enjeu local de développement, en l'occurrence des appréciations faites aux filtres 1 et 2.

Une cible hautement appréciée aussi bien au filtre 1 et au filtre 2 doit être en priorité retenue pour la Région pour son programme de développement durable. Elle fera partie d'une première catégorie des cibles retenues. Ensuite, une cible hautement appréciée à l'un des deux premiers filtres et moyennement appréciée à l'autre sera priorisée dans un deuxième lieu. Il s'agit là de la deuxième catégorie des cibles retenues. Avec le même principe, une cible moyenne appréciée à chacun des deux filtres fera partie de troisième catégorie des cibles priorisées.

Au besoin une quatrième cible à retenir peut être constituée. Il s'agira de cibles qui sont hautement appréciées à l'une des filtres 1 et 2, et faiblement appréciées pour l'autre.

Mais la décision finale entre ces 4 catégories de cibles doit se baser sur une acceptation issue d'une réflexion discursive dans le Groupe en tenant compte des problématiques de la Région, des enjeux nationaux des ODD. En revanche, dès lors que la cible est faiblement appréciée à chacun des deux filtres alors elle doit être exclue des cibles priorisées dans la Région.

Liste des cibles	Filtre 1	Filtre 2	Décision finale
La décision finale doit se baser sur une acceptation issue d'une réflexion discursive dans le Groupe			
Cible i	Haute	Haute	Cible retenue
Cible j	Haute	Moyenne	Cible retenue
Cible k	Moyenne	Haute	Cible retenue
Cible l	Moyenne	Moyenne	Cible retenue sous contraintes (Priorités intrinsèques et/ou Problématiques de la région)
Cible m	Faible	Haute	Cible retenue sous contraintes (Priorités intrinsèques et/ou Problématiques de la région)
Cible n	Haute	Faible	Cible non retenue
Cible o	Moyenne	Faible	Cible non retenue
Cible p	Faible	Moyenne	Cible non retenue
Cible q	Faible	Faible	Cible non retenue



Annexe 4.

Méthodologie de constitution des paquets intégrés de cibles et d'interventions

GUIDE METHODOLOGIQUE D'IDENTIFICATION DU PACKAGE D'INTERVENTION

1. Contexte

Les Objectifs de Développement Durables (ODD) et leurs cibles sont interdépendants. Leurs mises en œuvre exigent de briser les cloisonnements entre les secteurs, d'établir des partenariats multipartites et d'adopter des approches pangouvernementales en vue de bénéficier de leurs effets multiplicateurs. Ainsi, des actions concertées incluant plusieurs secteurs sont fortement recommandées pour accélérer les progrès vers l'atteinte des objectifs. C'est dans ce cadre que le PNUD Madagascar a initié la présente méthodologie qui permettra in fine de définir les packages d'interventions intégrés qui adressent les préoccupations de plusieurs cibles interdépendantes. La méthodologie appliquée pour la définition des paquets intégrés d'interventions s'appuie sur celle proposée par Fall & Kamwendo (2017, UNDP) basée sur une analyse input/output des ODD à travers leurs cibles.

L'analyse croisée des liens entre les différentes cibles des objectifs permet de mettre en relief la dimension multifactorielle d'un objectif. Ainsi, on peut montrer la puissance de l'effet multiplicateur d'un objectif à travers sa capacité à impacter la réalisation d'autres objectifs, mais aussi sa capacité à impliquer la mobilisation de cibles d'autres objectifs pour son atteinte. Aussi, l'analyse qualitative « input-output » permet de mettre en exergue les objectifs qui, d'une part, mobilisent le plus de cibles des autres objectifs pour leur réalisation favorisant ainsi par un effet induit pour la réalisation de ces objectifs, et d'autre part, ont un impact élevé sur le plus de cibles des autres objectifs.

2. Concepts et définitions

Un package d'interventions intégrés est un ensemble constitué d'une part d'un paquet de cibles intégrées (qui entretiennent entre elles des liens d'interdépendances /effets d'entraînement) et d'autre part des projets /programmes qui adressent les préoccupations de l'ensemble de ces cibles.

3. Objectifs

L'objectif du processus d'identification des packages d'interventions est de se baser sur les liens d'interrelations entre les cibles ODD prioritaires en vue de les regrouper en des paquets de cibles intégrées assorties des interventions pertinentes pour leur mise en œuvre.

L'application des résultats de cette analyse input/output a consisté à :

- i. identifier parmi les cibles prioritaires d'une région, celles qui sont accélératrices au regard de l'analyse "input-output" en contextualisant au mieux l'identificateur des cibles accélératrices par région.
- ii. identifier pour chacune des cibles accélératrices des inputs et des outputs parmi le reste des cibles prioritaires de la Région. Le groupe de cibles constitué d'une cible accélératrice, de ses inputs et de ses outputs constitue un paquet de cibles interdépendantes.
- iii. pour chaque paquet de cibles interdépendantes, identifier : a) les goulots / obstacles à la mise en œuvre des paquets dans la Région (analyse diagnostique de la problématique), b) les interventions /projets d'investissement à mettre en œuvre pour réaliser le paquet, c) les coûts estimatifs de ces interventions, d) les délais pour la réalisation et f) hiérarchiser les interventions.



A cet effet, les tâches suivantes seront réalisées :

- Regrouper les cibles prioritaires en des paquets de cibles intégrées ;
- Hiérarchiser les paquets de cibles intégrées selon leur degré d'importance pour la Région ;
- Pour chaque paquet de cibles intégrées:
 - Identifier les goulots / obstacles à sa mise en œuvre ;
 - Identifier les solutions pour la résolution des goulots ;
 - Définir pour chaque solution les mesures, actions, investissements à entreprendre ;
 - Estimer les coûts de chaque intervention ;
 - Estimer les délais pour la réalisation de chaque intervention ;
 - Hiérarchiser les interventions ;

4. Approche méthodologique

L'analyse « input » relie certains objectifs (et leurs cibles) à d'autres objectifs (et leurs cibles) comme conditionnelle à leur réalisation tandis que l'analyse « output » considère l'impact de la réalisation de certains objectifs sur d'autres objectifs. Cette analyse permet d'identifier les effets multiplicateurs des ODD qui sont au cœur de l'Agenda 2030.

Trois catégories d'objectifs émergent de cette analyse : (i) catégorie 1 : les objectifs « catalyseurs » qui contribuent fortement à la réussite d'autres objectifs à travers les liens de leurs cibles comme input à d'autres cibles ; (ii) les objectifs « accélérateurs » qui reçoivent le plus d'influx (input) des objectifs de la catégorie 1 et ont un impact sur l'atteinte d'autres ODD avec un grand effet multiplicateur; (iii) les objectifs « de finalités » qui seront finalement atteints principalement par le biais de la réalisation des cibles des autres objectifs. Le processus d'identification des packages d'interventions se déroulera en quatre étapes qui sont :

Etape 1 : Constitution des paquets de cibles intégrées

La constitution des paquets de cibles intégrées sera réalisée avec l'analyse input/output développée par El Hadji Fall (UNDP) et Eunice Kamwendo (UNDP). Il faudra dans un premier temps (i) identifier parmi les cibles prioritaires d'une région, celles qui sont catalyseurs au regard de l'analyse "input-output" développée. Ensuite il faudra (ii) identifier pour chacune des cibles catalyseurs des inputs et des outputs parmi le reste des cibles prioritaires de la Région. Le groupe de cibles constitué d'une cible catalyseur, de ses inputs et de ses outputs constitue un paquet de cibles interdépendants. Pour finir, (iii) il faudra regrouper certains paquets de cibles au regard des liens d'interdépendances entre leurs cibles catalyseurs ; on s'inspire dans ce cas de la théorie input / output tout en tenant compte des réalités / spécificités de la Région d'étude.

A cette étape, l'équipe de travail hiérarchisera / priorisera les paquets de cibles intégrées au regard de leurs importances pour la Région. Une première hiérarchisation / priorisation sera réalisée par tous les participants à la réunion au regard de l'acuité de la problématique que pose le paquet de cibles pour la Région. La hiérarchisation des paquets sera finalisée /validée par l'ensemble des participants à la séance plénière de présentation des travaux des groupes de travail ; il faut donc consacrer suffisamment de temps à cette séance de présentation en plénière des résultats des groupes de travail.

Etape 2 : Identification des goulots et proposition de solutions

Pour chaque paquet de cibles intégrées, l'équipe de travail aura à identifier la problématique de développement. Il s'agit d'identifier les goulots / obstacles à la mise en œuvre des packages dans la Région. Une analyse diagnostique de la problématique de développement qu'incarne le paquet de cibles sera réalisée. Cette analyse diagnostique devra être le plus contextualisé possible ; elle doit être soutenue par les statistiques et ou les faits stylisés (faits marquants et caractéristiques de la Région). A partir de l'analyse diagnostique, l'équipe de travail procédera à la définition des approches de solution.

Etape 3 : Identification des interventions à mettre en œuvre

La troisième étape du processus d'identification des packages d'interventions sera consacrée à l'identification des interventions /projets d'investissement à mettre en œuvre pour réaliser les paquets de cibles intégrées. Pour chaque paquet de cibles intégrées, et au regard de l'analyse diagnostic et des

solutions, l'équipe de travail aura à proposer les projets /programmes assorties d'activités principales à réaliser. Les projets / programmes ne doivent pas être spécifiques à une cible donnée ; ils doivent permettre de matérialiser les liens d'interactions entre les cibles du paquet en vue de capitaliser leur effet d'entraînement. Il faut absolument tenir compte de liens entre les cibles du paquet lors de la définition des activités de chaque intervention. Il y a une question importante à se poser à chaque fois : quelle est la cible à toucher / mettre en œuvre pour impacter positivement le plus grand nombre de cibles du paquet ? Une seconde question à se poser est la suivante : quelles sont les actions / activités à programmer pour la présente intervention pour tenir compte des liens entre les autres cibles du paquet ? Ensuite pour chaque intervention / projet, l'équipe de travail va définir le délai de mise en œuvre et les coûts estimatif par année. Il s'agit de réaliser le costing de la mise en œuvre de chaque paquet de cibles intégrées.

Etape 4 : Hiérarchisation des interventions

L'équipe de travail procédera enfin à la hiérarchisation des interventions au sein de chaque paquet de cibles intégrées. Cette hiérarchisation consiste à identifier les interventions /cibles ODD sur lesquelles il faudra agir pour avoir le plus d'impact positif sur les autres cibles du paquet. On se posera la question suivante : qu'est ce qu'il faut toucher / bouger pour faire évoluer de façon positive la majorité des cibles sinon l'ensemble du paquet. Enfin, le résultat des travaux d'identifications des packages d'interventions est présenté dans le tableau ci-après.

ODD/Cibles	Encodage		Domaine / Secteur tel qu'identifié dans les principaux documents de planification	Stratégie nationale de développement. Identifier l'Objectif/Cible la plus proche présentée dans le document abordant les questions correspondant à un ODD cible	Identifier les indicateurs nationaux pour les cibles spécifiques	Stratégie sectorielle de développement. Identifier l'Objectif/Cible la plus proche présentée dans le document abordant les questions correspondant à un ODD cible	Identifier les indicateurs sectoriels pour les cibles spécifiques	Institution responsable de la mise en œuvre de la cible (Ministères de tutelle)	Autre commentaire pertinent concernant ce secteur cible prioritaire dans les stratégies de développement ?
1.1. D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 US dollar par jour)	11	1	Genre et groupe vulnérable	DSCR P ₁₁₂ Améliorer l'autonomisation des femmes, particulièrement en ce qui concerne les capacités économiques	Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole, Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire, Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur			Plan, Finances, Economie, Budget, Genre, Emploi, Affaires sociales	
	11	2	Gouvernance économique	DSCR P ₁₁₂ Assurer un taux de croissance réel moyen du PIB de 7,2% par an sur la période pour réduire la pauvreté.					

5. Conclusion

Le processus d'identification des packages d'interventions a pour finalité de mettre en place un plan d'actions de mise en œuvre des ODD pour la Région. Ce plan d'action sera actualisé à chaque évaluation à mi-parcours des ODD. Il s'agira d'un document stratégique de mobilisation financière pour la mise en œuvre des ODD dans la Région.

La mise en œuvre des ODD sera réalisée sous le leadership du Chef de la Région / Gouverneur de Région. Celui-ci devra réunir chaque année les acteurs du secteur privé, les acteurs du secteur public, les partenaires techniques et financiers et les acteurs au développement de sa Région autour de la question du financement des cibles prioritaires ODD de la Région. Deux ateliers de suivi du plan d'action de mise en œuvre des ODD peuvent être organisés chaque année à cet effet. Un premier atelier de démarrage des activités au cours duquel il sera présenté aux acteurs les ambitions de réalisation des cibles prioritaires en termes de projet de développement. Les acteurs seront appelés à prendre des engagements en vue de financer les projets qui sont en lien avec leurs domaines de compétence. Un deuxième atelier sera organisé pour faire le bilan de la réalisation, capitaliser les leçons apprises et lancer les bases des activités pour l'année suivante. Une plateforme d'échange entre les acteurs devra être mise en place en vue d'assurer une communication permanente entre les acteurs au développement de la Région.



Références

Le Blanc David (2015).

"Towards integration at last? The sustainable development goals as a network of targets". D

ESA Working Paper No. 141 ST/ESA/2015/DWP/141.

Rawls John (1999).

"A Theory of Justice", revised edition.

Belknap Press; Revised edition (September 30, 1999).

United Nations (2015).

"The Millennium Development Goals Report 2015".

New York.

Weitz Nina (2014).

"Cross-sectoral integration in the Sustainable Development Goals: a nexus approach".

Stockholm Environment Institute. Sweden.



Annexe 5.

Liste des acteurs régionaux

Nom et prénoms	Entité
ANDRIATOMANGA Mokhtar Salim	Gouverneur de Boeny
Jean Luc Balthazar RANAIVO	Chef Protocole Gouvernorat Boeny
TONGANIRINA Velomary	PDS
RAVELOMAHAY L. F.	PREFET Mahajanga
RANDRIAMBOLOLONA Maecellin	DDR Boeny
Nasolo ADAKOHO	DAF Région Boeny
RAKOTOMAMPIONONA Faly Nantenaina	Chef du Service Régional de l'Économie et du Plan (SREP)
RANDRIANARISOA Hanitra	BMOI
RAMAROHETRA Jean Marc	PROPFR Boeny
RAINIVITASOA François	Maire Marovoay Banlieue
VOHANSON M	DIPC Boeny
ABASSECHEI MOHAMAD CHEI	Maire Soalala
RAMAHATAFANDRY Tahiana	SPC Boeny
Faly RASOANAIVO	PRODECID GIZ
MIZE AMARY	Maire CR Mitsinjo
MIARANTSOA Mamiarijaona	Maire CR AnosinalainolonaMarovoay
RAKOTOSON Georges	PCM/CUM
RAKOTONJANAHARY Ny Aina	DIR INSTAT
LAZASOA K Chrysante	Chef SAEP Boeny
RAMANANKIRAHANA SEDRANIAINA Herizo	Chef du Service Régional de l'Industrie Boeny
RAKOTONIRINA Jean Claude	Chef du Service de la Programmation, du Suivi et de l'Évaluation
RABENJALINORO Mamy	UNICEF C4D Boeny
RAZANAKOTO Aubus	UNICEF Boeny Fanabeazana
RAVELOSON R.	POT PROTECTION UNICEF
ABDALLAH Moumady Housen	Chef Agence ACEP Mahajanga
R. Henri	Aire Mahajamba Urbaine
MIANDRA Rova	Responsable Social Région Boeny
HADJICOSTA Miamina Johnson	Maire Tsaramandroso
ANDRIAMATOLISOA Franklin Alex	Maire Betsako
RAZAFIMANETY François Romuald	PDS Antongomena
TIAVINJARA Rose de Lima	Ben'ny Tanana CUM
RASOAVRONIAINA J. ELYSA	SG GEPAM
RAVALITERA Andriantsitohaina	DRSP pi
ABDULAH Madi Abdallah	Maire
MANANJARA	Maire
ANTOINE André	DIRCAB PDS CUM
RANDRIANKOTOMIHAJA James Odon	Coordonnateur Régional ONN
RANDRIAMIHARISOA Faramalala	Chef UEARN /DRAEP Boeny
RAKOTONDRAINIBE Raoziarimanga	Chef de Service Énergie et Hydrocarbure
RABARIMANANA Ranto	Responsable Régional CARE International M/car Boeny
RAFIDISON Merlot Atlas	Maire
RAMANAMBITA Dieu Donné	Maire CR Tsararano
RANDRIATAHINA Edmond	Pdt Union des Pêcheurs Boeny
RAKOTOARIVELO William	Maire CR Ambondromamy
ANDRIANASOLONIRINA Ravoarimalala N.	DRATP Boeny
RAKOTONDRAZANDRY Balancia Angelette	Chef SAF/DREN Boeny
HARINAIVO Harrison Robertien	Maire CR Ankaboka
RANAIVOHERISON Maurice Julio	Maire CR Antanimasaka
MLANDIMBLAZA Sylvain	Dir Régional de l'Enseignement Technique
ZAFIMAROVELO G. Clémencia	Chef de Service du Tourisme
RAKOTOSALAMA Dieudonné	TTMR Tranobenn'nyTantsaha
GAGAHY Joliot	Chef de Service Régional des Entreprises/DRI Boeny
LANTO-HARIMANGA Malalarisoa	Chef de Service Suivi et Évaluation/DREAH Boeny

Nom et prénoms	Entité
FARIDA Hassani	Directeur Régional FDAR Boeny
RARIVONANDRASANA Tahiry	PROSOL
RAKOTOBÉ YVONNAH Lucien	Directeur DRPPSPF
RAKOTONDRASOA Jean Valérien	Maire CU Ambatoboeny
RABESAHARISON Faratiana Juliana	Chef de Service Environnement
RANARISON Olivier JC	Maire Ankazomborona
NAMBENA Jutta	Assistante Technique Région GIZ
BAKOLIARIMALALA G.	Représentante du Service Régional du Budget
RAZOELIARIMALALA Lisiarisoa	Comptable au Service Régional du Transport
RAJAONAI SAONA Fanomezantsoa	Représentant GOSOC KUMANGA Boeny
RALIGNINY Miarisoa Carola T.	Responsable IEC NAP Antrema
RABENJA Hasiniaina	Jurista AVG Boeny
RAMANAMAHEFA Hery I.	RAF DELC Boeny
ANDRIAMAMENOSOA M. Hérvé	Assistant Technique CRP
RAVONITRARIVO Josiane Vololoniaina	Conseiller Principal Territorial de l'Éducation BIANCO
RAKOTONIRINA Bruno	Chef de District Mitsinjo
RAZAFINDRAVOKA Arsène	Chef de Districts Ambatoboeny
RANDRIANJATOVO Solofoson	
RAKOTOFIRINGA Herizo Nantenaina	Assistant Coordonnateur Technique PLAEU
ZO ANDRIAMAHENINA	Conseiller Technique BLUE VENTARIS
CD Damien Aristide T RAZAFIMAHATRATRA	Chef de Division Opérations ZDS AHK
MOHAMINY Joseph	Maire Boanamaray
RAFENOLAZA Jean Jacques	Chef de District Soalala
RICHARD Salimo	Maire Antsakoamileka
DAVY André	Maire Manerinerina
CNE ANDRIAMANANTENA Louis Parfait	CDT CIE FRONT Mahajanga
RAZAFINIRINA Carole Roberte	A. Service des Affaires Juridiques Régionales de la Région Boeny
RIVOARIMAHA Robson M.	Enseignant
SOAVINDRAZANA M. Eloi	Chef de Service de l'Administration Régionale
RAKOTONINDRINA Tolotriina	Chef de District Mahajanga II
ANDRIANIAINA Fanomezana	Chef de District de Marovoay
ANDRIANIRINA Herimalala	SRRH/DSRP Boeny
RAZAFINRAHANA Philémon Doré	Directeur Régional de l'Administraton Pénitenciaire
REMISY Séraphin	Chef de Service SIREDD
RAMAROSON A. Lucienne	Directeur Régional des Mines et Ressources Stratégiques
ENCHATI Daou	Région